

JOURNÉE MONDIALE DES ENSEIGNANTS

Tebboune salue les efforts des enseignants dans l'éducation des jeunes générations

P. 24

DÉCLARATIONS DE MARCON

L'APN exprime "son indignation"

P. 3

ALGÉRIE-OPEP

La production algérienne augmentera à 952.000 b/j en novembre (ministère)

P. 6

MISSION DU FMI EN ALGÉRIE

L'économie algérienne a montré "beaucoup de résilience" en 2020

L'économie algérienne a montré "beaucoup de résilience" en 2020, malgré le choc de la crise sanitaire, grâce notamment aux mesures de riposte prises par les autorités du pays, a déclaré, lundi, M^{me} Geneviève Verdier, Cheffe de Division au département Moyen-Orient et Asie Centrale du Fonds. S'exprimant lors d'une conférence de presse virtuelle, à l'issue des consultations annuelles menées par cette institution financière internationale au titre de l'article 4 des statuts du Fonds, M^{me} Verdier a souligné que cette résilience était liée à la réponse et aux mesures prises par les autorités du pays, en dépit du fait que "les décideurs politiques et économiques avaient très peu de marge de manœuvre en 2020".

P.p 6-10-24

DKnews-APS



ELECTIONS LOCALES

L'ANIE dévoile le slogan des élections locales du 27 novembre 2021

P. 4

HABITAT PRÉCAIRE

Eradication de 90% des bidonvilles à travers le pays (rencontre)

P. 4

ENSEIGNANT À MÉDÉA

Hadj Koula, 32 ans de service, toujours la même détermination

P. 8

SANTÉ

MAL DE GORGE

Causes et traitements

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1 (amical) L'USMA s'incline face à la JSS (0-2)

P. 21



INTERNET

Panne, lundi, sur Facebook, Instagram, WhatsApp et Messenger

P. 17

ALGER

Reprise demain du trafic du Métro

P. 2

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Mobilis leader de la téléphonie mobile en Algérie durant le 2^{ème} trimestre 2021 (ARPCE)



L'opérateur de téléphonie mobile Mobilis demeure en tête en termes d'abonnés aux réseaux GSM, 3G et 4G au 2^{ème} trimestre de 2021, avec 19,22 millions d'abonnés, suivi de Djazzy (14,21 millions) et d'Ooredoo (12,40 millions), selon le dernier rapport de l'Autorité de régulation de la Poste et des communications électroniques (ARPCE). L'opérateur Mobilis a enregistré, au 2^{ème} trimestre de l'année en cours, un nombre d'abonnés 3G/4G dépassant les 17,03 millions de clients, contre un nombre d'abonnés GSM de 2,18 millions. Djazzy a, quant à lui, enregistré 11,95 millions d'abonnés à la 3G/4G et 2,25 millions au réseau GSM, suivi d'Ooredoo avec un nombre d'abonnés 3G/4G estimé à 10,97 millions et au GSM estimé à 1,42 millions. Le nombre des abonnés actifs de la téléphonie mobile (GSM, 3G et 4G) a enregistré une légère diminution de 0,45% en Algérie, passant de 46,04 millions abonnés au 1^{er} trimestre de l'année 2021 à 45,83 millions abonnés au 2^{ème} trimestre de l'année 2021.

ALGER

Reprise demain du trafic du Métro (ministère des Transports)



L'exploitation du transport public par le Métro d'Alger reprendra jeudi 7 octobre, a annoncé lundi soir le ministère des Transports dans un communiqué. Cette reprise intervient "en application de la décision des pouvoirs publics et dans le cadre des mesures portant allègement des restrictions sanitaires appliquées, l'exploitation du transport public par le Métro d'Alger reprendra jeudi 7 octobre à partir du 06H", lit-on dans le communiqué.

TIZI-OUZOU

Démantèlement de trois réseaux de malfaiteurs



Trois réseaux spécialisés dans les vols par effraction ont été démantelés à Tizi-Ouzou par les éléments de la sûreté de wilaya, rapporte lundi un communiqué de ce corps de sécurité. Le premier réseau, constitué de plusieurs membres repris de justice, dont deux ont été arrêtés et d'autres recherchés, a été démantelé suite à une enquête ouverte pour vol de numéraires qui a ciblé le domicile d'un citoyen au niveau de la Nouvelle-ville de Tizi-Ouzou. Dans le même sillage, les éléments de la 7^{ème} sûreté urbaine de Tizi-Ouzou sont parvenus à identifier et arrêter six membres de deux réseaux différents qui ont ciblé trois domiciles dans deux quartiers de la ville et s'étaient emparés d'argent liquide, de bijoux et autres objets de valeur.

COVID-19 EN AFRIQUE

8,34 millions de cas confirmés



Le nombre de cas confirmés de COVID-19 sur le continent africain est monté à 8.339.857 à la date de lundi après-midi, a indiqué le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique). Selon l'agence sanitaire de l'Union africaine (UA), le bilan de la pandémie sur le continent s'élève à 212.322 décès, tandis que 7.681.075 personnes qui avaient contracté la COVID-19 se sont rétablies à ce jour. Parmi les pays les plus gravement touchés d'Afrique en nombre de cas positifs, figurent l'Afrique du Sud, le Maroc, la Tunisie et l'Éthiopie. Par ailleurs, l'Afrique australe demeure la région la plus frappée par la pandémie en nombre de cas confirmés, suivie par l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Est, tandis que l'Afrique centrale reste la région la moins touchée à cet égard, selon le CDC Afrique.

ALGÉRIE-EGYPTE

Plaidoyer pour le renforcement de la coopération bilatérale



Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a plaidé lundi lors de l'audience qu'il a accordée à l'ambassadeur sortant d'Égypte en Algérie, Aymen Mechrafa, en faveur du renforcement de la coopération bilatérale, a indiqué un communiqué du ministère. La rencontre a été l'occasion de "rappeler l'importance de la poursuite de l'action bilatérale" et de plaider "en faveur de l'encouragement des investissements entre l'Algérie et l'Égypte et de la réactivation de toutes les conventions de partenariat et de coopération signées entre les deux pays dans un cadre gagnant-gagnant", a précisé la même source. L'ambassadeur d'Égypte rendait une visite d'adieu à M. Rezig au terme de sa mission en Algérie, a souligné le communiqué.

ADRAR

Saisie de 20.300 comprimés psychotropes

Une quantité de 20.300 comprimés psychotropes a été saisie par les services de sûreté de la wilaya d'Adrar lors d'une opération menée en coordination avec les différents corps de sécurité, a-t-on appris mardi après de la cellule de communication et des relations publiques de cette instance sécuritaire. Cette opération a été exécutée suite au démantèlement d'un réseau criminel activant dans le trafic illégal de psychotropes au niveau de la wilaya, selon la même source. Trois (3) téléphones portables, dont un satellite (Thuraya), et un véhicule tout terrain utilisé par cette bande criminelle ont été également saisis, a-t-on expliqué. Deux individus impliqués dans cette affaire ont été interpellés. Ils ont été présentés devant les instances judiciaires, a-t-on précisé.



MASCARA

Saisie de 190 quintaux de son pour spéculation



Les éléments de la brigade de la gendarmerie nationale ont saisi dimanche dans la commune de Menaouer (Mascara) 190 quintaux de son (aliment de bétail et de volaille) destinés à la spéculation, a-t-on appris lundi auprès de la cellule d'information du groupement territorial de ce corps de sécurité. La marchandise était chargée à bord d'un tracteur avec une remorque qui se dirigeait de la wilaya de Relizane vers celle de Saida et son propriétaire a été arrêté au niveau du point de contrôle dressé par les éléments de la brigade de la GN au niveau du chemin de wilaya (CW 15) reliant les communes de Tighennif et Menaouer, a-t-on indiqué. Le prévenu a été inculpé d'exercice d'une activité commerciale sans registre de commerce et d'absence d'étiquetage sur le produit.

BECHAR

17 blessés suite au renversement d'un bus



Dix-sept (17) personnes, dont sept (7) étrangers, ont été blessés lundi au sud de Bechar suite au renversement du bus qui les transportait, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de la direction locale de la Protection civile. Le renversement du bus est survenu suite à sa collision avec un tracteur conduit par un agriculteur des périmètres agricoles situés à proximité de la rocade sud de Bechar, a-t-on indiqué de même source. Les victimes, huit (8) de sexe féminin et neuf (9) de sexe masculin, plus ou moins gravement blessés ont été évacuées vers l'hôpital "Tourabi Boudjemaa" de Bechar par les éléments de la protection civile, a-t-on fait savoir.

BEJAIA

Le DGSN s'enquiert du fonctionnement des services opérationnels



Le Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Farid Bencheikh, a présidé lundi une rencontre d'orientation avec les cadres et les agents de la sûreté de wilaya de Bejaia où il s'est enquis du fonctionnement des services opérationnels de la police, indique un communiqué de la DGSN. A cette occasion, le DGSN a appelé tous les fonctionnaires de la Police à l'impératif de "redoubler d'efforts sur le terrain pour lutter contre toutes les formes de criminalité, en veillant à garantir la sécurité du citoyen et à protéger les biens, mettre en œuvre, de manière stricte, les lois de la République et respecter les principes des droits de l'Homme", ajoute-t-on de même source.

MESURES SOCIALES

Les décisions du président de la République contribueront à améliorer le pouvoir d'achat des travailleurs (Centrale syndicale)

L'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) a estimé que les décisions prises par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune lors de la réunion du Conseil des ministres tenue, dimanche, contribueront "certains à estomper l'impact de la crise sociale et à améliorer le pouvoir d'achat, en réponse aux revendications des travailleurs".

L'UGTA a exprimé par la voix de son secrétaire général, Salim Labacha son optimisme quant aux "décisions audacieuses et courageuses prises par le président de la République relatives au point indiciaire dans la Fonction publique et à l'impôt sur le revenu global (IRG) ainsi que les décisions relatives à l'organisation du marché et à la lutte contre la spéculation".

La centrale syndicale a estimé que "ces décisions interviennent dans une conjoncture économique très sensible, induite par les an-

ciennes politiques adoptées, outre les retombées négatives de la pandémie (Covid-19) sur diverses activités économiques et son impact sur la vie sociale des travailleurs et des citoyens de façon générale". Dans cette perspective, l'UGTA a estimé que ces décisions "contribueront certainement à estomper l'impact de la crise sociale pour améliorer le pouvoir d'achat, en réponse aux revendications des travailleurs, en espérant que lesdites décisions soient favorables au contrôle des prix sur le marché et

son organisation en terme d'offre et de demande ainsi qu'en matière de lutte contre la spéculation qui ne respecte ni les lois de la République ni le citoyen, et partant concourir à mettre fin au monopole qui ne sert pas la concurrence loyale profitable à l'économie nationale".

L'Union a indiqué, dans ce sens, "la disponibilité de ses structures à accompagner l'application de ces décisions et à contribuer à l'élaboration de mesures efficaces applicables de façon équitable au mieux des intérêts du pays et du citoyen".



DÉCLARATIONS DE MARCON L'APN exprime "son indignation"

L'Assemblée populaire nationale (APN) a exprimé, lundi, "son indignation" face aux déclarations hostiles du président français Emmanuel Macron contre l'Algérie, affirmant que de tels propos risquent de "crisper les relations entre les deux pays". Dans un communiqué, le Bureau de l'APN a indiqué que les propos tenus récemment par le président français "risquent de crispier les relations entre les deux pays et mettent en jeu les facteurs qui pouvaient aboutir à une coo-

pération algéro-française privilégiée", soulignant que "l'Algérie nouvelle, conduite par son président M. Abdelmadjid Tebboune, est déterminée à renforcer son indépendance, arrachée par la force, la résilience, la lutte et les sacrifices de millions de chouhada". "Peut importe les justificatifs que la classe politique française avancera à ses positions, les propos attribués au président de la République française ne cachent que l'intention d'une ingérence flagrante dans les

affaires d'un Etat indépendant et totalement souverain qui a son mot à dire et son poids dans les fora internationaux et coopère avec ses partenaires et voisins sur la base des principes définis dans les coutumes, les lois, les chartes et les conventions internationales", a souligné l'APN. Fustigeant l'acharnement du "colonisateur d'hier à poursuivre ses attaques contre l'Histoire d'un pays qui était en proie à un projet de colonisation et une invasion sauvage de grande ampleur

dirigée et exécutée par des forces criminelles", l'APN a souligné que l'Algérie "a édifié sa politique étrangère sur les principes d'honneur qu'elle a épousés durant sa lutte contre le colonialisme et ne se pliera jamais face à la tentative désespérée visant à la sous-estimer". L'APN demeure "fier et reconnaissant envers l'Armée nationale populaire (ANP) qui a préservé le serment des chouhada et mis l'Algérie à l'abri des menaces qui la guettent", conclut la même source.

Indignations contre les tentatives d'attenter à l'histoire de l'Algérie

Des personnalités, organisations et institutions politiques n'ont pas manqué de réagir, lundi, pour "condamner" vigoureusement les propos nommément attribués au président Emmanuel Macron, par ailleurs non démentis, tout en s'indignant contre les tentatives "d'attenter" à l'histoire de l'Algérie.

Depuis Oran et en marge de sa visite d'inspection des préparatifs des Jeux méditerranéens 2022, le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a soutenu que "l'Algérie ne saurait être affectée par des déclarations qui tentent de porter atteinte à son histoire et à ses racines".

"Nous n'accepterons jamais ce genre de déclarations, car l'Algérie est un peuple et une nation debout ayant marqué l'Histoire. Il suffit de se référer à l'Imedghassen, Massinissa et l'Emir Abdelkader", a-t-il ajouté. L'Assemblée populaire nationale (APN) a également exprimé, "son indignation" face aux déclarations hostiles du président français à l'encontre de l'Algérie, affirmant que de tels propos risquent de "crisper les relations entre les deux pays et mettent en jeu les facteurs qui pouvaient aboutir à une coopération algéro-française privilégiée". Tout en soulignant que "l'Algérie nouvelle, conduite par son président M. Abdelmadjid Tebboune, est déterminée à renforcer son indépendance, arrachée par la force, la résilience, la lutte et les sacrifices de millions de chouhada", la même source ajoute : "Peu importe les justificatifs que la classe politique française avancera à ses positions, les propos attribués au président de la République française ne cachent que l'intention d'une ingérence flagrante dans les affaires d'un Etat indépendant et totalement souverain".

Réagissant aux mêmes propos, l'Organisation nationale des moudjahidines (ONM) considère

que ces derniers "véhiculent une interprétation tendancieuse de notre histoire nationale ancestrale, faisant fi des us des relations entre les peuples", avant de souligner qu'"il est temps de revoir les relations établies entre l'Algérie et la France". Tout aussi indigné, l'ancien ministre et diplomate, Mohamed Laïchoubi, a qualifié, les propos attribués au président français d'"ahurissants", d'autant plus, commente-t-il, émanant d'un "chef d'Etat en exercice sur une question complexe, qui est la dimension historique, abordée avec un simplisme brutal et un argumentaire rectiligne mais surtout désinvolte".

S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, il a estimé que "la vision proposée sur la nation algérienne à travers les idées exposées par le Président français est attentatoire et grave", considérant que "ce doux euphémisme qu'on qualifie de +rente mémorielle+ est un drame pour la pensée humaine".

Par ailleurs, l'universitaire algérien, Chérif Dris, a également qualifié les propos du président Macron d'"intentionnels et participant de la pré-campagne électorale" pour la présidentielle française, de même que de "discours de droite". "En s'en prenant de la sorte à l'Algérie, Macron veut surfer sur la vague et s'attirer les faveurs d'un électoral de droite nostalgique de +l'Algérie française+ en prévision de la prochaine présidentielle... ()... De tels propos "sont surprenants quand on sait qu'avant d'accéder à l'Élysée, Macron avait un discours qui tranchait, dans une certaine mesure, avec celui de ses prédécesseurs", a argumenté l'enseignant de Sciences politiques à l'École supérieure de journalisme d'Alger. Allant dans ce sens, l'enseignant de Sciences politiques et de Relations internationales à l'Université Blida 2, Moulay Boumedjout, a estimé que les propos de Macron

étaient "bien intentionnels" et interprétaient "une nouvelle orientation au sein de l'administration française", expliquant qu'"il s'agit là, d'une réaction à la fermeture des portes devant la France dans plusieurs domaines en Afrique et ailleurs".

De son côté, l'analyste politique et enseignant à l'École nationale supérieure de sciences politiques, Mohamed Si Bachir, a mis en avant "la confusion" que fait Macron entre les relations de l'Algérie avec ses alliés et ses positions vis-à-vis de certaines questions, n'excluant pas d'autres mesures, notamment économiques, que pourrait prendre l'Algérie. Même indignation exprimée par des juristes et des professionnels de médias ayant qualifié la sortie du président français d'"irresponsable", tout en rejetant "toute ingérence étrangère dans les affaires internes du pays".

Il est temps de revoir les relations algéro-françaises (ONM)

L'Organisation nationale des moudjahidines (ONM) a souligné, lundi dans un communiqué, qu'"il est temps de revoir les relations algéro-françaises" et "d'évaluer tous leurs aspects". Réagissant aux récents propos du président français Emmanuel Macron qui véhiculent une interprétation tendancieuse de notre histoire nationale ancestrale, faisant fi des us des relations entre les peuples, l'ONM a soutenu qu'"il est temps de revoir les relations établies entre l'Algérie et la France". Cela constitue "une priorité" et "une responsabilité nationale", selon l'ONM qui a relevé l'urgence de "réfléchir sérieusement à une évaluation de tous les aspects" des relations bilatérales. L'ONM, qui rejette l'interprétation tendancieuse par le président français des faits de notre histoire nationale", souligne que Macron aurait du prendre conscience que le pays dont il évoque, avec mépris, l'histoire ancestrale, a su façonner l'histoire au moment où son pays sombrait dans un profond sommeil", lit-on dans le communiqué. L'organisation a tenu à rappeler les étapes phares de l'histoire de l'Algérie, évoquant la période sombre vécue sous l'occupation française. "Ceux qui portent en eux le rêve du +paradis perdu+ n'ont pas encore pris conscience que cette terre est à jamais purifiée de la souillure de leurs pieds", a conclut l'organisation.

Une violation flagrante de la souveraineté de l'Algérie (Ligue Rahmania des zaouia scientifiques)

La Ligue Rahmania des zaouia scientifiques a qualifié, lundi, les déclarations du président français, Emmanuel Macron, de "violation flagrante" de la souveraineté de l'Algérie et d'atteinte aux sacrifices des Chouhada, appelant les Algériens à l'adhésion autour des constantes et des valeurs du 1er Novembre 1954.

Dans un communiqué signé par son président, Cheikh Mohamed El Mamoun El Qacimi, la Ligue Rahmania des zaouia scientifiques a fustigé "une violation flagrante à notre souveraineté et une atteinte à notre nation et aux sacrifices de nos Chouhada" rappelant à Macron les crimes coloniaux "ignobles" commis contre du peuple algérien par son pays, "qui persiste à considérer l'Algérie comme son prolongement et à

œuvrer, sans relâche, à maintenir sa dépendance culturelle et linguistique mais aussi économique et politique".

Pour la Ligue Rahmania des zaouia scientifiques, "la France s'acharne à pérenniser cette dépendance à travers ses relais et valets qui œuvrent à mettre en échec les efforts déployés pour le renforcement de la souveraineté et de l'indépendance nationales".

Les derniers développements dans les relations algéro-françaises "constituent une opportunité historique de revoir ces relations et prendre des mesures décisives à même de nous affranchir de la dépendance à notre occupant d'hier, dans les différents domaines", ajoute la Ligue dans son document. Dans ce cadre, la

Ligue a préconisé "l'activation, en urgence, de la loi portant généralisation de la langue arabe pour mettre fin à la domination de la langue française et la promulgation de la loi portant criminalisation du colonialisme, un projet qui demeure gelé, en dépit des appels récurrents des hommes libres de ce pays". Rappelant la commémoration prochaine de l'anniversaire des manifestations du 17 octobre 1961 et de la fête du 1er Novembre, la Ligue Rahmania des zaouia scientifiques a exhorté le peuple algérien à "l'adhésion autour de ses constantes et valeurs, à la fidélité aux principes novembristes et au serment fait aux Chouhada et au placement de sa religion et sa patrie au dessus de tout autre considération".

ELECTIONS LOCALES L'ANIE dévoile le slogan des élections locales du 27 novembre 2021

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a levé le voile sur le slogan officiel des élections locales, prévues le 27 novembre prochain: "veux-tu le changement", "l'édification institutionnelle", "signe et appose ton empreinte", dans les deux langues arabe et amazighe.

Le slogan des prochaines élections des Assemblées populaires communales (APC) et de wilayas (APW) était placé sur un arrière plan vert clair avec au milieu la carte géographique de l'Algérie dans une ossature d'une construction symbolisant l'ère de l'édification de l'Algérie nouvelle. Les phrases "veux-tu le changement" et "l'édification institutionnelle" étaient placées en tête du slogan, suivies de "signe et appose ton empreinte" et l'image d'une enveloppe représentant l'urne et l'empreinte du



citoyen qui a fait son devoir électoral. La phrase "La République algérienne démocratique et populaire"

était également placée sur l'entête du slogan dévoilé par l'ANIE en sus

de la date des prochaines élections locales, à savoir le 27 novembre 2021. Le logo de "L'Autorité nationale indépendante des élections" a été placé en bas orné de l'emblème national. Pour rappel, le président de l'ANIE, Mohamed Charfi, avait fait état du recensement de 582.169 nouveaux inscrits sur les listes électorales, à l'issue de l'opération de révision exceptionnelle des listes à la mi-septembre dernier, affirmant que le nombre du corps électoral s'élevait ainsi à 24.589.475 électeurs.

TÉLÉCOMMUNICATION M. Boukhazani Chawki installé dans ses nouvelles fonctions de P-dg de Mobilis

M. Boukhazani Chawki a été installé dimanche dans ses nouvelles fonctions de Président-Directeur général (P-dg) de l'opérateur téléphonique mobile public (Mobilis), en remplacement de Adel Doukali, indique lundi un communiqué de l'opérateur historique. Avant d'être nommé à la tête de l'opérateur public de la téléphonie mobile, M. Boukhazani a occupé plusieurs postes au sein de la même boîte, notamment celui de directeur des systèmes d'information, directeur de la Division Principale de développement et d'ingénierie et aussi conseiller principal auprès du P-dg. Le nouveau P-dg de Mobilis était également haut cadre de la Gendarmerie nationale, où il a été à la tête de plusieurs réalisations liées au système d'information et de télécommunication. Outre l'animation de séminaires, M. Boukhazani est aussi coach et for-

mateur en management des projets, en développement personnel et préparation aux certifications internationales (PMP, ITIL 4, Scrum Master).

Le P-dg de Mobilis est diplômé de l'École militaire polytechnique (EMP, ex-ENITA) de Bordj El-Bahri, à Alger, où il a obtenu son ingéniorat en génie électrique, option traitement de signal et une formation de post-graduation spécialisée (PGS) en Télécommunication et Sécurité des Réseaux Informatiques.

M. Boukhazani détient également plusieurs certificats de renommée internationale, à savoir un Project Management Professional (PMP) délivré par Project Management Institute (USA) et des certifications professionnelles, Provisional Lead Auditor en France et ITIL 4 au Royaume-Uni, en plus d'un Professional Scrum Master (PSM) délivré par Scrum.org (USA).

IDE EN ALGÉRIE Une mission du FMI salue la "réduction des restrictions"

Les services du FMI, qui viennent d'achever leur mission de consultations de 2021 en Algérie, au titre de l'article IV, ont salué dimanche les mesures introduites par les pouvoirs publics pour réduire les restrictions aux Investissements Directs Étrangers (IDE). "La mission salue les efforts des autorités pour réduire les restrictions à l'investissement direct étranger et leurs plans de modernisation du cadre juridique de l'investissement et de la concurrence, ce qui contribuerait à diversifier l'économie et réduire sa dépendance aux hydrocarbures et à favoriser l'investissement du secteur privé et la création d'emplois", ont-ils souligné dans un communiqué de presse.

Le communiqué a été lu lors d'une conférence de presse, animée par visioconférence depuis Washington, par Mme Geneviève Verdier, Cheffe de Division au niveau du département Moyen-Orient et Asie Centrale du Fonds,

qui a conduit la mission entre le 13 septembre et le 3 octobre.

La mission a également salué "les annonces récentes concernant des plans de réduction des charges administratives et les réformes à venir pour réduire la vulnérabilité à la corruption". Concernant l'économie algérienne, la mission du FMI a avancé qu'une "reprise graduelle est en cours", avec un "taux de croissance économique projeté à plus de 3% cette année, soutenue par la reprise des prix et de la production des hydrocarbures". Cependant, malgré le rebond de l'activité économique et la nette amélioration du solde extérieur en 2021, il reste urgent, estima la mission du Fonds, de "rétablir une stabilité macroéconomique et une marge de manœuvre, tout en protégeant les groupes les plus vulnérables et en soutenant la reprise".

De l'avis de l'équipe de la mission, la persistance de déficits budgétaires élevés à moyen terme



engendrerait "des besoins de financement sans précédent, épuiserait les réserves de change, et présenterait des risques pour l'inflation, la stabilité financière et le bilan de la banque centrale". Pour y faire face, la mission recommande "un ensemble complet et cohérent de politiques budgétaires, monétaires, et de taux de change" afin de réduire les vulnérabilités de l'économie algérienne. Un "ajustement budgétaire

général", qui donne en même temps la priorité aux mesures de protection des plus vulnérables, devrait être entamé en 2022 et s'échelonne sur plusieurs années pour maintenir la viabilité de la dette, ont suggéré les experts du FMI. Quant au financement monétaire, il "devrait être interdit" afin d'endiguer l'augmentation de l'inflation et l'épuisement rapide des réserves de change, selon la mission qui a recommandé

"une diversification des sources de financement budgétaire y compris à travers le recours à l'emprunt extérieur".

Une "plus grande flexibilité du taux de change" contribuera, selon elle, à renforcer la résilience de l'économie aux chocs externes et un resserrement de la politique monétaire permettra d'endiguer les pressions inflationnistes.

L'application de la loi organique relative aux lois de finances constitue une étape importante dans l'amélioration de la gouvernance budgétaire, selon la mission. Il est à souligner que les communiqués de presse de fin de mission expriment les avis des services du FMI ayant réalisé les consultations et ne correspondent pas forcément à ceux du conseil d'administration du FMI. À partir des conclusions préliminaires de la mission, les services du FMI établiront un rapport qui sera présenté au conseil d'administration du Fonds.

HABITAT PRÉCAIRE Eradication de 90% des bidonvilles à travers le pays (rencontre)

Pas moins de 90% des bidonvilles ont été éradiqués en Algérie, ont indiqué lundi à Constantine des enseignants universitaires à l'ouverture des journées d'études internationales sur "l'habitat précaire en Afrique", tenues à l'Université Salah Boubnider Constantine-3. En effet, les récentes statistiques font ressortir que "l'Algérie a réussi durant les dernières années, grâce à sa politique adoptée dans le domaine de l'habitat à éradiquer la majorité des bidonvilles et permis aux citoyens de bénéficier de logements décents et concrétiser le droit à une vie décente", a indiqué, à ce titre l'architecte Abdelhakim Hafiane auteur du livre "Défis urbains" au cours d'une intervention à l'occasion de cette rencontre organisée à la faculté de l'architecture et de l'urbanisme dans le cadre de la célébration de la Journée arabe et mondiale de l'habitat. Pour sa part, le professeur chercheur à l'Institut des recherches sur le Maghreb contemporain de la capitale tunisienne, Merouane Taleb a indiqué dans une intervention en visioconférence que ce séminaire qui s'intéresse à la situation de l'habitat précaire dans les pays africains, permettra de s'imprégner de l'expérience algérienne en la matière et permettra également de proposer des stratégies pour



lutter contre la propagation de ce phénomène sur le continent africain.

Il a, dans ce cadre, insisté sur l'importance de trouver des solutions aux préoccupations en rapport avec l'habitat, estimant que le thème de l'habitat précaire renferme plusieurs facteurs communs entre les pays africains.

De son côté, le Dr. Martin Jatchou Kamjine de l'Université Yaoundé (Cameroun) a considéré dans une intervention en visioconférence qu'il est "nécessaire de lutter

contre la propagation de l'habitat précaire", estimant que les bidonvilles donnent lieu à des problèmes économiques, car leurs occupants recourent à des marchés parallèles non réglementaires portant atteinte à la santé du consommateur du fait de la complexité du contrôle.

Ce genre d'habitat vide le tissu urbain de son cachet citoyen, se sont accordés à dire les participants, d'autant que, ont-il estimé, la majorité des habitats précaires portent des noms inappropriés comme

"chalef", "poubelles", "anarchique", "rives d'oued" surtout que ces constructions sont considérées comme des dortoirs menaçant ruine à n'importe quel moment et ne remplissant pas les conditions de sécurité sanitaire comme les conduites d'assainissement et d'AEP.

Pour sa part, la doyenne de la faculté d'architecture et d'urbanisme de l'Université Constantine-3, Pr. Badiâa Sahraoui a indiqué que cette rencontre de deux jours (4 et 5 octobre courant) est organisée dans le cadre de la célébration de l'année africaine sous le slogan "les politiques de résorption et les pratiques socio-urbaines, quelles stratégies quelle complémentarité".

Ce séminaire qui a été diffusé via la technique de visioconférence a été marqué par la présentation de 30 interventions par des professeurs et des spécialistes du domaine issus de plusieurs pays comme la Tunisie, le Sénégal, le Tchad, le Bénin et le Cameroun. Pour rappel, l'intérêt accordé par les différents pays du monde au problème de l'habitat notamment l'habitat précaire, a amené l'Organisation des Nations-unies (ONU) à décréter le premier lundi du mois d'octobre journée mondiale de l'habitat, et ce depuis 1985.

BECHAR

Vers une prise en charge des retards de réalisation du projet de transfert des eaux de Boussir

Les retards accumulés dans la réalisation du projet d'envergure de transfert des eaux albiennes du champ de captage de la région de Boussir (commune de Béni-Ounif) sur plus de 190 km vers la commune de Bechar, seront totalement pris en charge, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya de Bechar.

Une commission technique du ministère des Ressources en eau a été dépêchée lundi dans la wilaya spécialement à cet effet et œuvrera à mettre fin à toutes les entraves à l'origine des retards dans la livraison du projet, a-t-on précisé.

Cet important projet hydraulique, entamé en juillet 2018 et devant initialement être livré en avril 2019, a accumulé trop de retards, malgré son importance pour l'alimentation en eau potable (AEP) des habitants des communes Bechar, Kenadza, Abadla, Mechraa Houari Boumediene et Erg Farradj, a affirmé le wali de Bechar, Mohamed Said Benkamou. D'ores et déjà, le secteur des Ressources en eau a résilié les contrats avec les entreprises privées réalisatrices des deux châteaux d'eau de 15.000 et 20.000 M3, à l'origine de ces retards et dont l'es responsables sont poursuivis en justice pour différentes infractions à la loi, a-t-il fait savoir à ce



sujet. Malgré cette situation, ce projet est exploité à 20% de ses capacités, grâce aux quatre (4) grandes stations de pompage, et ce pour renforcer l'approvisionnement des habitants de Bechar en eau, en attendant son exploitation maximale, après l'achèvement de ces deux (2) châteaux d'eau, a expliqué le chef de l'exécutif de la wilaya. Ce projet, qui fait partie d'un programme d'urgence de sécurisation de l'AEP

des communes précitées, de même que pour mettre un terme à la dépendance des villes de Bechar et Kenadza de l'alimentation en eau potable du barrage de Djorf-Ettorba, en plus du renforcement de l'offre en eau potable dans ces régions.

Il a été entamé au titre des efforts de l'Etat pour la mobilisation des ressources hydriques souterraines de cette wilaya, pour permettre le

transfert quotidiennement de 40.000 m3 d'eau à partir d'une dizaine de forages d'une profondeur variant entre 400 et 500 mètres, localisés près de la zone d'ombre de Boussir, dans la daïra frontalière de Béni-Ounif (Nord de Bechar), selon les responsables locaux du secteur des ressources en eau et ceux de l'agence nationale des transferts et des barrages (ANBT). "Actuellement, et avec la baisse du taux du remp lissage du barrage de Djorf-Ettorba, dont la station de traitement des eaux alimente les populations des villes de Bechar, Kenadza et Abadla, nous prévoyons avec la contribution de la commission technique du ministère des Ressources en eau, mettre fin aux retards constatés dans la livraison de cet important projet, et permettre l'amélioration de l'AEP des habitants de la commune de Bechar et des autres collectivités concernées", a souligné le wali de Bechar.

KHENCHELA

Réalisation de plus de 14.000 logements durant les dix dernières années

Pas moins de 14.523 logements tous segments confondus ont été réalisés à Khenchela durant les dix dernières années, a-t-on appris lundi du directeur de wilaya du logement. Au cours d'un exposé sur les réalisations du secteur de l'habitat à Khenchela, à l'occasion de la célébration de la Journée arabe et mondiale de l'habitat, coïncidant avec le premier lundi du mois d'octobre de chaque année, Tarek Ben Belembarek a précisé que dans le cadre de deux programmes quinquennaux du secteur de l'habitat, il a été procédé à l'achèvement des travaux de réalisation de 14.523 logements sur un programme global inscrit estimé à 17.772 logements tous segments confon-

dus. M. Ben Belembarek a fait état de la remise des clés de 12.681 unités durant les 10 dernières années, en attendant la remise prochainement des clés de 1.842 autres unités, dès la publication des listes des bénéficiaires et l'achèvement de toutes les procédures administratives et financières y afférentes. Le programme en cours de réalisation avec des taux d'avancement qui varient d'un projet à un autre comprend 3.249 logements de différentes formules fait l'objet d'un suivi de la direction du logement et de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) pour permettre sa réception dans les meilleurs délais et selon les normes de qualité et de sécurité re-

quis. Le chef de l'exécutif local, Ali Bouzidi a procédé lundi à l'Office des établissements de jeunes (ODEJ) à l'inauguration d'un exposé sur les réalisations du secteur de l'habitat à Khenchela, organisé à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale et arabe de l'habitat placée cette année sous le slogan "respect de la qualité de la vie, un des fondements d'une planification urbaine saine".

Le wali a sillonné les différents stands de l'exposition et insisté, dans une allocution prononcée à l'occasion, sur l'importance d'achever tous les projets de logements accusant des retards, dans les meilleurs délais pour les distribuer à leurs bénéficiaires.

AÏN DEFLA

19 sites de l'AADL désignés au profit des microentreprises de nettoyage, d'entretien et de gardiennage

Au total, 19 sites appartenant à l'Agence de l'Amélioration et du Développement du logement (AADL) ont été désignés au profit des microentreprises de Aïn Defla versées dans le nettoyage, l'entretien et le gardiennage dans le but d'y activer, a-t-on appris lundi du directeur de l'antenne locale de l'Agence Nationale d'Appui et de Développement de l'Entrepreneuriat (ANADE). "En vertu d'une convention signée entre l'ANADE et l'AADL, il a été procédé à la désignation de 19 sites au profit des microentreprises de Aïn Defla versées dans le nettoyage, l'entretien et le gardiennage dans le but d'y activer", a précisé Farid Madouche, signalant que les sites en question concernent Aïn Defla (6), Djendel (2), Khémis Miliana (4) et El Attaf (7).

Les entreprises financées par l'ANADE ont été contactées en vue de se rapprocher de la direction régionale de l'ADDL de Blida (chapeautant Aïn Defla et Médéa) en vue de retirer le cahier des charges, a-t-il fait savoir. Evoquant les nouveautés

introduites par l'ANADE, il a mis l'accent sur l'extension d'activité au profit d'un promoteur activant déjà dans un segment donné, à condition d'avoir la qualification nécessaire, outre le fait qu'il doit s'être acquitté de ses dettes antérieures dans leur totalité.

"Les microentreprises en activité souhaitent se lancer dans un autre segment d'activité peuvent le faire à condition d'avoir la qualification nécessaire et qu'elles se soient acquittées de leur dettes vis-à-vis de l'agence ou des banques", a-t-il expliqué.

L'inscription en ligne pour la création des microentreprises dans le cadre du dispositif ANADE avec possibilité pour le jeune de suivre l'état d'avancement de son projet a également été souligné. S'agissant des entreprises en difficultés, le même responsable a fait état de la mise en place d'une plateforme qui leur est dédiée pour une meilleure prise en charge de leurs problèmes, invitant leurs responsables à s'y inscrire avant le 31 décembre prochain.

GUELMA

Plus de 90 zones enclavées concernées par le programme de développement des régions montagneuses

Le programme d'aménagement des bassins versants et de développement des régions montagneuses (2020-2022) supervisé par la Conservation des forêts de Guelma, vise l'amélioration des conditions de vie des habitants de 92 mechtas et zones enclavées à travers la wilaya, a-t-on appris lundi auprès de la Conservation. Les régions enclavées ciblées dans le cadre de ce programme, actuellement en cours de réalisation, sont réparties sur 26 communes sur les 34 communes que compte la wilaya de Guelma, selon les informations fournies au niveau du stand de la Conservation des forêts lors d'une exposition diversifiée organisée à l'occasion de la 28ème édition de la Journée nationale d'orientation agricole à l'Institut technologique moyen agricole spécialisé.

Les régions enclavées concernées par les différentes opérations de développement dans le cadre de ce programme comptent 400 familles, a souligné la même source, précisant que la réalisation de ce projet s'étalant sur trois (3) ans est confiée à l'entreprise régionale du génie rural (Babor-Jijel).

Le programme comprend la réalisation de huit (8) "importantes" opérations dans divers domaines en rapport avec le développement des régions montagneuses et enclavées et l'amélioration des conditions de vie de leurs habitants, selon les informations communiquées par les représentants de la Conservation des forêts qui ont indiqué que ces opérations sont financées par le Fonds national du développement rural (1ère et 2ème tranche) pour un budget de plus de 142 millions DA.

Selon la même source, les opérations inscrites dans le cadre de ce programme permettront l'aménagement de 20 km de pistes rurales, l'ouverture de 15 km de nouvelles pistes rurales et l'aménagement de 24 puits d'eau, en plus de 360 mètres de forages qui seront creusés dans plusieurs régions (environ 36 forages) avec l'aménagement et l'équipement également de deux autres forages, la plantation de 50 ha d'oliviers et 100 ha d'arbres forestiers divers entre autres. L'exposition organisée sous le slogan "Les coopératives agricoles, supports du développement agricole et de la sécurité alimentaire" a été marquée par l'aménagement de 40 stands pour la présentation de produits agricoles divers d'agriculteurs de statut privé, de fermes pilotes, d'associations professionnelles, en plus d'institutions en rapport avec le secteur de l'agriculture, et ce, en collaboration avec la direction des services agricoles et la Chambre locale agricole.

ECOLE DES JEUNES AVEUGLES DE BLIDA Ouverture de classes pour le cycle moyen

Des classes spéciales pour le cycle moyen ont été ouvertes au niveau de l'Ecole des jeunes aveugles de Blida, réservée dans le passé exclusivement pour le cycle primaire, a-t-on appris, lundi, auprès du directeur de l'action sociale de la wilaya.

"Cette nouvelle année scolaire a enregistré l'ouverture, pour la première fois, de classes spéciales pour le cycle moyen, au niveau de l'Ecole des jeunes aveugles d'Ouled Aich, d'une capacité d'accueil de 120 places pédagogiques", a indiqué à l'APS Lhadj Bouchoucha.

Il a estimé que cette mesure est de nature à "contribuer à l'atténua-

tion des difficultés de déplacements des élèves mal-voyants du cycle moyen de la wilaya et des régions avoisinantes, contraints d'étudier au niveau de l'Ecole des jeunes aveugles d'El Achour (Alger)", a-t-il observé.

L'Ecole des jeunes aveugles d'Ouled Aich compte, également, une résidence avec 60 lits, destinée aux enfants issus des wilayas voisines et les régions reculées, "dont l'exploitation est tributaire de la disponibilité d'une ressource humaine", a ajouté M. Bouchoucha. Il a signalé, au titre des efforts de prise en charge de ces enfants et de l'amélioration de

leurs conditions de scolarité, la distribution à leur profit de trousseaux spéciaux, englobant des outils pédagogiques fonctionnant avec le système braille. "Le programme pédagogique adopté au sein de cette école est le même que celui des écoles classiques", a-t-il, par ailleurs, assuré. "Une fois leur BEM (Brevet de l'enseignement moyen) obtenu, les élèves de cette école sont orientés vers des lycées classiques (ordinaires), car ils sont capables de s'intégrer facilement avec leurs camarades voyants, en bénéficiant de cours en braille", a fait savoir le directeur de l'action sociale de Blida.

INDUSTRIE

Groupe GICA : 60 millions USD d'exportations en 2021 (DG)

Les exportations du Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA) ont atteint, en 2021, un total de 60 millions USD contre 9 millions USD en 2018, a affirmé, lundi, le directeur général (DG) du Groupe, Rabah Guessoum.

Le montant global des exportations réalisées par le GICA depuis 2018 à ce jour s'élève à 123 millions USD, a fait savoir M. Guessoum dans une déclaration à la Radio nationale, soulignant la suspension de l'importation de cette matière depuis 2017.

Affirmant que le Groupe vise les marchés de l'Afrique de l'Ouest et de l'Amérique latine, M. Guessoum a fait état de préparatifs afin de hisser l'entreprise au rang de puissance économique en Europe. A cet effet, le choix s'est porté sur deux usines, en l'occurrence, celle d'Ain el Kebira (Sétif) d'une capacité de production de 3 millions tonnes et celle de Chlef d'une capacité de 4 millions tonnes pour obtenir le certificat de conformité européen en vue de faciliter l'accès aux marchés européens. Evoquant les difficultés rencontrées par le Groupe en matière d'exportation, le même responsable a cité les problèmes logistiques qui réduisent les capacités de chargement vers l'étranger.

Il a mis l'accent, dans ce sens, sur l'importance de la complémentarité entre les entreprises de transport terrestre, ferroviaire et maritime pour la réalisation des objectifs du Gouvernement en matière de promotion des exportations, et ce, à travers un réseau de logistique permettant de valoriser le produit national.

Dans le même sillage, le DG de GICA a évoqué les difficultés en matière d'aménagement des quais dans les ports de l'ouest ce qui entrave le chargement des cargaisons, précisant que les capacités de chargement du Groupe oscillent entre 15.000 et 20.000 tonnes/jour alors qu'il ne peut charger que seuls 6000 à 9000 tonnes par jour. Il a affirmé, dans ce cadre, que l'augmentation des volumes de chargement est tributaire du lancement d'investissements au niveau des ports pour l'aménagement des quais et le renforcement des capacités d'exportation. Le Groupe GICA a obtenu le certificat de conformité de l'institut pétrolier américain pour la production du ciment pétrolier depuis 2019, a rappelé M. Guessoum, faisant savoir que le Groupe couvre totalement la demande locale, d'où l'arrêt de toute importation.

Par ailleurs, M. Guessoum a annoncé l'entrée en service de la cimenterie de Saoura (Béchar), ce qui contribue à la réduction des coûts de transport vers le Sud. Soulignant que GICA détient 50% du marché national, le même responsable a fait état de projets en cours d'études, hors le secteur du ciment. Il a annoncé, à ce propos, l'entrée en production, juin 2022, de l'usine publique du marbre (Guelma), objet actuellement de reconstruction et de modernisation pour doubler sa capacité de production en vue de couvrir les besoins du marché avec un produit conforme aux normes internationales.

Les exportations hors hydrocarbures ont atteint, les huit (08) derniers mois, pour la première fois, la barre des 3,2 mds USD.

APS

ALGÉRIE-OPEP

La production algérienne augmentera à 952.000 b/j en novembre (ministère)

Le niveau de production de pétrole brut algérien augmentera de 942.000 baril/jour en octobre à 952.000 baril/jour en novembre prochain, dans le cadre de la mise en œuvre des ajustements volontaires de la production des pays OPEP et non-OPEP signataires de la Déclaration de Coopération, a indiqué lundi un communiqué du ministère de l'Energie et des mines.

Le Ministre de l'Energie et des mines, Mohamed Arkab, a participé, lundi par visio-conférence, aux travaux de la 33ème réunion du Comité ministériel conjoint de suivi (JMMC) et à la 21ème Réunion ministérielle Opep-non Opep, pré-cise le document.

Les membres du JMMC ont examiné la situation du marché pétrolier international et ses perspectives d'évolution à court terme, ainsi que l'évaluation du niveau de respect des engagements relatifs aux ajustements de la production des pays de la Déclaration de Coopération pour le mois d'août 2021, ajoute le ministère, notant que le JMMC a, ainsi, relevé avec "satisfaction" que le taux de conformité global avait atteint 119 %. Pour rappel, le JMMC se réunit sur une base périodique depuis



janvier 2017 avec l'objectif de veiller à la mise en œuvre des ajustements volontaires de la production des pays OPEP et non-OPEP signataires de la Déclaration de Coopération. M. Le Ministre a également participé aux travaux de la 21ème Réunion

ministérielle Opep –Non Opep, qui regroupe les 23 pays (13 pays de l'Opep et 10 pays non-OPEP) signataires de la Déclaration de Coopération. A l'issue de cette réunion, il a été décidé de reconformer la plan d'ajustement décidé lors de

la 19ème réunion ministérielle Opep –Non Opep, annonce le ministère, soulignant que la réunion a approuvé l'ajustement à la hausse de production globale mensuelle de 400 000 barils par jour pour le mois de novembre 2021. Pour l'Algérie, le niveau de production sera de 942 000 baril/jour et de 952 000 baril/jour respectivement en octobre et novembre 2021, précise le ministère. Par ailleurs, le communiqué a indiqué que "la réunion s'est félicitée de la performance positive des niveaux de conformité globale permettant la stabilité et l'équilibre du marché pétrolier". Il a été également décidé que la prochaine réunion ministérielle de l'OPEP et des pays non membres de l'OPEP se tiendra le 04 novembre 2021, selon la même source.

MARCHÉ POSTAL EN ALGÉRIE

Hausse de 33,22% en 2020 (ARPCE)

Le marché postal algérien soumis au régime de l'autorisation (courrier accéléré international) a augmenté de 33,22% en 2020, par rapport à 2019, selon le dernier rapport de l'Autorité de régulation de la Poste et des communications électroniques (ARPCE).

Le marché algérien du courrier accéléré international a été estimé à 925.017 envois en 2020, soit 230.655 objets de plus par rapport à l'année 2019, représentant une augmentation de 33,22% en

l'espace d'une année, précise la même source.

En 2020, les objets exportés représentaient environ un cinquième des objets importés. Le nombre d'objets (documents et colis) exportés à l'international a diminué de 8,7% en 2020, alors qu'il avait augmenté de 21,28% en 2019, relève l'ARPCE, notant que les objets exportés vers l'Europe, l'Afrique, les pays arabes, l'Asie et l'Amérique ont subi une baisse en 2020. Le trafic import

a, quant à lui, augmenté de 245.119 envois. Les flux d'import représentent 83,58% du trafic international (+7,54 points par rapport à 2019), souligne l'ARPCE, ajoutant que le trafic des envois en provenance de l'Europe a progressé de 28,46%.

Le nombre d'objets a connu, pour sa part, une baisse de 12% en 2020 par rapport à 2019, le segment des colis express a, par contre, connu une hausse de 210%. Les envois représentent 53% du volume global.

PÊCHE

La réduction de la TVA sur les produits halieutiques, un encouragement à l'investissement (ministre)

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Hicham Sofiane Salaouatchi, a affirmé lundi à Boumerdes, que la décision portant réduction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 19% à 9% sur les produits halieutiques est à même d'encourager l'investissement et relancer la profession et le secteur, en général. Après avoir salué la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de réduire la TVA sur les produits halieutiques, le ministre a déclaré, en marge de sa visite d'inspection à la wilaya, que cette décision "aura un impact économique très positif en termes de relance de l'investissement dans les produits halieutiques et leur commercialisation". Cette décision devra également, poursuit le ministre, "booster le métier de la pêche en adéquation avec le Plan du gouvernement pour accroître la production halieutique" en s'orientant vers la pêche en haute mer et la pisciculture, des activités très importantes et étroitement liées à la sécurité alimentaire du pays. Concernant la

construction et la réparation navales, M. Salaouatchi a indiqué que l'Algérie dispose de grandes potentialités dans le domaine, citant l'entreprise privée CORENAV, spécialisée dans la construction et la réparation des bateaux au niveau du port de Zemmouri à l'est de Boumerdes, laquelle fabrique plusieurs bateaux de différents types et gabarits. Au sujet de cette entreprise ayant débuté son activité dans les années 1990 et qui emploie plus de 80 travailleurs, le ministre a assuré que son département lui apportera toutes l'aide et les incitations nécessaires, notamment l'accès au foncier supplémentaire au sein du port pour élargir son activité et ses investissements. Evoquant la nécessaire relance de l'industrie et la maintenance navales à la faveur de la longue expérience de l'Algérie en la matière, le ministre a indiqué que le secteur visait la réduction des importations de bateaux à 50% à travers la conclusion d'accords de partenariat entre des opérateurs algériens et des opérateurs d'autres pays, notamment l'Espagne



et l'Italie pour le développement et la promotion de cette industrie (navires et moteurs). Concernant l'industrie de transformation des poissons d'eau de mer et d'aquaculture, M. Salaouatchi a fait état d'une réflexion, conformément au plan du Gouvernement, pour la relance d'une véritable industrie à travers l'encouragement des start-up et des micro-entreprises souhaitant accéder à ce créneau vital, d'autant que le pays recèle d'importantes réserves en la matière.

Lors de sa visite au port de Zemmouri El Bahri (est de Boumerdes), le ministre

s'est rendu à un atelier privé de construction et de maintenance navales, où il a écouté les explications sur la fabrication de trois bateaux, dont un thonier de 35 mètres dont l'entrée en activité est prévu avant fin décembre prochain.

Après avoir suivi un exposé sur l'état et les perspectives du secteur à Boumerdes, M. Salaouatchi a pris connaissance du plan d'amarrage et du taux d'avancement de travaux au niveau du même port, le ministre a écouté les préoccupations des pêcheurs, artisans et autres opérateurs de la région.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 81 dollars à Londres

Les cours du pétrole étaient orientés à la hausse mardi au lendemain de la décision de l'Opep et ses alliés de poursuivre l'application, en novembre prochain, de la décision de la 19e session de leur réunion ministérielle, portant augmentation de la production de 400.000 barils/jour à partir d'août.



Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre était en hausse de 0,58% par rapport à la clôture de la veille, à 81,73 dollars à Londres. A New York, le baril de WTI pour le mois de novembre engrangeait 0,40% à 77,93

dollars. Dans la foulée de la décision de l'organisation de producteurs lundi, les deux contrats de référence ont respectivement atteint 82,00 dollars et 78,38 dollars le baril, une première pour le Brent depuis octobre 2018 et pour le WTI depuis novem-

bre 2014. L'alliance composée des 13 membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de 10 alliés Opep+ a confirmé l'ajustement à la hausse de la production globale mensuelle de 400.000 barils par jour pour novembre dans

un communiqué publié à l'issue d'un sommet ministériel par visioconférence. Durant ce sommet, il a été églement décidé que la prochaine réunion ministérielle de l'Opep+ se tiendra au début du mois de novembre prochain.

BOURSES

La Bourse de Tokyo s'enfonce en début de séance après la flambée du pétrole

La Bourse de Tokyo chutait mardi matinée, plombée par les lourdes pertes des valeurs technologiques américaines la veille et les craintes persistantes sur l'inflation sur fond d'une flambée des prix du pétrole. L'indice vedette Nikkei lâchait 2,89% à 27623,42 points vers 01H00 GMT, et l'indice élargi Topix reculait de 1,76% à 1.939,22 points.

Les cours du pétrole ont atteint lundi des sommets plus atteints depuis plusieurs années dans la foulée de la décision des pays de l'Opep+ de ne pas relever davantage leur production d'or noir par rapport à leur plan établi en juillet, malgré le vif retour de la demande mondiale. Cette poussée des prix du pétrole risque d'aggraver la hausse des prix de l'énergie

en général, et par conséquent de prolonger les niveaux d'inflation élevés observés aux Etats-Unis et en Europe notamment depuis des mois.

Une inflation forte met les banques centrales davantage sous pression pour resserrer plus rapidement leurs politiques monétaires, et ce scénario effraie particulièrement le secteur de la tech, dont les besoins de trésorerie sont très importants. Les grandes incertitudes sur le géant immobilier chinois Evergrande, criblé de dettes et qui a suspendu lundi sa cotation à la Bourse de Hong Kong, continuaient par ailleurs de préoccuper les investisseurs.

Le yen était stable par rapport au dollar, à raison d'un dollar pour 110,92 yens

vers 00H50 GMT contre 110,93 yens lundi à 21H00 GMT. Mais le yen s'était encore un peu apprécié face au billet vert lors de la séance de lundi. La monnaie japonaise s'appréciait par rapport à l'euro, qui valait 128,81 yens contre 128,91 yens lundi à 21H00 GMT. La devise européenne faiblissait aussi par rapport au dollar, à raison d'un euro pour 1,1611 dollar contre 1,1621 dollar la veille. Les cours du pétrole faisaient une pause: vers 00H50 GMT le prix du baril de brut américain WTI perdait 0,13% à 77,52 dollars, après avoir atteint la veille un sommet depuis 2014, et le cours du baril de Brent de la mer du Nord était stable (-0,02% à 81,24 dollars), après avoir atteint lundi un plus haut depuis 2018.

MONNAIES

Le dollar se reprend face à l'euro

Le dollar avançait mardi face à l'euro dans un marché favorable aux valeurs refuges et tourné vers les données sur l'emploi américain vendredi qui pourraient augurer un changement de la politique monétaire américaine. Le billet vert gagnait 0,21% face à l'euro, à 1,1597 dollar. Après une petite baisse lundi, le dollar américain a retrouvé l'élan qui l'a propulsé très haut la semaine passée, constatent des analystes. Jeudi dernier, le billet vert avait atteint un plus haut en 14 mois face à la monnaie unique européenne, à 1,1563 dollar.

Le Dollar index, qui compare la devise américaine à d'autres grandes monnaies, avait atteint ce jour-là 94,50 points, un plus haut depuis un an. Les cambistes "continuent à se positionner" avant la publication vendredi du rapport mensuel de l'emploi américain, soulignent les analystes. Après des créations d'emplois très décevantes en août, ils attendent de voir si le marché du travail américain est resté assez robuste en septembre pour justifier un durcissement de la politique monétaire de la Banque centrale américaine (Fed).

RUSSIE

Le remplissage du gazoduc Nord Stream 2 a commencé

Le remplissage du gazoduc Nord Stream 2 devant amener du gaz russe vers l'Europe a démarré, a annoncé lundi son opérateur. "La procédure d'entrée de gaz pour la première chaîne du gazoduc Nord Stream 2 a commencé", a indiqué dans un communiqué l'opérateur du même nom, gérant ce tube de 1.230 kilomètres au fond de la mer Baltique. Selon la compagnie, "cette chaîne sera progressivement remplie pour constituer l'inventaire requis, comme condition préalable aux tests techniques ultérieurs".

Avant ce remplissage, la première chaîne du gazoduc faisait déjà l'objet d'une "pré-mise en service" pour en assurer l'intégrité, selon la même source.

"Le pipeline est construit et certifié indépendamment selon les normes techniques et industrielles applicables pour assurer une exploitation fiable et sûre. Les étapes de pré-mise en service de la deuxième chaîne sont en cours", a ajouté Nord Stream 2. La Russie avait annoncé début septembre l'achèvement de ce projet à 10 milliards d'euros, le tube doit permettre de doubler les livraisons de gaz russe vers l'Allemagne en contournant l'Ukraine. Sa construction s'achève à un moment où les prix du gaz en Europe atteignent des records face à des stocks bas avant l'hiver.

Exploité par Gazprom, le projet a été financé par cinq groupes énergétiques européens (OMV, Engie, Wintershall Dea, Uniper, Shell). Ce tube d'une capacité de 55 milliards de m3 de gaz suit le même trajet que son jumeau Nord Stream 1, opérationnel depuis 2012.

BRAS DE FER POST-BREXIT SUR L'IRLANDE DU NORD Londres presse l'UE de répondre

Le gouvernement britannique a réitéré lundi sa menace de suspendre unilatéralement les dispositions douanières post-Brexit spécifiques à l'Irlande du Nord et demandé à l'UE une solution rapide.

S'exprimant lors du congrès du parti conservateur, le secrétaire d'Etat chargé du Brexit David Frost a loué la "renaissance britannique" amorcée grâce au Brexit après "le long cauchemar de l'appartenance à l'UE", au moment où le Royaume-Uni fait face à de multiples crises et problèmes d'approvisionnement, notamment de carburants. A la tribune, David Frost a exhorté l'Union européenne à être "ambitieuse": "ça ne sert à rien de faire du bricolage", a-t-il dit, "nous avons besoin d'un changement important". "Nous ne pouvons pas attendre pour toujours. Sans accord sur une solution rapide, nous devons agir en utilisant le mécanisme de sauvegarde de l'article 16", "cela

pourrait être finalement la seule manière de protéger notre pays, notre peuple, notre commerce, notre intégrité territoriale, le processus de paix", a-t-il affirmé.

L'article 16 permet de passer outre certaines dispositions de l'accord en cas de "graves difficultés économiques, sociales ou environnementales". Engagé dans un bras de fer avec l'UE, le gouvernement de Boris Johnson demande la renégociation du protocole nord-irlandais, demande rejetée par Bruxelles qui dit néanmoins être ouvert à des négociations sur la mise en œuvre du texte.

L'UE doit répondre aux propositions britanniques "mais de ce que j'entends, je m'inquiète que nous n'obtenions pas une réponse qui permette les changements significatifs dont nous avons besoin", a déclaré David Frost. "Nous ne commentons pas les propos ou déclarations de nos partenaires ou toute autre partie



prenante, quelle que soit leur nature, aussi lyriques ou agressifs qu'ils soient", a déclaré Dana Spinnant, porte-parole adjointe de la Commission européenne.

"Nous travaillons intensément", a souligné son collègue Dan Ferrie, ajoutant que la réponse européenne aux propositions est attendue "bientôt". Pour éviter le retour d'une frontière entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande, et ainsi préserver la paix, le protocole nord-irlandais a été négocié dans

le cadre du Brexit créé de fait une frontière douanière entre la province britannique, qui bénéficie toujours du marché unique européen, et l'île de Grande-Bretagne. Mais ce texte, à l'origine de vives tensions en Irlande du Nord, est conspué par les unionistes, attachés au maintien de la province au sein du Royaume-Uni. Ils l'accusent de perturber les approvisionnements du territoire et de créer une frontière en mer d'Irlande entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord.

Dans son discours, David Frost a accusé l'UE d'avoir "la main lourde" et d'être à l'origine de "l'effondrement du soutien transpartisan au protocole". Selon lui, "le protocole lui-même sape l'accord du vendredi Saint" qui a mis fin en 1998 à trois décennies sanglantes de conflits entre républicains favorables à l'unification de l'Irlande et unionistes attachés au maintien de la province au sein du Royaume-Uni.

"Je présume que si nous utilisons l'article 16, l'UE cherchera des mesures de rétorsion à travers des droits de douane sur des marchandises pour tout le Royaume-Uni, a ajouté David Frost lors d'un événement en marge du congrès, "j'espère qu'ils ne le feront pas".

Le ministre chargé de l'Irlande du Nord Brandon Lewis a quant à lui jugé que la "structure du protocole n'est pas viable", affirmant que Londres cherche à "négocier une solution qui soit contraignante et durable".

AÏN DEFLA Arrestation de 31 individus recherchés par la justice durant le mois de septembre

Les services de sécurité de Aïn Defla ont lancé durant le mois de septembre dernier 111 opérations inopinées de lutte contre la criminalité au niveau de nombre de villes de la wilaya, arrêtant 147 individus dont 31 recherchés par la justice pour leur implication dans divers crimes commis, a-t-on appris lundi de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Au cours de ces opérations ayant ciblé les endroits réputés être le fief de la criminalité ainsi que nombre d'autres endroits à l'image, notamment, les placettes publiques et les marchés ainsi que les gares routières et ferroviaires, il a été procédé à la vérification de l'identité de 3200 personnes de différentes tranches d'âge, a-t-on signalé, faisant état de l'arrestation de 147 personnes dont 31 recherchées par la justice pour leur implication dans divers crimes commis.

La même opération a, également, donné lieu à l'arrestation de sept (7) personnes en possession d'armes blanches, de six (6) en possession de kif traité et de psychotropes ainsi que de 103 autres pour leur implication dans divers autres affaires criminelles relevant du droit général.

ACCIDENTS DE LA ROUTE 33 morts et 1333 blessés en une semaine

Trente-trois (33) personnes ont trouvé la mort et 1333 autres ont été blessées dans 1092 accidents de la circulation survenus dans plusieurs régions du pays durant la période allant du 26 septembre au 2 octobre en cours, selon un bilan hebdomadaire publié mardi par la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Biskra avec 5 personnes décédées et 31 autres blessées suite à 21 accidents de la route, précise la même source.

Les équipes de secours de la Protection civile ont effectué 12022 interventions durant la même période pour l'exécution de 11337 opérations d'assistance aux personnes en danger et des opérations diverses, ajoute le communiqué.

Elles ont également effectué 1220 interventions pour procéder à l'extinction de 919 incendies urbains, industriels et autres, selon la source.

Par ailleurs, ledit corps a effectué 4796 interventions pour l'exécution de 4270 opérations d'assistance aux personnes, ainsi que le sauvetage de 295 personnes en danger.

Concernant les activités de lutte contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 296 opérations de sensibilisation à travers le territoire national, rappelant aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de distanciation physique, ainsi que 195 opérations de désinfection générale ayant touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles.

APS

ENSEIGNANT À MÉDÉA Hadj Koula, 32 ans de service, toujours la même détermination (PORTRAIT)

Les trente-deux (32) années de services n'ont pas altéré la détermination de ce professeur de physique du cycle moyen qui, malgré les bouleversements qu'a connus le secteur de l'éducation, continue de donner le meilleur de lui-même, parfois, au dépens de sa santé et de sa famille.

Hadj Koula Banalia, enseignant au CEM "Abdelkader Yahiaoui", sis au pôle urbain de Médéa, veille à ce que tous les élèves aient droit au même traitement et attention, de leur assurer un enseignement de qualité qui puisse leur service demain. Pour lui, tous les élèves doivent être traités de la même façon, car, tous ont besoin d'apprendre et d'accumuler des connaissances susceptibles de les aider, plus tard, dans leurs carrières professionnelles, estimant qu'il est du devoir de l'enseignant d'adopter la même attitude avec tous les élèves, sans favoritisme, ni exclusion.

Son parcours professionnel, il l'entame, en 1989, dans la ville de Seghouane, à 43 km au sud-est de Médéa, une région agro-pastorale, épargnée, encore, par les influences de la ville et ses tracas, ou il fera son baptême.

Bien qu'il ait réussi facilement à s'intégrer au sein de cette communauté, il est contraint de quitter Seghouane, au bout d'une année, pour rejoindre un autre établissement d'enseignement

du cycle moyen, situé dans sa ville natale de Chellalet-el-Adhaoura, à 100 km, à l'extrême est du chef-lieu de wilaya. C'est l'éloignement qui pousse ce jeune enseignant à mettre un terme à cette première et riche expérience dans le domaine de l'enseignement.

Il garde un bon souvenir de son passage dans cette commune rurale, calme et paisible, jouissant de l'estime et la considération, de la part, aussi bien des élèves que des leurs parents. De retour chez lui à Chellalet-el-Adhaoura, Hadj Koula mettra à profit sa maigre expérience pour s'affirmer davantage parmi la communauté d'enseignants, en particulier dans sa discipline, au point de devenir, au bout de quelques années, une "référence locale".

Il fera preuve de la même détermination et abnégation qu'à ces débuts et ce, pendant, plus de vingt-quatre ans.

Son cours de physique, matière scientifique qui accroche, d'habitude, difficilement les élèves, est l'un des moments les plus attendus par ses élèves. Il reconnaît, d'ail-

leurs, qu'il s'arrangeait pour que le cours se passe dans une atmosphère décontractée qui incite les élèves à surmonter leur stress, de s'impliquer dans le déroulement du cours et se débarrasser de certaines appréhensions qu'ont les élèves de cette matière.

Pari réussi pour Hadj Koula qui parvient à faire aimer cette matière aux centaines d'élèves qui a vu défiler dans sa classe, au cours des vingt-quatre années qu'il va passer à Chellalet-el-Adhaoura, dont certains élèves, notamment parmi les filles, vont obtenir les meilleures notes aux examens de fin de cycle moyen.

Un résultat qui l'encourage et le stimule, selon ces propos, d'autant qu'il se voit récompenser, ainsi, pour les efforts déployés et les sacrifices consentis pour former l'élite de demain.

Une satisfaction « morale » pour cet enseignant qui l'aide à persévérer dans sa démarche, en dépit de la pénibilité de ce métier et l'obligation de s'adapter, à chaque fois, aux nouvelles orientations introduites dans le système éducatif.

Les changements à répétition opérés dans le système éducatif "ont eu un impact négatif sur la performance de l'enseignant et la qualité de l'enseignement", déplore-t-il, assurant que l'enseignant se "retrouve déstabilisé et subit plus de pression et de stress, car, contraint de s'adapter sans cesse à ces changements et fournis plus d'efforts pour les faire appliquer, au lieu de se concentrer sur l'aspect pédagogique".

L'enseignant "infatigable" décide, après presque un quart de siècle passé dans sa ville natale, de s'installer, en 2005, à Médéa, dernière étape de sa carrière professionnelle, avant une retraite qui devrait intervenir d'ici trois ans.

Aujourd'hui encore, il affiche un dynamisme inhabituel pour un enseignant qui comptabilise tant d'années de service, conscient de la noblesse de sa mission et du mérite à transmettre le savoir qu'il a, lui-même, acquis, auprès de ses prédécesseurs, aux autres générations et apporter, ainsi, sa maigre contribution à l'édifice.

MÉTRO D'ALGER Augmenter le nombre des rames pour prévenir contre la covid-19 (Bekkai)

Le ministre des Transports, Aïssa Bekkai, a annoncé, mardi, l'augmentation du nombre des rames du Métro d'Alger dont la reprise du trafic est prévue jeudi prochain, et ce, en vue de la prévention contre la covid-19.

Cette mesure a été prise afin de réduire la pression sur ce mode de transport et endiguer ainsi la propagation de covid-19, a déclaré M. Bekkai à l'APS lors d'une visite d'inspection des travaux d'expansion du

Métro d'Alger. Le ministre a donné, à cet effet, des instructions "fermes" afin d'imposer le respect du protocole sanitaire dans les lignes du Métro d'Alger.

L'augmentation du nombre des rames devra permettre la réduction du temps de parcours et la durée des trajets et des voyages.

Le ministère des Transports avait annoncé la reprise du trafic du Métro d'Alger jeudi 7 octobre à partir de 6h00, et

ce, après plus de 18 mois d'arrêt en raison de la pandémie de covid-19.

Ce plan intervient à l'occasion de la rentrée sociale, a affirmé M. Bekkai, soulignant que cela permettra de "fluidifier le trafic routier à Alger".

Concernant les raisons de suspension de l'activité du Métro, le ministre a affirmé que cette décision avait été prise dans le cadre de la "préservation de la santé des citoyens".

SOUK AHRAS Saisie de plus de 1.000 litres d'huile de table destinés à la spéculation

Plus de 1.000 litres d'huile de table et d'autres produits de consommation destinés à la spéculation ont été saisis par le service de la police générale et de la réglementation de la sûreté de wilaya de Souk Ahras, a-t-on appris lundi auprès de ce corps de sécurité.

Selon le commissaire de police, Mohamed Karim Merdaci, chargé de communication et de l'information de la sûreté de wilaya, la saisie a été

réalisée suite à des sorties sur le terrain pour procéder au contrôle des commerces et des entrepôts répartis à travers la wilaya, en coordination avec la direction locale du commerce.

Les sorties de contrôle ont permis de constater certaines pratiques "illégalles" concernant notamment le stockage de certains produits, et de saisir notamment 1.006 litres d'huile de table subventionnée, 350 kg de semoule et 37 kg

de pâtes étrangères cachés dans un entrepôt, a indiqué la même source, faisant savoir que des convocations ont été établies à l'encontre des contrevenants en vue d'achever les procédures juridiques en vigueur.

Pour rappel, les services de sécurité ont procédé à l'intensification de leurs sorties de contrôle afin d'assurer la protection du pouvoir d'achat du citoyen et de contrecarrer la

spéculation qui serait à l'origine d'une pénurie de produits de consommation subventionnés.

Dans la wilaya de Souk Ahras, les mêmes services ont appelé les citoyens à signaler toute pratique suspecte de commerçants via les lignes téléphoniques vertes mises à leur disposition, à savoir le 15 48 et le 17 réservé aux appels quotidiens tout au long de la semaine, a-t-on noté.

EL-OUED Démantèlement de trois réseaux spécialisés dans le vol de voitures

Trois (3) réseaux spécialisés dans le vol de voitures avec violence ont été démantelés à El-Oued par les éléments de la police judiciaire de la sûreté de wilaya, a-t-on appris mardi auprès de ce corps de sécurité. L'affaire a été réalisée après avoir reçu des plaintes déposées auprès de la même instance par des victimes d'actes de vol sous la menace d'armes blanches, a-t-on précisé. La police judiciaire relevant de

la sûreté de wilaya d'El-Oued a ouvert une enquête qui s'est soldée par l'arrestation de huit (8) individus dans la vingtaine et la trentaine, présumés appartenant à des réseaux criminels spécialisés dans le vol de voitures, a ajouté la source.

L'opération a permis, en outre, de récupérer six (6) véhicules touristiques volés dont la majorité appartenant à des taxieurs (chauffeurs de taxi) victimes d'actes

d'agression et d'escroquerie menés par des membres de ces réseaux criminels, a-t-on expliqué. Les détenus ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal d'El-Oued, qui a ordonné leur placement en détention provisoire pour "association de malfaiteurs, vol à l'aide de fausses clés et vol avec violence commis pendant la nuit", ont fait savoir les services de la sûreté de wilaya.

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Disparition de 14% du corail dans le monde entre 2009 et 2018 (rapport)

Quelque 14% des coraux ont disparu dans le monde entre 2009 et 2018, en raison du changement climatique, de la surpêche ou des pollutions, révèle un rapport publié mardi et réalisé par le Réseau mondial de surveillance des récifs coralliens (GCRMN).

L'état des récifs coralliens dans le monde en 2020 "offre le panorama scientifique le plus précis à ce jour des dégâts que provoque la hausse des températures sur les récifs coralliens du monde entier", indique un communiqué de presse de l'organisation, qui s'est appuyée sur des données recueillies sur 12.000 sites dans 73 pays.

"Les récifs coralliens du monde entier sont soumis à un stress permanent induit par le réchauffement lié au changement climatique et par d'autres pressions locales telles que la surpêche, un développement côtier non durable et une baisse de la qualité de l'eau", détaille le GCRMN.

"Entre 2009 et 2018, le monde a perdu près de 14% du corail sur ses récifs coral-

liens, ce qui représente près de 11.700 km2 de corail, soit une quantité plus importante que tout le corail vivant d'Australie", précise le communiqué. "Bien que les récifs couvrent moins de 1% du plancher océanique, ils abritent au moins un quart de l'ensemble de la faune et la flore marines, tout en constituant un habitat crucial et une source de protéines (et de) médicaments", ajoute l'organisation.

"Au moins un milliard de personnes dans le monde (en) dépendent" pour se nourrir ou se protéger des tempêtes et de l'érosion.

L'étude de dix régions coralliennes dans le monde a montré que "les épisodes de blanchissement des coraux dus à la hausse des températures de surface de la mer ont été le principal facteur de



disparition des coraux", avec un épisode particulièrement marqué en 1998. "Le changement climatique est la plus grande menace qui pèse sur les récifs mondiaux, et nous devons tous faire notre part en limitant au plus vite les émissions mondiales de gaz à effet de serre", insiste Paul Hardisty, directeur général de l'Institut australien des sciences de la mer (AIMS),

citée dans le communiqué, à un mois de la COP26 cruciale pour le climat. "De nombreux récifs coralliens dans le monde demeurent résilients et peuvent se reconstituer si les conditions le permettent", souligne aussi le communiqué, "ce qui donne de l'espoir pour la santé à long terme des récifs coralliens si des mesures immédiates sont prises".

INDE

Le ministre des Transports veut remplacer la cacophonie de klaxons par la musique indienne

Le ministre indien des Transports réfléchit à une loi visant à faire taire la cacophonie perpétuelle de klaxons sur les routes chaotiques du pays en les remplaçant par le son d'instruments de musique indiens, a rapporté la presse locale mardi.

"J'étudie la question et j'envisage bientôt d'élaborer une loi pour que les klaxons de tous les véhicules prennent le son d'instruments de musique indiens afin que ce soit plus agréable à entendre", a déclaré le ministre Nitin Gadkari, cité par la presse locale.

M. Gadkari a ajouté qu'il songeait

également à la possibilité de remplacer les sirènes "irritantes" des ambulances et des véhicules de police par des airs apaisants pareils à ceux que diffuse le radio All India le matin.

Il pourrait s'agir d'airs de flûte, de tabla (percussions), de violon, d'harmonica ou de d'harmonium, a-t-il avancé.

L'Inde abrite certaines des villes les plus bruyantes du monde, où bus, camions, taxis, motos, voitures, tuk-tuks et autres rickshaws, à la conduite anarchique se disputent l'espace des routes encombrées. Aussi important que la pédale d'accélérateur et plus

encore que les rétroviseurs extérieurs, les conducteurs font usage du klaxon pour circuler, priant ainsi les autres usagers de la route de leur libérer le passage. La plupart des camions de l'Inde affichent à l'arrière des messages "Horn OK Please" ou "Blow Horn", peints de multiples couleurs, invitant les véhicules à klaxonner pour signaler leur présence ou leur intention de doubler. Selon l'Organisation mondiale de la santé, la pollution sonore peut entraîner une perte auditive, des problèmes cardiovasculaires, des troubles cognitifs, du stress et de la dépression.

ETATS-UNIS

Le gouverneur de Californie décrète l'état d'urgence face à une marée noire

Le gouverneur de Californie, Gavin Newsom, a proclamé lundi soir l'état d'urgence dans le comté d'Orange (sud) afin de soutenir les opérations en cours face à l'importante marée noire survenue au large de Huntington Beach.

"L'Etat est en train de réduire la paperasserie et de mobiliser toutes les res-

sources disponibles pour protéger la santé publique et l'environnement", a-t-il dit dans un communiqué.

"Alors que la Californie continue d'être en pointe aux Etats-Unis dans l'élimination progressive des combustibles fossiles et la lutte contre la crise climatique, cet incident sert de rappel du coût énorme des combusti-

bles fossiles pour nos communautés et l'environnement", a poursuivi M. Newsom. Selon le gouverneur, l'équivalent de milliers de barils de pétrole brut se sont échappés d'un oléoduc dans le Pacifique à environ 8km au large de la ville de Huntington Beach.

Les garde-côtes ont lancé une intervention d'urgence

pour localiser, confiner et tenter d'extraire le brut de l'eau. La marée noire a déjà touché et continue de menacer l'environnement et la vie marine dans la région n. Signalée pour la première fois samedi matin, la fuite aurait dégagé dans l'océan jusqu'à environ 545.000 litres de pétrole, selon les autorités.

ALLEMAGNE

Près de 400 migrants interpellés à la frontière polonaise

Près de 400 migrants, notamment irakiens et iraniens, ont été interpellés en Allemagne en provenance de la frontière polonaise ces trois derniers jours, a annoncé lundi la police qui lie cet afflux aux pratiques migratoires imputées aux autorités du Bélarus.

Le nombre des migrants, également originaires du Yémen ou de Syrie, qui ont traversé la frontière vers l'Allemagne a atteint "un nouveau sommet pour le week-end" au cours des premiers jours d'octobre, selon la police fédérale.

Des milliers de migrants ont tenté, de la frontière du Bélarus, d'entrer en Lettonie, Lituanie et Pologne, trois Etats membres de l'UE, ces dernières

semaines. Dans l'Etat régional allemand du Brandebourg, qui partage une large frontière avec la Pologne, la police a annoncé l'interpellation de 251 personnes depuis vendredi.

En Saxe, une autre région frontalière, 76 migrants ont été découverts peu après leur arrivée en Allemagne.

Dans le Mecklembourg-Poméranie, ils étaient 55.

La Pologne accuse la Russie et le Bélarus d'être à l'origine de la vague actuelle d'arrivée de migrants à sa frontière terrestre.

L'Union européenne y voit une forme de représailles aux sanctions imposées par l'UE au Bélarus à la suite de la répression de l'opposition par le

régime de Minsk. La Pologne a envoyé des milliers de soldats à la frontière, érigé une clôture de barbelés et instauré un état d'urgence le long de la zone frontalière, qui en exclut l'accès aux journalistes et aux organisations humanitaires. Des ONG, dont Amnesty International, ont accusé le gouvernement polonais d'empêcher les migrants de présenter leurs demandes d'asile en Pologne et de les forcer à retraverser la frontière.

Les organisations non gouvernementales polonaises mettent en garde contre une crise humanitaire à cette frontière orientale de l'UE où six personnes sont déjà mortes de froid, de faim et d'épuisement.

CÔTE D'IVOIRE

Au moins dix morts dans la chute d'un autocar dans un ravin

Au moins dix personnes sont mortes lundi soir dans la chute de leur autocar dans un ravin près d'Agboville, une ville située à 23km au nord-est d'Abidjan, a-t-on indiqué mardi auprès de sources sécuritaires ivoiriennes.

Le drame est survenu après que cet autocar reliant Agboville à Abidjan a été surpris par un camion au carrefour N'Bromé. Le conducteur de l'autocar a alors perdu le contrôle de son engin qui a chuté dans un ravin. Outre les dix morts, on compte plusieurs passagers blessés.

En Côte d'Ivoire, l'imprudence des conducteurs et la dégradation des voies constituent les principales causes des accidents de la route dans le pays.

Selon l'Office national de la sécurité routière (OSER), le facteur humain est à l'origine de 94% des accidents de la route et le pays enregistre chaque année quelque 6.000 accidents de la route qui font environ 600 morts et plus de 13.000 blessés.

IRLANDE DU NORD

Un ex-soldat britannique jugé pour la mort d'un civil en 1974

Le procès très attendu d'un ancien soldat britannique accusé d'avoir tiré sur un civil, tué pendant les "Troubles" en Irlande du Nord, s'est ouvert lundi, ravivant les plaies de ce conflit sanglant.

Dennis Hutchings, 80 ans, a comparu lundi devant la Cour d'assises de Belfast, accusé d'avoir tiré en 1974 sur John Pat Cunningham, 27 ans, qui fuyait devant une patrouille de l'armée dans le comté rural de Tyrone.

L'avocat de l'accusation, Charles McCreanor, a déclaré au juge John O'Hara que cinq coups de feu avaient été tirés sur la victime, un adulte vulnérable qui "ne représentait aucune menace" : trois par Hutchings et deux par un collègue depuis défunt.

Deux ou trois balles avaient touché la victime, mais en l'absence à l'époque de preuves balistiques, il est impossible de déterminer qui avait tiré quels coups de feu, a raconté l'avocat, si bien qu'Hutchings est accusé de tentative de meurtre.

Il existe néanmoins "des preuves accablantes selon lesquelles il avait l'intention de tuer", a affirmé M. McCreanor.

Ce procès intervient alors que le gouvernement britannique s'est engagé à prochainement introduire un délai de prescription très controversé pour les crimes liés aux "Troubles", un conflit sanglant de trois décennies qui a fait 3.500 morts, avant de prendre fin en 1998 avec l'accord de paix dit du Vendredi Saint.

Le souvenir de ces violences opposant républicains nationalistes (surtout catholiques), partisans de la réunification de l'Irlande, et loyalistes unionistes (en majorité protestants), défenseurs du maintien dans la Couronne britannique, reste encore vivace dans les esprits.

La proposition de Londres d'introduire une amnistie pour les deux parties - afin d'éviter aux anciens combattants britanniques vieillissants des procédures "vexatoires" qui s'effondrent souvent faute de preuves fiables - a déclenché la colère des familles réclamant justice.

Les poursuites engagées contre Dennis Hutchings sont ainsi devenues une étude de cas très médiatisée. Sur Twitter, l'ex-ministre britannique des Anciens combattants Johnny Mercer a affirmé que ce processus relevait d'une "injustice grotesque qui ne profite à personne, sauf à la profession juridique".

Le procès ne recueillera des témoignages que trois jours par semaine, pour permettre au prévenu, souffrant d'une grave maladie rénale, de suivre une dialyse entre les audiences.

BILAN DU CORONAVIRUS

131 nouveaux cas, 96 guérisons et 5 décès

Cent-trente-et-un (131) nouveaux cas confirmés de coronavirus (covid-19), 96 guérisons et 5 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé mardi le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élevé ainsi à 231.046, celui des décès à 5.831 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 139.806

Par ailleurs, 15 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 28 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 14 autres ont

enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 6 wilayas ont enregistré 10 cas et plus.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.



MISSION DU FMI EN ALGÉRIE

Covid-19: les mesures sanitaires prises par l'Algérie ont permis de protéger son économie

Les mesures sanitaires "opportunes" prises par l'Algérie pour faire face à la pandémie de coronavirus ont permis de protéger son économie, a indiqué lundi une mission des services du FMI.

"À l'instar des autres pays, la pandémie mondiale de la COVID-19 a durement frappé l'Algérie.

La mission du FMI tient à exprimer sa solidarité aux Algériens touchés par la crise sanitaire et à ceux qui ont travaillé sans relâche pour venir en aide à la population.

La mission est heureuse de constater que des mesures sanitaires opportunes et l'accélération de la campagne de vaccination depuis le mois de juillet ont aidé à réduire l'impact de la 3ème vague qui a frappé le pays l'été dernier", ont souligné les services du FMI qui achèvent leur mission de consultations de 2021 en Algérie, au titre de l'article IV.

Ils ont notamment salué, dans un communiqué de presse présenté, depuis Washington, par Mme Geneviève Verdier, Cheffe de Division au niveau du départe-

ment Moyen-Orient et Asie Centrale du Fonds, qui a conduit la mission, le "vaste ensemble de mesures mises en place, visant à atténuer l'impact de la pandémie sur l'économie, notamment des reports d'impôts, une augmentation des dépenses de santé, des allocations de chômage, un transfert ponctuel aux ménages à faible revenu, des réductions du taux directeur de la banque centrale et du ratio de réserves obligatoires, ainsi que l'assouplissement des règles prudentielles applicables aux banques".

Ces mesures ont "permis de protéger l'économie", a souligné Mme Verdier lors d'une conférence de presse tenue par visioconférence, en faisant tout de même remarquer que la pandémie "a encore mis en évidence les facteurs de vulnérabilité de l'économie algérienne".

La mission du FMI s'est entretenue, par visioconférence, du 13 septembre au 3 octobre en cours, avec plusieurs hauts responsables algériens dont le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane.

VACCINATION CONTRE LA COVID-19

L'Agence nationale de la sécurité sanitaire contribue activement à la production nationale du vaccin (Senhadji)

L'Agence nationale de la sécurité sanitaire joue "un rôle pivot" dans la gestion de l'opération de production du vaccin anti Covid-19 à travers sa participation à la Commission nationale chargée de la production du vaccin au plan national, a affirmé lundi à Alger le président de l'Agence Kamel Senhadji.

M. Senhadji a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que l'Agence est "représentée avec cinq (5) membres au sein de cette Commission, composée de 14 membres représentant des secteurs ministériels concernés

par l'opération de fabrication" du vaccin.

Soulignant que l'Agence s'acquitte d'un rôle "consultatif" notamment en ce qui a trait au domaine scientifique au vu des compétences humaines dont elle recèle, M. Senhadji a relevé la contribution "efficace" de l'Agence dans le domaine de la formation dans le domaine des vaccins et autres domaines.

Indiquant que l'instance qu'il supervise contribue à l'étude du dossier de la production du vaccin russe contre le Coronavirus, M. Senhadji a annoncé "l'éven-

tualité d'entamer la production de ce vaccin, l'année prochaine", en vue de consolider l'industrie nationale en la matière.

M. Senhadji a indiqué, par ailleurs, qu'un travail était en cours pour la réalisation d'un centre national de quarantaine supervisé par l'Agence nationale de la sécurité sanitaire, et ce, dans le but de maîtriser les épidémies susceptibles de se propager et qui sera renforcé par un centre de recherches spécialisé dans les épidémies et les vaccins.

Il convient de rappeler que

le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane avait donné, mercredi dernier, lors d'une visite qui l'a conduit dans la wilaya de Constantine, le coup d'envoi officiel de la production du vaccin contre la Covid-19 en Algérie, le Coronavac.

M. Benabderrahmane était accompagné par les ministres de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, des

Transports, Aïssa Bekkai, de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, et de l'Industrie Pharmaceutique, Abderrahmane Djamel Lotfi Benbahmed, ainsi que du président de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire, Kamel Senhadji.

L'usine de production Saïdal de Constantine devra produire un million de doses de vaccin anti Covid-19 dans le courant du mois d'octobre, 2 millions de doses en novembre et plus de 5,3 millions de doses de vaccin à partir de janvier 2022.

ORDRE DES PHARMACIENS

M. Benbahmed reçoit une délégation du CNOP

Le ministre de l'Industrie Pharmaceutique, Abderrahmane Djamel Lotfi Benbahmed, a reçu, lundi au siège du ministère, une délégation du Conseil national de l'ordre des pharmaciens (CNOP), conduite par son président, Dr Nouredine Mettioui, indique un communiqué du mi-

nistère. La rencontre a été consacrée à la poursuite et au renforcement de la collaboration entre les deux institutions, précise le communiqué. Lors de cette rencontre, le ministre a exprimé le souhait de voir les différentes parties établir un agenda de travail continu pour la poursuite de la

concertation à travers l'émission d'avis sur les textes réglementaires notamment ceux ayant trait à la responsabilité pharmaceutique du pharmacien directeur technique et de l'assistant pharmacien directeur technique, particulièrement dans le domaine de la distribution et la

production pharmaceutique. M. Benbahmed a exhorté, en outre, le CNOP à s'intégrer dans la démarche prônée par le ministère de l'Industrie pharmaceutique à travers la facilitation et l'accompagnement administratif pour les procédures d'inscription et la délivrance de décision.

NAÂMA

Covid-19 : plus de 69.000 personnes vaccinées

Plus de 69.000 personnes dans la wilaya de Naâma ont été vaccinées contre le coronavirus, a-t-on appris lundi auprès de la Direction de la santé et de la population de la wilaya.

Le nombre de personnes ayant pris la première dose de vaccins, depuis le début de la campagne de vaccination au mois de février de l'année en cours jusqu'au mois de septembre dernier, a atteint plus de 40.000 contre plus de 29.000 personnes ayant pris la deuxième dose, a indiqué la

même source Pour cette opération, 54 centres fixes ont été retenus pour assurer la vaccination avec à la clef, la mobilisation de quatre (4) équipes itinérantes pour attirer un plus grand nombre possible de citoyens, notamment ceux des zones éloignées et enclavées, a-t-on indiqué.

La même source a indiqué que le taux d'utilisation de la première dose à travers la wilaya a atteint actuellement 24,84%, alors que l'utilisation de la deuxième dose est de 17,75% signalant que l'opération de vac-

cination dans la wilaya a touché 159.000 personnes.

La Direction de la santé et de la population de la wilaya a mobilisé l'ensemble des moyens humains et matériels nécessaires pour la réussite de l'opération de vaccination.

En outre, elle a mis sur pied une stratégie et une méthodologie de travail, de nature à accélérer la cadence de la vaccination et partant accroître le nombre de vaccinés contre la propagation de la pandémie, avec la participation des repré-

sentants de la société civile, en particulier.

Dans ce contexte, les services de la santé de la wilaya ont multiplié les campagnes de sensibilisation à travers l'organisation de caravanes itinérantes et des sorties sur le terrain pour inciter les populations à se faire vacciner afin d'avoir une immunité collective contre le Covid-19, grâce au concours de l'action sociale et de la solidarité ainsi que d'autres partenaires, à l'instar des directions de la sûreté de wilaya, la protection sociale et le mou-

vement associatif, a-t-on ajouté de même source.

La Direction de la santé a réitéré son appel à l'adresse des populations des zones enclavées notamment pour prendre leurs doses de vaccin contre le Covid-19 comme "moyen idéal" de se prémunir contre cette maladie, indiquant que ses services disposent actuellement des quantités suffisantes de vaccins devant permettre de mener à bien l'opération de vaccination, a-t-on assuré de même source.

P A N D É M I E D E C O R O N A V I R U S

COVID-19 DANS LE MONDE
Au moins 4.805.049 morts

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 4.805.049 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre 2019, selon un bilan établi à partir de sources officielles mardi.

Plus de 235.307.680 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie.

La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois.

Les chiffres se fondent sur les bilans communiqués quotidiennement par les autorités sanitaires de chaque pays.

Ils excluent les révisions réalisées a posteriori par certains organismes statistiques, qui concluent à un nombre bien plus important de morts.

L'OMS estime même, en prenant en compte la surmortalité directement et indirectement liée au Covid-19, que le bilan de la pandémie pourrait être deux à trois fois plus élevé que celui officiellement recensé.

Une part importante des cas les moins graves ou asymptomatiques reste aussi non détectée malgré l'intensification du dépistage dans de nombreux pays.

Sur la journée de lundi, 6.424 nouveaux décès et 431.818 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 2.052 nouveaux morts, la Russie (895) et l'Ukraine (317).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 703.285 décès pour 43.852.265 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 598.152 morts et 21.478.546



cas, l'Inde avec 449.260 morts (33.853.048 cas), le Mexique avec 279.106 morts (3.684.242 cas), et la Russie avec 211.696 morts (7.637.427 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus grand nom-

bre de morts par rapport à sa population, avec 605 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Bosnie (327), la Macédoine du Nord (323), la Hongrie (313), le Monténégro (309) et la Bulgarie (303).

L'Amérique latine et les Caraïbes totalisaient mardi à 10H00 GMT 1.494.233 décès pour 45.092.618 cas, l'Europe 1.320.705 décès (68.468.513 cas), l'Asie 844.654 décès (54.280.859 cas), les Etats-Unis et le Canada 731.248 décès (45.486.339 cas), l'Afrique 211.565 décès (8.326.104 cas), le Moyen-Orient 200.405 décès (13.463.189 cas), et l'Océanie 2.239 décès (190.062 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par des agences auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

RUSSIE
895 morts en 24 heures

La Russie a annoncé mardi un nouveau record de décès quotidiens du Covid-19 avec 895 morts, une vague épidémique portée par le variant Delta depuis l'été, selon le bilan du gouvernement.

La semaine dernière, le pays avait déjà battu à quatre reprises son record de décès quotidiens.

Le décompte gouvernemental atteint officiellement 211.696 morts, faisant de la Russie le pays le plus endeuillé d'Europe.

Mais le bilan réel est bien plus lourd. L'institut des statistiques Rosstat, qui possède une définition plus large des morts

dues au Covid-19, faisait lui état de plus de 350.000 décès à la fin juillet.

Les nouvelles contaminations continuent également de grimper. Mardi, elles ont atteint 25.110 cas, dont 3.827 à Moscou, la capitale, et 1.894 à Saint-Petersbourg, deuxième ville du pays.

"La dynamique (de l'épidémie, ndr) que nous observons ces derniers jours, suscite une grave préoccupation.

Le taux de morbidité augmente dans la majorité des régions russes", a noté lundi le Premier ministre russe, Mikhaïl Michoustine, lors d'une réunion gouverne-

mentale sur la lutte contre la propagation du coronavirus.

Aucune restriction sanitaire ou mesure de confinement n'a pour autant été annoncée, les autorités ayant toujours affiché leur volonté de préserver l'économie.

Depuis la mi-juin, la Russie est frappée violemment par le variant Delta du virus, plus contagieux.

L'épidémie est renforcée par une campagne de vaccination laborieuse, le refus des autorités d'introduire des mesures sanitaires plus strictes, et le faible respect du port du masque au sein de la population.

ROYAUME-UNI
35.077 nouveaux cas de coronavirus

Au Royaume-Uni, 35.077 personnes ont été dépistées positives à la COVID-19, portant le nombre total de cas dans le pays à 7.934.936, selon les chiffres officiels publiés lundi.

Ce pays a également enregistré 33 nouveaux décès liés au coronavirus, le nombre total des décès dus à cette maladie s'élevant désormais à 136.986 dans le pays, selon les mêmes sources.

Ces chiffres ne comptabilisent

que les personnes décédées dans les 28 jours suivant leur premier dépistage positif.

Par ailleurs, 6.556 patients atteints de la COVID-19 sont actuellement soignés en hôpital.

Ces chiffres interviennent alors que le Royaume-Uni vient de lever son système de niveaux d'alertes à trois couleurs sur les voyages internationaux, le remplaçant par un système à deux couleurs séparant uniquement

les pays sur liste rouge et les autres.

Les voyageurs en provenance de pays qui ne figurent pas sur la liste rouge peuvent entrer au Royaume-Uni sans avoir effectué de dépistage de la COVID-19 avant leur vol, et ils n'ont pas l'obligation d'effectuer un test PCR huit jours après leur arrivée ou de rester isolés à domicile.

A la place, un seul dépistage est nécessaire au second jour

suivant l'arrivée au Royaume-Uni. Les voyageurs de pays figurant sur la liste rouge devront passer 11 nuits dans un hôtel de quarantaine à leur arrivée dans le pays.

Par ailleurs, près de 90% des personnes âgées de 16 ans ou plus au Royaume-Uni ont reçu leur première dose de vaccin, et plus de 82% ont reçu leur deuxième dose, selon les dernières statistiques publiées.

VACCINS

Le vaccin Pfizer efficace contre les formes graves au moins 6 mois (étude)

Deux doses de vaccin Pfizer/BioNTech sont efficaces contre les risques d'hospitalisation liées au Covid-19 et tous ses variants pendant au moins six mois, indique une étude parue mardi dans la revue The Lancet, confirmant de précédentes estimations.

L'étude de Pfizer et du réseau de santé américain Kaiser Permanente a analysé les données médicales de 3,4 millions de personnes en Californie du Sud entre le 4 décembre 2020 et le 8 août 2021.

Il en ressort que l'efficacité du vaccin contre les risques d'infection diminue avec le temps, passant de 88% dans le mois suivant l'injection de la deuxième dose à 47% après six mois. En revanche, le vaccin reste efficace à 90% contre les risques d'hospitalisations liées au Covid-19, y compris en cas d'infection au variant Delta, pour au

moins six mois, souligne-t-elle. Ces résultats confirment les résultats de précédentes estimations des Centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) et du ministère de la Santé israélien, souligne The Lancet dans un communiqué.

"Notre étude confirme que les vaccins sont un outil central pour contrôler l'épidémie et demeurent extrêmement efficaces pour prévenir les formes graves et les hospitalisations, y compris contre Delta ou d'autres variants préoccupants", a résumé Sara Tartof, principale auteure de l'étude, dans le communiqué de The Lancet.

"Une analyse spécifique des variants montre clairement que le vaccin est efficace contre toutes les sortes de variants. Les personnes infectées par le Covid-19 qui avaient reçu deux doses de vaccin l'ont été

le plus souvent en raison d'une perte d'efficacité du vaccin avec le temps et non pas parce que tel ou tel variant échappe à la protection du vaccin", a aussi souligné Luis Jodar, vice-président et médecin chef chez Pfizer. Les chercheurs reconnaissent quelques biais dans leur enquête : ils n'avaient par exemple pas de données sur le respect du port du masque, des interactions sociales ou de la profession des populations étudiées, ce qui pourrait avoir une incidence sur la probabilité de contracter le Covid-19.

Selon les auteurs de l'étude, ces résultats montrent l'importance de renforcer la vaccination mondiale et d'analyser l'efficacité du vaccin à travers le temps pour décider quelles populations doivent être prioritaires pour les doses de rappel.

UNION
EUROPÉENNE
Le régulateur européen approuve une 3^{ème} dose du vaccin Pfizer pour les plus de 18 ans

Le régulateur européen a approuvé lundi l'administration d'une troisième dose du vaccin Pfizer/BioNTech pour les plus de 18 ans, craignant que la protection contre le Covid-19 ne baisse après les premières injections.

Des doses supplémentaires des vaccins Moderna et Pfizer pour les personnes dont le système immunitaire est gravement affaibli ont également été approuvées par l'Agence européenne des médicaments (EMA), dont le siège est à Amsterdam.

"Des doses de rappel de Comirnaty peuvent être envisagées pour les personnes âgées de 18 ans et plus, au moins six mois après la deuxième dose", a déclaré l'Agence européenne des médicaments (EMA) dans un communiqué, faisant référence au nom commercial du vaccin Pfizer.

"Les décisions concernant les troisièmes doses seront prises par les organismes de santé publique au niveau national", a indiqué l'EMA.

Le comité des médicaments à usage humain (CHMP) de l'EMA a "évalué des données pour Comirnaty montrant une augmentation des niveaux d'anticorps lorsqu'une troisième dose est administrée".

"Le risque de maladies cardiaques inflammatoires ou d'autres effets secondaires très rares après un rappel n'est pas connu et est soigneusement surveillé", a ajouté l'EMA.

De rares cas de myocardite, une inflammation du muscle cardiaque, ont été signalés chez des personnes ayant reçu le vaccin Pfizer, en particulier chez les jeunes hommes.

Par ailleurs, l'EMA a donné son feu vert aux personnes ayant un "système immunitaire gravement affaibli" pour obtenir des doses supplémentaires de Moderna et de Pfizer au moins 28 jours après leur deuxième dose.

Deux doses ne suffisent parfois pas pour produire suffisamment d'anticorps chez les personnes immunodéprimées, comme les personnes ayant subi une transplantation d'organe. "Bien qu'il n'y ait aucune preuve directe que la capacité de produire des anticorps chez ces patients protégés contre le Covid-19, on s'attend à ce que la dose supplémentaire augmente la protection au moins chez certains patients", a déclaré l'EMA.

MAL DE GORGE

CAUSES ET TRAITEMENTS

Avoir mal à la gorge est très courant. Ce symptôme peut être un signe de différentes pathologies. Découvrez ce que peut révéler un mal de gorge et quels sont les traitements selon les causes.

Avoir mal à la gorge recouvre des douleurs différentes. Vous pouvez avoir mal au niveau du pharynx (l'arrière de la gorge entre les amygdales et le larynx) ou au niveau des amygdales palatines (sous les deux côtés de la mâchoire) ou encore au niveau du larynx (arrière-gorge). Lorsque vous avez mal au pharynx, vous pouvez vous plaindre de gorge qui gratte, qui brûle, qui pique. Votre gorge peut vous paraître sèche et/ou irritée. Votre voix peut être cassée, rauque. Une douleur au niveau des amygdales palatines situées au fond de la bouche, de part et d'autre de la luette, se manifeste surtout lors de la déglutition de la salive et des aliments. Elle est le plus souvent bilatérale.

LES CAUSES ET SYMPTÔMES DU MAL DE GORGE

Une pharyngite, infection ou inflammation du pharynx, se signale par une douleur au niveau du pharynx, de la fièvre, des difficultés à avaler, parfois une douleur au niveau des oreilles, dite douleur réflexe. Lorsque les amygdales sont atteintes, on parle d'amygdalite ou d'angine. Celle-ci concerne le plus souvent les deux amygdales. Lorsqu'une seule amygdale est enflammée, on parle d'amygdalite unilatérale. Le plus souvent il s'agit d'une infection virale. L'angine bactérienne à *Streptococcus*, bactérie la plus fréquemment retrouvée, ne représente que 10 à 25% des cas d'angine chez l'adulte.

L'inflammation aiguë de la muqueuse du larynx, la laryngite "se manifeste surtout par une modification de la voix, éventuellement une difficulté à respirer", informe le Dr Nils Morel, médecin ORL à Echirolles. Elle est le plus souvent virale.

Une sensation de gorge sèche qui brûle, qui gratte en lien avec une allergie de type rhinite allergique s'accompagne d'autres symptômes en général : congestion nasale (nez bouché) et écoulement, nez qui pique, yeux qui pleurent...

Vous pouvez avoir mal à la gorge

car elle est irritée. "Tout irritant respiratoire (fumée de cigarette, pollution, gaz lacrymogènes...) peut donner un mal de gorge", indique le médecin. Un reflux gastro-œsophagien (remontées acides) peut aussi irriter la gorge et la rendre douloureuse.

Si vous avez une candidose (infection par des champignons) dans la bouche et le pharynx, vous pouvez avoir mal à la gorge et des difficultés à avaler. "Une candidose du pharynx est extrêmement rare", souligne cependant le médecin ORL. Cela concerne surtout des personnes immunodéprimées.

"Un mal de gorge persistant plus de 2 ou 3 semaines, surtout d'un côté, avec une douleur qui remonte vers l'oreille lors de la déglutition, une modification de la voix peut être un signe d'alerte de cancer de la gorge, alerte le médecin. Les cancers de la sphère ORL sont liés le plus souvent à une consommation d'alcool et de tabac, le risque ne s'additionnant pas mais se multipliant", précise-t-il.

LES TRAITEMENTS DU MAL DE GORGE

Le traitement du mal de gorge dépend de la cause. En cas d'angine virale, le traitement est symptomatique (médicament antipyrétique et antalgique pour diminuer la fièvre et les douleurs de type paracétamol, collutoire pour soulager la douleur également). Si le mal de gorge ne passe pas, il peut s'agir d'une surinfection bactérienne. Il faut alors un traitement antibiotique. Un mal de gorge qui ne cède pas en quelques jours doit vous amener à consulter à nouveau votre médecin.

Les pharyngites ou angines bactériennes sont traitées avec des antibiotiques, des antalgiques et antipyrétiques si besoin.

Une laryngite virale est soignée avec des traitements symptomatiques (médicaments pour faire baisser la fièvre et diminuer la douleur).

Si votre mal de gorge est dû à une allergie, aux pollens par exemple, le



traitement consiste en la prise d'anti-inflammatoires, éventuellement de corticoïdes. Lorsque la gorge est irritée, il est possible de se soulager en prenant des pastilles ou collutoires contenant des antibactériens (action antiseptique), des anesthésiques locaux (action antalgique), des extraits de plantes aux propriétés adoucissantes. Le traitement des mycoses buccales repose sur des traitements antifongiques locaux.

Soigner un mal de gorge sans médicaments

"Quand on a mal à la gorge, il est important de boire beaucoup. Plus on boit et plus la salive est abondante. La douleur est d'autant plus forte que la gorge est sèche et la salive s'assèche", indique le Dr Nils Morel.

En cas de mal de gorge peu intense et sans fièvre, ou en complément des traitements médicamenteux, vous pouvez tester quelques remèdes de

grand-mère. Le citron fait partie des remèdes "maison" phare. Mélangez par exemple 2cl de jus de citron avec 5cl d'eau tiède, puis faites des gargasmes 3 à 4 fois par jour avec ce mélange ou mélangez le jus d'un citron avec la même quantité d'eau chaude et une cuillerée à soupe de miel, à boire chaque soir. Le thym est également un remède naturel des maux de gorge. Vous pouvez préparer une infusion avec 30g de thym séché, le jus d'un demi citron, 50 cl d'eau et 1 cuillerée à café de miel de romarin.

Côté approches complémentaires, les huiles essentielles peuvent être utilisées là-encore si le mal de gorge est peu intense et sans fièvre. Les bonnes huiles essentielles ? Les HE de thym à thujanol, d'arbre à thé ou encore de bois de rose qui ont des propriétés antibactériennes, antivirales, antifongiques. Elles peuvent être utilisées pour faire des gargasmes (2 à 3

gouttes d'HE de thym à thujanol avec un peu d'eau) par exemple, pour masser le cou 3 à 4 fois par jour (1 goutte d'HE d'arbre à thé, 1 goutte d'HE de bois de rose, 1 goutte d'HE de thujanol dans une demi cuillerée à café d'huile d'amanthe douce).

MAL DE GORGE ET COVID-19

Le mal de gorge peut faire partie des symptômes de Covid. Cela ne fait cependant pas partie de symptômes courants qui sont la fièvre, la toux et l'essoufflement. Votre médecin vous conseillera de faire un test s'il l'estime nécessaire.

Mal de gorge et femmes enceintes Si vous avez mal à la gorge pendant votre grossesse, mieux vaut prendre un avis médical, surtout si vous avez de la fièvre. L'automédication est particulièrement déconseillée pendant cette période. Vous pouvez effectuer des gargasmes à l'eau salée.

10 CONSEILS POUR SOULAGER UN MAL DE GORGE

1/10 - Une infusion de sauge

Un remède bien connu des jardiniers pour traiter l'inflammation des voies respiratoires. Couvrez 3 g de feuilles de sauge pour une tasse d'eau bouillante de 20 cl. Couvrez et laissez infuser 10 mn, filtrez. Boire cette infusion deux fois par jour.

2/10 - Une tisane de thym

Vest un très bon antiseptique. Cueillez-le dans votre jardin ou choisissez des sachets bio. Compter une cuillerée à soupe pour une tasse d'eau bouillante. Couvrir et laisser infuser 10 à 15 mn. Boire cette tisane deux fois par jour. On peut aussi mélanger thym et romarin.

3/10 - De la vitamine C

Un peu de vitamine C (2 g par jour) et de zinc (1 comprimé de 50 mg par jour) peuvent également

donner un coup de pouce bienvenu pour lutter contre l'infection.

4/10 - Un lait chaud au miel

Le miel apaise la douleur et désinfecte les muqueuses. Il suffit d'en verser 1 cuillerée dans une tasse de lait chaud pour calmer instantanément. Pas étonnant qu'on en trouve dans la plupart des pastilles à sucer contre le mal de gorge !

5/10 - Du colopli

La propolis est également un remède phare dans le traitement de l'angine : sous forme de pulvérisateur buccal, de sirop, de gommes ou de pastilles, tout est bon pour bénéficier de ses propriétés antiseptiques, anti-inflammatoires, anesthésiques et stimulantes des défenses immunitaires. On peut aussi simplement mâcher régulièrement des graines de propolis.

6/10 - De l'huile essentielle d'arbre à thé

L'huile essentielle de tea-tree est justement réputée dans le traitement des angines et des infections respiratoires. Avaler 2 gouttes mélangées à 1 cuillerée à café de miel, 3 fois par jour. Ou verser 2 gouttes dans de l'eau tiède pour faire un gargasme.

7/10 - Le bicarbonate de soude

Tout comme le sel, ce produit permet d'envoyer les bactéries et il y a aucun risque de surdosage si on fait plusieurs gargasmes dans la journée. Compter 1 cuillerée à café de bicarbonate pour 25 cl d'eau bouillante. Faites un gargasme une fois que ce mélange a refroidi.

8/10 - L'huile essentielle de thym

Verser 1 goutte d'huile essentielle de thym sur un morceau de sucre, laissez fondre lentement

dans la bouche. Renouvelez l'opération quatre fois par jour.

9/10 - Les bourgeons de cassis

En gemmothérapie, Ribes nigrum est un remède bien connu pour diminuer l'inflammation et renforcer la résistance du corps. Les naturopathes le prescrivent généralement sous forme de macérat concentré de bourgeons de cassis bio. Verser 5 gouttes dans un verre d'eau minérale, à renouveler trois fois par jour.

10/10 - Surtout pas d'anti-inflammatoires

Pas d'anti-inflammatoires non stéroïdiens (Adivil, Nurofen...) pour diminuer la douleur et la fièvre car ces médicaments peuvent masquer les complications graves comme l'abcès des amygdales (phlegmon) ou l'infection des tissus du cou. Ils pourraient même contribuer à leur apparition.

BOUCHE SÈCHE : CAUSES ET SOLUTIONS

Avoir la bouche sèche la nuit, au réveil ou pendant la journée peut devenir invalidant ou provoquer d'autres troubles. Alors comment réduire votre soif et soigner la bouche sèche ? Réponses avec Christophe Lequart, chirurgien dentiste et porte-parole de l'Union Française pour la santé bucco-dentaire.

Le rôle de la salive, les symptômes
En temps normal, notre quantité de salive suffit pour humidifier notre bouche, et on ne remarque même pas le fonctionnement de ce mécanisme tant il nous est naturel. Mais parfois, il arrive que la machine se grippe et que nous nous sentions desséchés ou déshydratés.

On a beau se ruer sur les verres d'eau pour étancher sa soif, il arrive que ce réflexe devienne insuffisant. La sensation de bouche sèche persiste. Une sécheresse prolongée et excessive de la bouche provient d'une sécrétion de salive absente ou du moins insuffisante. Elle peut survenir et s'installer dans le temps, ou encore rester un épisode isolé. Avec comme conséquences des difficultés à s'alimenter ou une mauvaise haleine. La salive joue un rôle important puisqu'elle prévient les caries ou les infections, en humidifiant et protégeant la muqueuse buccale et les dents. Elle aide également à la digestion, en facilitant le passage des aliments dans l'œsophage et dans le tube digestif grâce à ses enzymes.

Les signes de la sécheresse buccale apparaissent clairement. C'est la sensation d'avoir une bouche pâteuse, remplie de coton ou encore de ressentir comme une brûlure ou une langue qui semble sèche. Il peut y avoir aussi une sécheresse au niveau des yeux, une gêne ou une difficulté à déglutir ou à parler.

Les causes de la bouche sèche
La sécheresse buccale qu'on appelle aussi xérostomie, touche souvent les personnes âgées car elle résulte de l'effet de traitements médicamenteux. C'est l'un des effets secondaires que les médecins ou pharmaciens ne précisent pas forcément au moment de l'ordonnance. La mastication des aliments peut devenir pénible et entraîner des difficultés à avaler. La perception du goût peut être modifiée et les appareils dentaires deviennent difficiles à supporter.

Dans la liste des médicaments qui peuvent occasionner ces troubles, figurent les anti-dépresseurs, les anti-histaminiques, les anti-inflammatoires ou encore les hypertenseurs, ou les amphétamines. À noter aussi que la radiothérapie, ou la chimiothérapie associent aussi énormément la cavité buccale.

Les solutions et remèdes contre la bouche sèche

S'il n'y a pas de traitement contre la bouche sèche, les solutions existent, mais elles demandent des réflexes à inclure au quotidien. D'abord, il faut garder à proximité une bouteille d'eau et la transporter partout. L'idée est de boire régulièrement de petites gorgées à température ambiante ou encore de sucer des bonbons. On peut également boire au cours du repas. Cela ne pose aucun problème.

Autre solution : le chewing-gum sans sucre. En mastiquant, on va stimuler le flux salivaire et garder la cavité buccale bien humidifiée. Des bonbons sans sucre peuvent également faire l'affaire. Si vous utilisez des bains de bouche, choisissez les sans alcool. Vérifiez bien la liste des ingrédients ou demandez conseil au pharmacien.

Sinon, il est impératif d'éliminer les boissons alcoolisées et le tabac qui aggravent le phénomène.

Quand consulter en cas de bouche sèche

Attention car un manque de salive persistant peut occasionner des dépôts de plaque dentaire qui vont augmenter le risque de gingivite et de carie ou d'autres infections de la bouche comme les mycoses buccales. En tout état de cause, si cette sécheresse se prolonge et devient gênante, il ne faut pas hésiter à opter pour un avis médical car elle peut, sur le long terme, affecter la qualité de vie.

TOUX GRASSE, TOUX SÈCHE, TOUX NOCTURNE... COMMENT LES CALMER ?

La toux est le troisième motif le plus fréquent de consultation. Elle peut avoir différentes causes et son traitement dépend de son origine.

Avant toute chose, il faut savoir que tousser est un réflexe de l'organisme pour se protéger de l'intrusion d'un élément étranger. En toussant, on cherche à expulser l'agent infectieux qui est entré dans les voies respiratoires. Il ne faut donc pas chercher à tout prix à la stopper. Dr Marc Perez, médecin généraliste, spécialiste du sport du sport et ostéopathe nous en dit plus.

LA TOUX SÈCHE

La toux désigne une expiration brusque et bruyante, réflexe ou volontaire, assurant l'expulsion de l'air contenu dans les poumons en réponse à une irritation. Une toux qui n'entraîne pas ou presque de glaires est appelée toux sèche ou toux irritante. Elle peut être très gênante et perturber le sommeil. La toux sèche peut devenir une toux grasse au bout de quelques jours, par exemple chez une personne ayant un rhume ou une bronchite.

LA TOUX GRASSE

Une toux grasse est une toux productive. Elle permet à l'organisme de se débarrasser des glaires accumulées. Celles-ci sont produites par notre corps comme moyen de défense contre une infection par exemple. C'est pourquoi il ne faut pas réprimer cette toux.

LA TOUX ALLERGIQUE

En cas d'allergie, la toux est due soit à une inflammation bronchique, soit à une inflammation nasale avec jetage postérieur, soit aux deux.

LA TOUX NOCTURNE

La toux qui se produit surtout la nuit peut évoquer un reflux gastro-œsophagien, une origine allergique ou



un asthme. Cette toux nocturne perturbe le sommeil.

LA TOUX NERVEUSE

La toux nerveuse dite toux comportementale doit être évoquée lorsque les causes médicales de toux ont été éliminées. Elle peut se voir chez des personnes particulièrement anxieuses ou déprimées ou chez celles ayant une personnalité phobique ou obsessionnelle.

LA TOUX MÉDICAMENTEUSE

Certains médicaments peuvent être à l'origine d'une toux chronique, le plus souvent sèche.

Les principaux médicaments qui peuvent provoquer une toux médicamenteuse sont les anti-hypertenseurs, les inhibiteurs de l'enzyme de conversion, les bêta-bloquants, les anti-inflammatoires non stéroïdiens/aspirine, les contraceptifs chez les femmes fumeuses de plus de 35 ans. La toux cesse lorsque le médicament en cause

est arrêté.

LES TRAITEMENTS DE LA TOUX

La toux aiguë liée à une infection virale se résout spontanément dans la grande majorité des cas. Il n'y a pas de traitement efficace. Le traitement de la cause doit être mis en place rapidement. Un traitement antitussif peut être prescrit de façon transitoire en cas de toux sèche. Il existe également des pastilles et des pâtes à sucer antitussives. "Elles sont souvent à base de plantes et de miel", précise le Dr Marc Perez, médecin généraliste, spécialiste du sport du sport et ostéopathe. La toux grasse ne doit pas être stoppée par des sirops antitussifs. En revanche, des sirops expectorants aident à déloger les glaires profondes et facilitent l'expectoration.

LES REMÈDES NATURELS

POUR CALMER UNE TOUX

Les recommandations du Dr Marc Perez :
En homéopathie, vous pouvez prendre

drosera 5 CH 3gr x 4 pendant 7 jours ou du sirop drossetux

En phytothérapie, vous pouvez prendre de la teinture-mère de sureau et de la teinture-mère de cassis

L'huile essentielle (HE) d'eucalyptus globulus calme une toux sèche irritante. Posologie : 1 à 2 gouttes 3 à 4 fois par jour dans une cuillère de miel. Les tisanes de noix de cyprès, d'eucalyptus et d'hysope à raison de 2 à 4 tasses par jour sont également recommandées en cas de toux sèche. Toux et Covid-19

La toux fait partie des symptômes courants du Covid-19 avec la fièvre et un essoufflement. "Toute toux en période de pandémie est un covid jusqu'à preuve du contraire, fièvre ou pas fièvre. Il faut faire un test, recommander le Dr Perez. La perte de goût et d'odorat est un élément en faveur du Covid", précise-t-il.

QUAND CONSULTER EN CAS DE TOUX

Une toux aiguë d'apparition récente accompagnée d'autres signes comme une fièvre, des courbatures, un essoufflement, doivent vous inciter à consulter votre médecin.

Une toux chronique, qui dure depuis plus de 8 semaines, nécessite un bilan pneumologique et ORL avec des examens complémentaires qui vont être discutés et hiérarchisés en fonction des symptômes. Ce bilan permet de retrouver des causes sous-jacentes, comme un reflux gastro-œsophagien, un asthme... La radiographie thoracique est l'examen de base. Lorsqu'elle est normale, trois diagnostics représentent à eux seuls plus de 80 % des cas : la rhinorrhée postérieure, le reflux gastro-œsophagien et l'asthme.

NEZ BOUCHÉ : 6 ASTUCES POUR MIEUX RESPIRER

Quoi de plus désagréable que de se coucher avec la sensation de narine bouchée. Les obstructions nasales restent gênantes mais ont des conséquences sur la qualité du sommeil notamment. Comment en venir à bout ? Réponses avec le docteur Jean-Louis Bensusan, médecin généraliste. Nez qui coule, nez bouché, fatigue... Ces symptômes provoqués par les rhinovirus de l'autisme sont de retour en France. Selon les dernières données de Santé publique France, les interventions de SOS Médecins pour "pathologies ORL et respiratoires" ont bondi de 58 % chez les enfants et de 25 % chez les 15-74 ans.

L'explication ? Avec la sortie progressive de l'épidémie de Covid-19 et le retour à une "vie normale", les Français baissent (un peu) la garde : le gel hydro-alcoolique est moins systématique, le masque tombe à l'école, les réunions festives sont plus fréquentes... Rappelez-vous l'année passée, nous étions soumis au couvre-feu, les cours universitaires avaient lieu en distanciel, le télétravail était généralisé.

Résultat : depuis le mi-septembre, les virus respiratoires saisonniers font leur retour et le nombre de rhumes et syndromes grippaux explose.

Et parmi les symptômes désagréables du rhume, il y a le nez bouché ! La sensation de ne pas pouvoir respirer avec le nez qui se bouche n'a absolument

rien d'alarmant pour la santé. Sauf qu'elle peut altérer le sommeil et dégrader la qualité des nuits.

Nez bouché : quelles sont les causes ?

Le plus souvent, le nez bouché est à une rhinopharyngite (rhume). Mais, plusieurs facteurs peuvent expliquer ce désagrément. Il peut s'agir d'une allergie, qui peut se manifester toute l'année ou durant certaines saisons (allergies aux pollens notamment) uniquement.

À noter que le tabac peut également favoriser ces obstructions nasales.

Enfin précisons que la position allongée n'aide pas car elle implique une production accrue de sécrétions nasales.

Que faire pour atténuer la sensation de nez bouché ?

Heureusement, il existe des solutions simples pour déboucher son nez.

Le positionnement pour dormir. "Adaptez la position de votre tête. L'idéal est de surélever la tête et le haut du tronc avec des coussins ou un traversin pour éviter cette sensation désagréable", conseille le docteur Jean-Louis Bensusan, médecin généraliste.

Mais avant de se coucher, il est judicieux de se laver le nez avec de l'eau salée, ou à base de saouf.

ou encore avec du sérum physiologique. Cette opération permettra de décongestionner la zone du nez. Ces produits sont vendus en pharmacie ou en parapharmacie. Ils se présentent sous forme de sprays ou de petites fioles en plastique.

On peut également avoir recours aux inhalations. Pour cela, on fait bouillir de l'eau et on met sa tête au-dessus à distance pour respirer la vapeur chaude. "On peut y ajouter des huiles essentielles type menthe ou eucalyptus, mais ce n'est pas le plus important, l'essentiel est la chaleur qu'on respire et qui va aider à fluidifier les sécrétions nasales", précise le docteur Bensusan. On peut effectuer ces respirations de vapeur chaude durant 10 à 15 minutes.

Une autre solution consiste à respirer des maux-choux jetables imbibés de gouttes d'huiles essentielles. Attention à l'usage de ces huiles. Elles doivent être manipulées avec précaution et faire l'objet de conseils préalables de votre pharmacien. Les femmes enceintes par exemple ne doivent pas y avoir recours. Cette technique est également déconseillée aux personnes asthmatiques ou allergiques.

Il existe aussi des petites astuces qui concernent l'environnement dans lequel on se couche. On aère la pièce au dort (une dizaine de minutes le matin et pareil le soir) et on évite les atmosphères surchauffées même s'il fait froid dehors.

LIBYE

Le Parlement adopte la loi électorale régissant les législatives

Le Parlement libyen a adopté la loi électorale régissant les élections législatives, a annoncé lundi son porte-parole Abdallah Bliheq.

"Approbation de la loi électorale pour la Chambre des représentants lors de la session d'aujourd'hui", a annoncé sur Twitter Abdallah Bliheq.

Depuis la chute du régime de Maamar El-Gueddafi en 2011, la Libye est en proie à des violences et à des luttes entre pouvoirs rivaux dans l'est et l'ouest du pays.

Après la fin des combats à l'été 2020 entre les deux autorités rivales, un gouvernement unifié et transitoire avait été formé en mars pour mener la transition, au terme d'un processus politique parrainé par l'ONU.

Cet exécutif, dirigé par Abdelhamid Dbeibah, avait été chargé par 75 personnalités libyennes de tous bords, réunies sous l'égide de l'ONU, d'unifier les institutions et d'achever la transition politique, en organisant des élections législatives et présidentielles



le 24 décembre. L'approbation de la loi sur les législatives intervient un peu plus de trois semaines après l'adoption par le Parlement siégeant à Tobrouk (est) d'une loi régissant l'élection d'un futur président, ratifiée sans être soumise à un vote.

La loi électorale avait

été ratifiée par le chef du Parlement, Aguila Saleh, un allié de Khalifa Haftar, le chef de l'autoproclamée armée nationale libyenne (ANL).

Un des articles de cette loi dispose qu'un militaire peut se présenter à la présidentielle, à condition d'abandonner "ses fonc-

tions trois mois avant le scrutin", et "s'il n'est pas élu, il pourra retrouver son poste et recevoir ses arriérés de salaire".

Le 22 septembre écoulé, Khalifa Haftar s'est retiré provisoirement de ses fonctions militaires avant une candidature attendue à la présidentielle

CÔTE D'IVOIRE

Plus de 90 % des réfugiés ivoiriens ont regagné le pays

Plus de 90 % des réfugiés ivoiriens ont regagné le pays après les crises, a-t-on indiqué lundi de source officielle.

Dans une déclaration officielle transmise aux médias, la ministre ivoirienne des Affaires étrangères Kandia Camara a indiqué que plus de 274.000 personnes avaient regagné la Côte d'Ivoire sur un total de plus de 300.000.

"Ceci s'est fait à la faveur de la paix retrouvée et grâce aux politiques de réconciliation nationale mises en place par le Chef de l'Etat ivoirien, et grâce au soutien du Haut commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés", a-t-elle affirmé.

"Je voudrais exprimer toute la reconnaissance du gouvernement ivoirien aux pays frères de la sous-région, à savoir le Ghana, la Guinée, le Liberia, le Mali, la Mauritanie et le Togo, pour avoir signé avec la Côte d'Ivoire une déclaration conjointe et formulé des recommandations pour rendre effective la cessation du statut de réfugié ivoirien au 30 juin 2022", a-t-elle déclaré.

Cette déclaration fait suite à l'annonce faite lundi à Genève par le Haut-commissaire des Nations-Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, indiquant que les exilés ivoiriens perdront le statut de réfugié le 30 juin 2022.

Des violences post-électorales et crises militaro-politiques qui ont secoué la Côte d'Ivoire et fait de nombreux morts, ont poussé des gens à fuir le pays, rappellent des observateurs locaux.

A maintes occasions, le chef de l'Etat ivoirien Alassane Ouattara a rassuré que la paix était revenue et a appelé ses compatriotes exilés dans les autres pays à rentrer pour participer au processus de reconstruction et de relance économique du pays.

NIGERIA

Fin de la grève des médecins

Les médecins des hôpitaux publics au Nigeria, en grève depuis deux mois, reprendront le travail mercredi matin après la reprise de négociations avec le gouvernement, indique leur syndicat dans un communiqué publié lundi.

Cette grève, dernière d'une série menée par l'Association nationale des internes (Nard), qui représente 40% des médecins au Nigeria, avait commencé le 2 août dernier pour protester contre le non-paiement d'arriérés de salaires et le manque de moyens dans les hôpitaux du pays le plus peuplé d'Afrique.

"Après avoir observé la bonne volonté montrée par le gouvernement à rejoindre la table des négociations", il a été décidé "par vote à la majorité simple de suspendre la grève totale et indéfinie entamée le 2 août 2021.

Nos membres reprendront ainsi le travail dès mercredi 6 octobre 2021 à 08h00 du matin", indique le Nard dans son communiqué.

Les médecins nigériens réclament régulièrement aux autorités le paiement de leurs arriérés de salaires et une augmentation des moyens alloués aux hôpitaux publics, en déliquescence dans le pays, dénonçant notamment un nombre insuffisant de lits, de médicaments et de kits de protection pour les soignants dans les établissements. Le Nigeria, pays de 210 millions d'habitants, comptait 42.000 médecins généralistes enregistrés en 2019, selon l'Association des médecins du Nigeria (NMA), soit deux médecins pour environ 10.000 habitants.

Au moment des premiers cas de Covid-19 dans le pays en mars 2020, des représentants syndicaux avaient affirmé que 70 à 80% des institutions publiques de santé n'avaient pas d'eau courante ou suffisamment propre pour se laver les mains.

La grève lancée début août était intervenue au moment où le gouvernement lançait sa deuxième campagne de vaccination contre le Covid-19.

Le Nigeria a officiellement enregistré 206.078 contaminations et 2.724 décès depuis le début de la pandémie. Mais ces chiffres sont sous-évalués, le nombre de tests réalisés étant faible et celui des décès rapportés aux autorités également. Fin septembre, 1,8 million de Nigériens avaient été totalement vaccinés, soit moins de 1,6% de sa population, selon les chiffres communiqués par les autorités.

APS

BURKINA FASO

14 soldats tués dans l'attaque contre le détachement militaire de Yirgou

Le bilan définitif de l'attaque lundi matin contre le détachement militaire de Yirgou dans la province du Sanmatenga dans le Centre-Nord, est de 14 soldats tués et 7 blessés, a annoncé lundi soir le ministre délégué à la Défense nationale Barthélémy Simporé.

Selon le communiqué de M. Simporé, le détachement militaire a été la cible d'une attaque terroriste au petit matin du lundi 4 octobre 2021 vers 5h.

"Face aux assaillants venus en grand nombre et lourdement armés,

les militaires ont fait preuve d'une grande combativité en leur opposant une riposte vigoureuse", a expliqué le ministre délégué à la Défense nationale dans son communiqué.

Il a assuré qu'une contre-offensive terrestre et aérienne a immédiatement été déclenchée pour neutraliser les assaillants.

"Au bilan, on dénombre 14 militaires tombés au cours des combats et 7 blessés évacués, pris en charge dans les structures sanitaires des Forces armées nationales", a souligné le ministre.

Il a par ailleurs annoncé que "plusieurs terroristes ont été neutralisés au cours de la riposte".

Le ministre a présenté ses condoléances aux proches des victimes et souhaité prompt rétablissement aux blessés.

Il a réitéré ses encouragements à l'ensemble des forces engagées dont la détermination à défendre le territoire national reste intacte.

Il a également exhorté l'ensemble de la Nation "à faire corps avec les Forces armées nationales dans la lutte contre cette aveugle barbarie".

LAC TCHAD

Le chef de la force mixte réclame plus de moyens pour combattre les terroristes

Le commandant de la Force multinationale mixte (FMM), regroupant des unités des armées tchadienne, camerounaise, nigérienne, nigériane et béninoise pour combattre les terroristes dans la région du lac Tchad, a déploré lundi à Yaoundé l'insuffisance de ses équipements et réclamé davantage de moyens.

Créée en 1994 pour lutter contre la criminalité et les trafics divers dans le bassin de cette vaste étendue d'eau et de marécages constellée d'îlots aux confins du Tchad, du Niger, du Nigeria et du Cameroun, la FMM a été ravivée en 2014 pour combattre le groupe terroriste nigérien Boko Haram qui a rapidement essaimé dans toute la région.

Mais elle est régulièrement

ment dépeinte comme inefficace et Boko Haram - tout comme son aile dissidente ralliée à l'organisation terroriste autoproclamée "Etat islamique" (EI/Daesh)", l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest (Iswap, son acronyme en anglais) - ont installé leurs repaires dans la zone et multiplient les attaques meurtrières contre les civils et les militaires des pays riverains du lac.

La FMM a du mal "à assurer l'efficacité" de ses actions, a concédé son commandant en chef, le général nigérien Ibrahim Manu Yusuf, au premier jour d'une réunion annuelle, à Yaoundé, des gouverneurs des huit régions, provinces et états des pays riverains du lac.

Il a invoqué "l'insuffisance des équipements" de

ses troupes et réclamé davantage de moyens, lors de cette rencontre prévue pour deux jours, à laquelle ont assisté des médias.

Le général Yusuf a déploré notamment la faiblesse du nombre de véhicules blindés, de drones et d'aéronefs capables d'infliger des frappes aériennes aux terroristes, mais aussi des "moyens de communication".

"La situation est exacerbée par l'absence de forces amphibies", a-t-il ajouté, appelant les Etats membres à honorer certaines de leurs promesses, non tenues selon lui.

Depuis la mort en mai du chef de Boko Haram, Abubakar Shekau, lors d'affrontements entre son groupe et l'Iswap, devenus récurrents ces derniers mois, le gouverneur de la

région camerounaise de l'Extrême-Nord, Midjiyawa Bakari, a assuré avoir noté un "changement clair".

"Shekau s'attaquait aux populations et à leurs biens. L'EI, en ce moment, s'attaque à nos forces de sécurité et épargne les populations civiles pour s'attirer leur sympathie", a-t-il affirmé.

L'EI consolide ses positions" depuis la mort de Shekau, a renchéri François Loundény Fall, représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale.

Le diplomate guinéen a plaidé pour une "montée en puissance" de la FMM, dont l'état-major est basé à N'Djamena, face à cette nouvelle donne, prêchant pour un "mandat clair" et des "ressources adéquates".

ARMES CHIMIQUES EN SYRIE

Le dialogue et la coopération constituent la bonne approche pour résoudre la question (diplomate chinois)

Le représentant permanent adjoint de la Chine auprès des Nations-Unies, Geng Shuang a déclaré lundi que la position constante de la Chine est que le dialogue et la coopération constituent la bonne approche pour résoudre la question des armes chimiques en Syrie.

Le gouvernement syrien et le secrétariat technique de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) ont des interprétations différentes et de multiples questions en suspens, a-t-il suggéré.

Le diplomate chinois a également noté que le renouvellement réussi de l'accord tripartite en-

tre le gouvernement syrien, le secrétariat technique et l'Office des Nations Unies pour les services d'appui aux projets a créé de bonnes conditions pour résoudre les questions en suspens.

Concernant l'équipe d'enquête et d'identification de l'OIAC, M. Geng a estimé que sa création "va au-delà de la portée" de la Convention sur les armes chimiques (CAC) et à l'encontre de la tradition de consensus de l'OIAC, ce qui a suscité l'inquiétude de nombreux pays, dont la Chine.

M. Geng a rappelé que les méthodes de travail et les procédures de l'équipe n'ont pas répondu aux exigences de la CAC et de son annexe sur la vérification, sus-

citant ainsi de multiples questions. "Nous espérons que le secrétariat technique adhérera à la nature technique, respectera l'esprit d'impartialité, d'objectivité et d'indépendance dans l'exercice de ses fonctions et facilitera le retour de l'attribution dans le cadre de la convention", a-t-il souhaité. M. Geng a affirmé : "La Chine s'oppose fermement à l'utilisation d'armes chimiques par tout pays, organisation ou individu, quelles que soient les circonstances ou les objectifs, et espère que notre monde sera bientôt libéré de toutes les armes chimiques".

"Nous exhortons les pays en possession d'armes chimiques à détruire toutes les leurs

dès que possible", a-t-il poursuivi. L'équipe d'enquête et d'identification a publié deux rapports sur la question, respectivement le 8 avril 2020 et le 12 avril de cette année, mais tous deux avaient été rejetés par le gouvernement syrien. Selon le rapport de l'OIAC de cette année, "les forces du gouvernement syrien ont utilisé des armes chimiques contre la population dans la ville de Saraqeb en 2018", mais le ministère syrien des Affaires étrangères a démenti cette accusation en avril, affirmant que le rapport de l'OIAC a inclus une "conclusion fautive et fabriquée qui représente un autre scandale pour l'OIAC et les équipes d'enquête".

UNION EUROPÉENNE - USA

Réunion Borrell-Blinken la semaine prochaine pour dissiper les divergences

Le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell a annoncé qu'il rencontrerait son homologue américain Antony Blinken la semaine prochaine à Washington pour tenter de dissiper les divergences dans la relation avec les Etats-Unis, l'un des sujets du sommet des dirigeants de l'UE mardi soir en Slovaquie. "Nous devons renforcer le dialogue entre l'UE et les Etats-Unis et éviter les questions qui posent problème comme le pacte AUKUS avec l'Australie et le Royaume-Uni", a souligné Josep Borrell devant le Parlement européen réuni en session à Strasbourg mardi. "Je rencontrerai Antony Blinken la semaine prochaine à Washington", a-t-il annoncé.

"Le partenariat UE-USA est crucial et irremplaçable, mais il doit avoir une base ferme", a-t-il averti. M. Borrell a prévu de se rendre à Washington le 13 octobre

pour des entretiens le lendemain et le surlendemain avec Antony Blinken et d'autres membres de l'administration américaine, a précisé son entourage. "Après l'Afghanistan, le pacte AUKUS a été un message clair de la part des Etats-Unis sur leurs priorités face à la Chine, et nous devrions nous adapter", a-t-il expliqué.

Antony Blinken aura un entretien mardi à Paris avec le chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian pour rétablir une confiance brisée par l'alliance avec l'Australie et le Royaume-Uni dans la région indo-pacifique dont la première conséquence a été la rupture par l'Australie d'un mégacontrat pour acheter des sous-marins français.

"L'engagement pris par le président américain Joe Biden lors de sa conversation avec le président français Emmanuel Macron a été très important, car les Etats-

Unis ont reconnu l'importance d'une défense européenne forte et performante en complément de l'Otan", a souligné Josep Borrell. "Nos discussions avec Antony Blinken vont porter sur les moyens de lancer un dialogue consacré à la défense et à la sécurité", a-t-il expliqué.

"La relation entre l'UE et les Etats-Unis est un pilier pour la prospérité et la liberté, mais nous devons continuer à construire notre autonomie, car nos intérêts ne vont pas toujours coïncider", a-t-il conclu. Josep Borrell doit participer au sommet informel des dirigeants de l'UE mardi soir en Slovaquie.

Le président du Conseil Charles Michel a appelé à "une discussion stratégique sur le rôle de l'Union sur la scène internationale" après les développements en Afghanistan et l'annonce du pacte AUKUS.

PHILIPPINES

Le fils de l'ancien président Marcos candidat à la présidence

Le fils de l'ancien président Ferdinand Marcos a annoncé mardi qu'il se présentait à l'élection présidentielle des Philippines de 2022. Ferdinand "Bong-bong" Marcos Junior, qui avait soutenu la "guerre contre la drogue" controversée du président Rodrigo Duterte et plaidé en faveur de la peine de mort pour les trafiquants, a dévoilé sa candidature dans une vidéo en direct sur Fa-

cebook. "J'annonce aujourd'hui mon intention de me présenter à la présidence des Philippines lors des prochaines élections de mai 2022", a déclaré Ferdinand Marcos Junior, âgé de 64 ans, rejoignant ainsi un nombre croissant de prétendants à la succession du président sortant Rodrigo Duterte. "Je vais ramener dans notre pays (...) un leadership qui unifie".

Un récent sondage

de PulseAsia Research plaçait M. Marcos Jr en seconde position des préférences des électeurs derrière Sara Duterte-Carpio, la fille du président sortant. Le boxeur superstar Manny Pacquiao et le célèbre maire de Manille Francisco Domagoso sont aussi en lice. Avant cette candidature à la fonction suprême du pays, M. Marcos Jr avait déjà brigué la vice-présidence en 2016, la per-

dant de justesse face à Leni Robredo. Cette défaite avait été un choc pour la famille Marcos, qui avait été contrainte à l'exil après la chute humiliante de leur patriarcat en 1986. Ferdinand Marcos et son épouse, Imelda Marcos, ont été accusés de graves violations des droits humains et de détournements de milliards de dollars de fonds étatiques.

ASP

BOLIVIE

L'opposition appelle à manifester contre le gouvernement de gauche

L'opposition de droite et du centre en Bolivie a appelé à manifester contre le président de gauche Luis Arce pour réclamer la remise en liberté de l'ex-présidente par intérim Jeanine Anez et l'arrêt d'"une persécution politique".

Le Comité civique de Santa Cruz (CCSC), un puissant mouvement régionaliste de chefs d'entreprise et d'organisations sociales de droite, a appelé lundi à une "grande marche" dimanche prochain et à une grève nationale le lendemain, le 11 octobre.

Pour sa part, l'ex-président de gauche Evo Morales (2006-2019), mentor de l'actuel président, avait appelé dimanche ses partisans à une marche sur La Paz mardi prochain depuis un village proche et diverses marches sont prévues dans plusieurs villes du pays.

"Le 12 octobre sera un jour de grande mobilisation", a-t-il assuré. Du côté de l'opposition, les ex-présidents de droite Carlos Mesa (2003-2005) et Jorge Quiroga (2001-2002), le gouverneur de la région prospère de Santa Cruz (Est) Luis Fernando Camacho et des représentants du Comité national de défense de la démocratie (Conade) se sont joints à l'appel du CCSC. Ils exigent que le gouvernement "mette fin à la persécution politique" menée en justice via des accusations de "faux coup d'Etat" et "libère les prisonniers politiques", a expliqué Rómulo Calvo, président du CCSC.

L'opposition nie qu'un coup d'Etat ait eu lieu en novembre 2019, comme l'affirme le camp d'Evo Morales. Jeanine Anez, au pouvoir de novembre 2019 à novembre 2020, était la vice-présidente conservatrice du Sénat et était devenue présidente par intérim de la Bolivie après la démission d'Evo Morales.

Mme Anez, dont deux anciens ministres ont également été arrêtés, a été arrêtée le 13 mars 2021. Sa détention préventive a été prolongée jusqu'à mars 2022.

M. Morales, premier président de gauche et premier Amérindien à gouverner la Bolivie, avait affronté une vague de protestations qui avait fait au moins 35 morts après sa réélection pour un quatrième mandat contesté en octobre 2019.

Après 14 années au pouvoir, M. Morales avait démissionné, lâché par la police et l'armée, et s'était réfugié au Mexique puis en Argentine. Il est rentré en Bolivie après l'élection à la présidence de son dauphin Luis Arce en octobre 2020.

Mme Anez est poursuivie pour "terrorisme", "conspiration", "décisions contraires à la Constitution" et "manquement au devoir". Elle est également accusée de "génocide" après la mort d'au moins 22 personnes dans la répression menée par les forces de l'ordre, le 15 novembre 2019, dans le village de Sacaba, près de Cochabamba, fief de M. Morales, et le 19 novembre dans celui de Senkata, une zone d'El Alto, près de La Paz.

EQUATEUR

Pandora Papers : le président équatorien admet "des investissements légitimes" dans d'autres pays

Le président équatorien Guillermo Lasso a admis lundi qu'il avait des "investissements légitimes dans d'autres pays" après avoir été cité dans l'enquête sur les "Pandora Papers", mais a dit s'en être débarrassé avant sa campagne présidentielle victorieuse en 2021. "Mes revenus proviennent de mes décennies de travail à la banque de Guayaquil", l'une des plus importantes du pays, a déclaré le président dans une vidéo publiée par le gouvernement. "Il est tout à fait exact qu'il y a des années, j'avais, et je tiens à le souligner, j'avais, des investissements légitimes dans d'autres pays", a ajouté le président de 65 ans. Selon les "Pandora Papers", une enquête journalistique internationale sur la dissimulation d'actifs dans les paradis fiscaux, Lasso contrôlait 14 sociétés offshore, pour la plupart basées au Panama, qu'il a fermées après l'adoption en 2017 par l'ancien président Rafael Correa d'une loi interdisant aux candidats à la présidence d'avoir des sociétés dans les paradis fiscaux.

"Je me suis automatiquement débarrassé de toutes ces entreprises", a déclaré M. Lasso "sans aucune forme de protestation, de retard ou d'objection" S'il avait enfreint la loi, "les autorités électorales auraient refusé, à juste titre, ma participation aux dernières élections, dont nous étions les vainqueurs légitimes", a-t-il ajouté. Les "Pandora Papers" accusent plusieurs centaines de célébrités et dirigeants du monde entier - 336 politiciens de haut niveau - d'avoir dissimulé des avoirs dans des sociétés offshore, notamment à des fins d'évasion fiscale.

Publiée dimanche, cette enquête du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), à laquelle ont collaboré environ 600 journalistes, s'appuie sur quelque 11,9 millions de documents provenant de 14 sociétés de services financiers et a mis au jour plus de 29.000 sociétés offshore.

MÉDIAS

Le paysage médiatique au Sud à l'ère numérique, des initiatives pionnières relèvent le challenge

Le paysage médiatique à l'ère numérique, dans le Sud du pays, a commencé à porter ses fruits, grâce à certaines initiatives pionnières ayant réussi à relever le challenge de réaliser un contenu de qualité destiné au grand public.

Un véritable challenge relevé, en dépit des contraintes liées notamment à la faiblesse des ressources publicitaires, la concurrence des médias traditionnels, la désinformation et les "fake news" sur les réseaux sociaux, ainsi que les conditions de travail difficiles pour les journalistes de la presse en ligne.

Des professionnels de la presse numérique approchés par l'APS ont indiqué que la presse électronique constitue "une évolution exceptionnelle" en matière de consolidation des médias de proximité appelés à fournir au public un produit médiatique ciblé et utile, contribuant au désenclavement de cette région qui souffre encore d'une faible couverture médiatique.

Ils considèrent aussi la presse en ligne comme étant chargée d'assurer une information correcte provenant de sources crédibles, en évitant les polémiques et les questions épineuses qu'elle provoque des troubles, afin de préserver la sécurité et la paix sociale.

Nos interlocuteurs estiment ainsi que le décret exécutif fixant les modalités d'exercice de l'activité d'information en ligne a tracé le cadre juridique du journalisme électronique, et il représente, selon eux, "une véritable avancée vers l'organisation de cette activité, permettant de répondre aux aspirations des journalistes en matière de consécration de la liberté d'expression, conformément à la loi en vigueur et l'éthique professionnelle.

Évoquer le développement de la presse électronique au Sud amène à citer, entre autres expériences, celle de "Djanoubcom" à Ouargla, une initiative incubée entre 2017 et 2019 par la pépinière d'entreprises d'Ouargla pour aider les jeunes journalistes à produire des contenus multimédias innovants dans le respect des principes de rigueur professionnelle et de qualité rédactionnelle, grâce au coaching de journalistes expérimentés, a affirmé à l'APS Houria Alioua, directrice de cette micro-entreprise, spécialisée dans les médias, le web et l'audiovisuel.

"Une nouvelle expérience a germé chez de jeunes journalistes arabophones issus de l'université Kasdi Merbah d'Ouargla (UKMO) et d'instituts de formation, qui aspirent à pratiquer un nouveau journalisme et qui ont sollicité notre aide et expérience pour développer un média innovant, entièrement digital et porté

sur les nouveaux formats destinés aux réseaux sociaux, en présentant le territoire et ses acteurs sous un nouveau jour", a-t-elle affirmé.

Djanoubcom est concocté par de jeunes journalistes en apprentissage du métier et des bonnes pratiques journalistiques à l'heure où les usagers de l'information sur le web et le Smartphone se réinventent chaque jour et sont de plus en plus jeunes, a ajouté Mme. Alioua.

Elle précise que les productions faites par des jeunes et pour les jeunes "réflètent la réalité locale et l'information de proximité par excellence, dans une langue arabe, en Djerja, arabe dialectal, ou en dialecte amazighophone ouargli, accessible vu que nous sommes basés dans une région essentiellement arabophone mais aussi berbérophone".

"L'objectif est de montrer des facettes méconnues de Ouargla et de sa population, de motiver le public à prendre l'initiative en montrant des actions constructives via des articles cross médias et des vidéos inspirantes d'acteurs du changement, surtout féminin", a-t-elle souligné.

"L'objectif est de montrer des facettes méconnues de Ouargla et de sa population, de motiver le public à prendre l'initiative en montrant des actions constructives via des articles cross médias et des vidéos inspirantes d'acteurs du changement, surtout féminin", a-t-elle souligné. S'agissant du développement de l'internet en Algérie, Mme. Alioua a fait savoir que la numérisation a gagné la presse papier, donnant lieu à l'émergence de journaux en ligne d'aura nationale très appréciés par le public et qui ont ouvert la voie ces dernières années à l'apparition de nouveaux titres géographiquement basés en dehors de la capitale, même si la plupart d'entre eux revendiquent une couverture nationale.

"C'est en cela que la presse numérique dans le Sud, à l'instar du Djanoubcom est de proximité et s'inscrit dans une dynamique positive et dans l'air du temps qui s'améliore de jour en jour, d'autant plus qu'il se situe dans une zone d'ombre, médiatiquement parlant", a-t-elle dit.

Par ailleurs, les nouvelles dispositions réglementaires édictées par les pouvoirs publics, ont suscité beaucoup de critiques, car jugées coercitives, mais elles ont aussi eu le mérite de reconnaître pleinement la presse en ligne et de susciter beaucoup d'espoirs ravivés par l'éventail de nouvelles possibilités offertes au journalisme dans les régions, a indiqué la même interlocutrice.

Et d'ajouter que l'autre levier pour booster la presse en ligne est l'appui à l'émergence d'une presse électronique



équitablement présente sur l'ensemble du territoire national ce qui aura un impact positif sur la visibilité médiatique des territoires et des terroirs.

La radio en ligne une autre expérience prometteuse

L'expérience de la Radio électronique El-Djadid à El-Oued figure aussi parmi les initiatives prometteuses dans le Sud du pays.

Selon le directeur général du groupe El-Djadid, Ahmed Rezzag Labza, cette radio, lancée le 20 février 2020, fonctionne avec un staff jeune et a pour mission d'informer par la diffusion sur web et Facebook de programmes radiophoniques, notamment éducatifs, culturels et artistiques, se rapportant à la vie quotidienne locale et nationale.

Elle est chargée d'assurer le service public de proximité, de promouvoir le patrimoine local social et culturel ainsi que de préserver l'identité nationale, indique M. Labza, en signalant que la presse en ligne a commencé à chercher sa place "méritée" face à la concurrence des réseaux sociaux.

Concernant le décret fixant les modalités d'exercice de l'activité d'information en ligne, publié l'an dernier au journal officiel, M. Rezzag Labza a salué cette démarche, notant qu'il constitue un pas

en avant qui s'ajoute à la loi organique 12-05 du 12 janvier 2012 relative à l'information.

Il s'agit d'une véritable avancée, comparativement à la loi organique précitée, qui reconnaissait l'existence pour la presse électronique en Algérie, pour la première fois, a-t-il dit.

Il a insisté, dans ce sillage, sur l'importance de faciliter les procédures aux porteurs de projets désireux d'investir dans l'audiovisuel, en garantissant les moyens nécessaires au profit de la presse en ligne, l'ouverture de l'espace publicitaire et la formation spécialisée notamment.

Une série de conventions de partenariat ont été signées ces dernières années par le groupe El-Djadid avec des confrères tunisiens, à l'image de "Jawhara-FM", "Shems-FM" et "Tozeur-FM", dans le but de mettre en œuvre une collaboration dans différents domaines d'intérêt commun, poursuit-il.

L'essor de la presse numérique dans les wilayas du pays sera réalisé notamment à travers l'ouverture de l'espace publicitaire digital au profit des annonceurs, la reconnaissance du statut de journaliste exerçant dans ce domaine et les protéger, et leur donner les facilités nécessaires pour accéder à l'information, selon nos interlocuteurs.

CINÉMA

Le premier film dans l'espace, une "expérience" pour son réalisateur russe

Le tournage du premier film de fiction en orbite sera une "expérience" qui enrichira la connaissance cinématographique et spatiale, a estimé lundi l'équipe russe devant y prendre part, à la veille du décollage. "C'est une expérience", a résumé le réalisateur du film, Klim Chipenko. "Je n'ai personne à qui demander des conseils. Je n'ai aucun cadreur à qui demander comment filmer à la lumière du hublot", a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse.

M. Chipenko, âgé de 38 ans, et l'actrice Ioulia Peressild, 37 ans, décolleront mardi du cosmodrome russe de Baïkonour, au Kazakhstan, pour la Station spatiale internationale (ISS), où ils auront 12 jours pour tourner leur film avant de revenir sur la terre ferme.

Le long-métrage, provisoirement intitulé "Vyzov" ("Le Défi" ou "L'Appel", en russe), mettra en scène une femme médecin dépêchée dans l'espace pour sauver la vie d'un cosmonaute mal en point.

Cette mission cinématographique en orbite avait été annoncée en septembre, quelques mois après que la Nasa ait dévoilé un projet de film avec l'acteur américain Tom Cruise. L'actrice Ioulia Peressild, qui a suivi avec le réalisateur un entraînement rigoureux pour s'habituer notamment à l'apesanteur, a estimé lundi que les métiers d'acteur et de cosmonaute étaient "deux choses opposées".

Le tournage du film, qui connaîtra la participation de trois cosmonautes professionnels stationnés sur l'ISS, néces-

sitera de relever plusieurs défis techniques. M. Chipenko devra ainsi se charger seul de la caméra, du son et de la lumière, et composer avec la relative exigüité du segment russe de l'ISS.

"Le scénario change tout le temps et je réapprends mes répliques, c'est vraiment dur", a plaisanté lundi le commandant de la mission, Anton Chkraplerov. Pour lui, ce voyage sera aussi un test permettant d'évaluer la possibilité d'envoyer à l'avenir des non-professionnels dans l'espace en cas d'urgence médicale, par exemple. L'actrice et le réalisateur ont été formés en quatre mois, et "nous pourrions peut-être raccourcir encore plus la formation d'un spécialiste pour l'envoyer dans l'espace", selon M. Chkraplerov.

APS



INTERNET

Facebook, Instagram, WhatsApp et Messenger en panne lundi



Facebook, Instagram, WhatsApp et Messenger, les deux réseaux sociaux et les deux messageries du géant californien, subissaient une panne massive lundi, affectant potentiellement des dizaines de millions d'utilisateurs dans le monde d'après des sites spécialisés de suivi des plateformes.

Le site Downtetector montrait notamment des pannes dans des zones densément peuplées comme Washington ou Paris.

"Ce site est inaccessible", "impossible de trouver l'adresse du serveur", indiquait le site de Facebook à de nombreux utilisateurs lundi vers 16H00 GMT.

La panne semblait durer depuis environ une heure.

"Nous sommes au courant que certaines personnes ont du mal à accéder à nos applications et produits.

Nous travaillons à un retour à la normale le plus rapidement possible et nous présentons nos excuses pour ce désagrément", a tweeté Andy Stone, un porte-parole du groupe.

La plateforme aux près de 3 milliards d'utilisateurs mensuels traverse l'une des pires crises sur sa réputation depuis deux semaines, à cause de révélations d'une lanceuse d'alerte.

Ancienne ingénieure chef de produit chez Facebook, Frances Haugen a fait fuiter de nombreux documents internes, notamment au Wall Street Journal, et a accusé le groupe de "(choisir) le profit plutôt que la sûreté" de ses utilisateurs, dans un entretien diffusé par la chaîne CBS dimanche.

A Wall Street, le cours de Facebook, déjà en baisse en début de séance, accélérait ses pertes et chutait de près de 6%.

UNIVERSITÉ-INVENTIONS

Dépôt d'un nouveau brevet d'invention du Dr. Farouk Benali de l'Université Sétif 1



Un deuxième brevet d'invention, après celui de l'année passée, vient d'être déposé par le Dr. Farouk Benali, enseignant-chercheur à l'Institut d'optique et mécanique de précision de l'Université Ferhat Abbas Sétif -1 et membre du laboratoire des matériaux non-métalliques, selon un communiqué de l'Université.

La nouvelle invention de ce chercheur, également membre de la cellule assurance qualité et membre de la cellule de veille technologique de cette Université, est "une coquille de musculation constituée de deux armatures se fixant sur le bras et l'avant-bras", a souligné le communiqué.

Cette coquille aide les débutants en musculation et facilite la rééducation de patients souffrant de problèmes au niveau

des coudes, selon la même source qui a souligné que cette innovation amovible qui se place directement sur les membres supérieurs du sportif ou du patient "remédie aux inconvénients" des techniques utilisées jusque-là.

"Sa configuration particulière le rend adaptable à tous les exercices de musculation du haut du corps avec une poussée de poids réglable qui offre un large panel d'utilisation de systèmes de rappel de mouvement offrant plus de force de poussée", est-il indiqué.

La nouvelle innovation du Dr. Farouk Benali a été enregistrée le 27 septembre 2021 au niveau de l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI), a précisé le communiqué.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS
DE LA WILAYA D'AIN TÉMOUCHENT

Concours d'architecture restreint N°23/DEF/A.T/2021 NIF : 000146019005648

La Direction des Équipements Publics de la Wilaya de Ain Témouchent lance un Concours d'architecture restreint relatif à :

L'étude et suivi pour la réalisation de 13 salles de classe en extension pour le moyen (programme 2020)

Lot N°01 : 02 classes au CEM - Bahi Mohamed - à Aghlal, Ain Kihel.
Lot N°02 : 03 classes au CEM - Benamor Brahim - à Ain Tolba, Ain Kihel.
Lot N°03 : 02 classes au CEM - Khemisti Mohamed - à El Maleh.
Lot N°04 : 02 classes au CEM - Djamaï Moussa - à Sidi Sohbi, Béné Saf.
Lot N°05 : 02 classes au CEM - 17 Octobre - à Sidi Ben Adda, Ain Témouchent.
Lot N°06 : 02 classes au CEM - Raïd Feradj - à Ouled Boudjamaa, El Amria.

Les bureaux d'études agréés, intéressés par le présent concours, sont tenus de retirer le cahier des charges auprès de la Direction des Équipements Publics de la Wilaya de Ain Témouchent (site à Hai Zeitoun), TEL : 043-77-91-44.

Dossier de candidature contient :

- La déclaration de candidature, selon modèle ci joint, renseignée en totalité, datée et signée,
- La déclaration de probité selon modèle ci-joint, renseignée en totalité, datée et signée,
- Copie des statuts de la société, si soumissionnaire personne morale (E.U.R.L, S.A.R.L, S.N.C ou SPA)
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager le bureau d'étude.
- Extrait de rôle moins de 03 mois.
- Casier judiciaire moins de 03 mois.
- Numéro d'immatriculation fiscale (NIF).
- Solvabilité bancaire valide.
- Tout document permettant de justifier les capacités des soumissionnaires :

S'adresse aux architectes agréés seuls ou en groupement, ainsi qu'aux bureaux d'études publics, présentant les capacités professionnelles, financières et techniques minimales suivantes :

Conditions d'éligibilité :

1- Capacité professionnelle :

- Pour les architectes agréés, justifier :
 - Attestation d'inscription au tableau national de l'ordre des architectes ou certificat d'agrément pour l'exercice de la profession d'architecte;
 - Pour les bureaux d'études publics, justifier :
 - Du statut d'entreprise public économique (EPE) du bureau d'études ou d'un décret de création;
 - Et de l'extrait du registre de commerce.

2- Capacités techniques

A-Moyens Humains

- Les moyens humains : doivent être justifiés par des copies des diplômes, et de la déclaration d'affiliation à la CNAS d'une validité de moins de trois mois à la date d'ouverture des plis, ou contrat d'insertion des diplômés (CID), contrat de travail Aïdé (CTA) en cours de validité appuyer par la déclaration d'affiliation à la CNAS de moins de trois (03) mois le jour de l'ouverture des plis.
- Pour le cas du gérant ou propriétaire du BET la justification sera appuyée par la déclaration CASNOS valide.

B-Moyens Matériels :

- Matériel roulant ;
- Appareil topographique
- Traceur
- Matériel du bureautique (Ordinateur, Imprimante et Photocopieuse)
- o Justifier par factures d'achat au nom du gérant du bureau d'étude.

- Attestation de visite du site.

SI l'une des conditions n'est pas satisfaite, l'offre sera rejetée systématiquement.

✓ Cependant seuls les 05 premiers candidats ayant satisfait les conditions susdites.

L'offre relative au dossier de candidature doit être cachetée dans une enveloppe intérieure (sur laquelle est écrit offre de candidature), et dans une enveloppe extérieure cachetée et anonyme portant d'une façon apparente l'inscription suivante :

« A l'ouverture que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Concours d'architecture restreint N°23/DEP/AT/2021.

Projet : L'étude et suivi pour la réalisation de 13 salles de classe en extension pour le moyen (programme 2020)

Lot N°01 : 02 classes au CEM - Bahi Mohamed - à Aghlal, Ain Kihel.
Lot N°02 : 03 classes au CEM - Benamor Brahim - à Ain Tolba, Ain Kihel.
Lot N°03 : 02 classes au CEM - Khemisti Mohamed - à El Maleh.
Lot N°04 : 02 classes au CEM - Djamaï Moussa - à Sidi Sohbi, Béné Saf.
Lot N°05 : 02 classes au CEM - 17 Octobre - à Sidi Ben Adda, Ain Témouchent.
Lot N°06 : 02 classes au CEM - Raïd Feradj - à Ouled Boudjamaa, El Amria.

Les offres doivent être adressées à monsieur le directeur des équipements publics de la wilaya d'Ain Témouchent et doivent être déposées au secrétariat de la direction.

La date de dépôt du dossier de candidature est fixée à 12h00 le dixième (10^{ème}) jour à compter de la date de la première parution au BOMOP et aux quotidiens nationaux.

La date de dépôt des prestations, de l'offre technique et de l'offre financière est fixée à 12h00 le quinzième (15^{ème}) jours à compter de la date de la première parution des résultats de l'évaluation des offres de candidature au BOMOP et aux quotidiens nationaux.

Toutefois, la direction des équipements publics à tout le droit de proroger le délai de dépôt des offres.

Tout pli portant une quelconque mention pouvant l'identifier sera rejeté.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de 115 jours, à compter de la date de la première parution de cet avis aux quotidiens nationaux et le BOMOP.

L'ouverture des plis pour les dossiers de candidature est publique, elle s'effectuera au siège de la D.E.P Ain Témouchent, le jour de la date limite de dépôt des offres à 14:00 heures.

NB : Le présent avis tient lieu d'invitation aux candidats désirant assister à la séance d'ouverture des plis des dossiers de candidature.

TAEKWONDO 200 athlètes attendus à un stage de présélection du 14 au 16 octobre à Alger

Quelque 200 athlètes seniors (messieurs et dames) prendront part à un stage de présélection, programmé du 14 au 16 octobre à la salle omnisports des Eucalyptus (Alger), a appris l'APS auprès de la Fédération algérienne de taekwondo (ATF). "Ce regroupement préparatif se déroulera en système éliminatoire avec la participation de près de 200 athlètes. Il sera organisé pour sélectionner de nouveaux jeunes afin de renforcer les équipes nationales", a indiqué le secrétaire-général de l'instance fédérale, Samir Mayana. Selon la même source, les éliminatoires vont enregistrer la présence de 24 taekwondoïstes expérimentés dans les deux sexes.

L'issue de ce rendez-vous qui se déroulera sous la conduite d'une commission technique composée du directeur technique national (DTN) et de cinq entraîneurs, les quatre premiers au classement renforceront la sélection nationale lors des prochaines échéances internationales. D'autre part, l'instance fédérale tiendra son collège technique national le 22 octobre à la maison de culture Aïssa-Messaoudi d'Husseïn-Dey (Alger) afin de tracer le calendrier des prochaines échéances et discuter de questions techniques.

"La première chose qui sera faite avant l'organisation des compétitions, est de tenir des stages au profit des arbitres et entraîneurs afin de les informer des nouveaux règlements de la Fédération internationale. Cette dernière n'a pas encore fixé les dates de déroulement de ses futures compétitions", a-t-il conclu.

BASKET - CHAMPIONNAT ARABE (QUARTS DE FINALE) Le WO Boufarik face à Al-Koweït aujourd'hui

Le WO Boufarik affrontera son homologue d'Al-Koweït SC, mercredi (19h30 algériennes) en quarts de finale du Championnat arabe des clubs de basket-ball organisé à Alexandrie en Egypte.

Le Widad de Boufarik a terminé 2e du groupe C avec 5 points derrière Al-Ahly d'Egypte (6 points) et devant Al-Fateh d'Arabie saoudite (4 points). Lundi, en match comptant pour la 3e et dernière journée du groupe C, le Cinq boufarikoïsis avait battu la formation yéménite d'Al-Shaâb Hadramout 101 à 71 (mi-temps : 45-37). Auparavant, le représentant algérien s'était imposé face à Al-Fateh (75-70, après prolongation), contre une défaite face aux Egyptiens d'Al-Ahly (68-49).

En cas de victoire face à Al-Koweït Al-Koweïti en quarts de finale, les hommes de l'entraîneur Mohamed Yahia joueront en demi-finales



vendredi contre le vainqueur du quart entre le FUS Rabat (Maroc) et Ezzahra SC (Tunisie). L'autre représentant algérien dans ce championnat, l'USM Blida, a été éliminé de la compétition. Le Cinq

blidéen s'est incliné lundi face à son homologue égyptien d'Al-Itihad d'Alexandrie sur le score de 92-82, pour le compte de la 3e et dernière journée du groupe A. Il s'agit de sa deuxième défaite dans

le tournoi après celle face à la formation marocaine du FUS Rabat (74-90), contre une victoire devant Al-Minae du Yémen (85-65).

Programme des quarts de finale prévus mercredi:

1. FUS Rabat (Maroc) - Ezzahra SC (Tunisie) 16h00
2. Itihad d'Alexandrie (Egypte) - Al-Wakrah (Qatar) 18h30
3. Al-Ahly (Egypte) - Beyrouth SC (Liban) 17h00
4. WO Boufarik (Algérie) - Al-Koweït (Koweït) 19h30

Programme des demi-finales prévus vendredi:

- Vainqueur 2 contre vainqueur 3 (16h00)
Vainqueur 1 contre vainqueur 4 (18h30).

BOXE - MONDIAUX FÉMININS

Istanbul abritera le tournoi en décembre prochain

L'AIBA a annoncé l'organisation par Istanbul des prochains Championnats du monde féminins de boxe "avant la fin de l'année".

"Un accord formel a été signé entre l'AIBA et la Fédération turque de boxe à l'occasion d'un récent séjour à Istanbul du président de l'instance mondiale, le Russe Uman Kremliev. Les Mondiaux de boxe féminins-2021 auront lieu avant la fin de l'année.

Les dates définitives étant toujours en discussion, mais ils devraient se dérouler au début du mois de décembre", a indiqué un communiqué de l'AIBA.

Durant son séjour à Istanbul, le président de l'AIBA a confirmé que, pour la première fois de l'histoire, les médaillés des Championnats du monde seront récompensés par des primes en espèces. Leur montant

(100 000 dollars pour l'or, 50 000 pour l'argent et 25 000 pour le bronze) sera identique pour les hommes et les femmes. En marge des Mondiaux féminins à Istanbul, l'AIBA organisera un congrès extraordinaire où devraient être annoncées, précise l'instance, "des réformes majeures". Les Championnats du monde masculins doivent se tenir du 24 octobre au 6 novembre 2021 à Belgique.

ATHLÉTISME - MONDIAUX-2025

Le Japon officiellement candidat à l'organisation

La Fédération japonaise d'athlétisme (JAF) a déposé officiellement la candidature de Tokyo pour abriter les Championnats du monde de 2025, a rapporté l'agence japonaise Kyodo News, citant une source "proche du dossier".

Selon la même source, l'instance japonaise d'athlétisme a transmis son dossier à World Athletics avant l'expiration des délais. Le dossier prévoit d'organiser les Mondiaux 2025 au stade olympique de Tokyo, construit pour les Jeux olympiques et paralympiques 2020 sur les ruines de l'enceinte ayant servi aux Jeux en 1964.

Au moment de sa construction, le stade olympique de Tokyo devait être transformé en stade de foot-

ball, en retirant la piste. Mais l'idée aurait été abandonnée. Il devrait rester équipé d'une piste d'athlétisme. "La candidature de Tokyo pour les Mondiaux 2025, portée par la Fédération japonaise d'athlétisme, n'a pas été discutée avec les autorités locales et nationales", a expliqué l'agence japonaise de presse qui rappelle que l'idée d'accueillir les Championnats du monde en plein air au stade olympique est venue du président de World Athletics, Sebastian Coe qui avait confié aux médias, lors de sa première visite dans le nouveau stade olympique en octobre 2020, qu'il espérait que la capitale japonaise organiserait les Mondiaux dans cette enceinte

dans les cinq ans à venir. "Le dirigeant britannique a forcé le trait pendant les Jeux de Tokyo, suggérant une nouvelle fois qu'un équipement de cette qualité devrait recevoir dans un avenir proche l'élite de l'athlétisme", a ajouté l'agence. Sur le budget alloué à l'événement, Kyodo News a indiqué que, selon des estimations, les Mondiaux 2025 pourraient se chiffrer à 90 millions de dollars (10 milliards de yens), une somme qui pourrait être délicate à trouver après l'historique surcoût des Jeux de Tokyo 2020. Le Japon a déjà organisé à deux reprises les Mondiaux d'athlétisme en plein air, à Tokyo en 1991, puis à Osaka en 2007. La première de ces deux édi-

tions reste l'une des plus réussies et mémorables de l'histoire. Elle avait notamment été marquée par la chute du mytique record du monde du saut en longueur de Bob Beamon (8,90 m aux Jeux de Mexico en 1968), battu par l'Américain Mike Powell au terme d'un concours inoubliable. Jusqu'à présent, World Athletics n'a pas révélé le nombre et l'identité des candidatures aux Mondiaux 2025 d'athlétisme, tandis que le choix sera annoncé en mars 2022.

Au début de son deuxième mandat, Sebastian Coe avait échoué à plusieurs reprises son souhait de voir l'Afrique accueillir pour la première fois en 2025, les Championnats du monde en plein air.

L'Afrique du Sud et le Maroc avaient exprimé leur intérêt. Mais la pandémie de COVID-19 avait reporté, au moins d'une édition, la volonté du président de World Athletics et les ambitions des pays africains. Les prochains Mondiaux en plein air se dérouleront à Eugene (Etats-Unis) en 2022. L'édition suivante, en 2023, a été attribuée à Budapest.

L'image du CIO, World Athletics a abandonné l'ancien mode d'attribution de ses événements majeurs, avec campagne de candidature et vote pour la ville-hôte. Elle lui préfère désormais un processus modernisé, où le choix intervient au terme d'une "phase dialoguée".

RUGBY

Les Samoa renoncent à leurs trois test-matches de novembre en Europe

La Fédération samoane de rugby à XV (Lakapi Samoa) a annoncé lundi que sa sélection a renoncé aux trois test-matches qu'elle devait disputer au mois de novembre prochain, en Europe, pour un problème de déplacement lié essentiellement à la pandémie du nouveau coronavirus. Les insulaires du Pacifique devaient affronter la Géorgie, l'Espagne et les Barbarians. "La décision du conseil d'administration de Lakapi Samoa a été prise conformément aux conseils de voyage spéciaux en matière de santé du gouvernement des Samoa et tient compte des autres problèmes liés au coronavirus concernant les joueurs basés en Nouvelle-Zélande", a déclaré la Fédération. Les frontières des Sa-

moa sont presque entièrement fermées en raison des restrictions draconiennes appliquées par l'archipel pour y éviter l'importation du virus. La Nouvelle-Zélande applique elle aussi des mesures strictes de quarantaine aux frontiers afin de ramener à zéro le nombre de cas de Covid sur son territoire. Le sélectionneur samoan, Seilala Mapusua, a indiqué que des discussions étaient toutefois encore en cours pour tenter d'aligner une équipe, avec des joueurs en mesure de voyager, afin de disputer le match face aux Barbarians prévu le 27 novembre.

"Lakapi Samoa bénéficie de l'aide totale de World Rugby pour trouver toute solution potentielle à court terme tout en redoublant

d'efforts pour assurer un programme solide de matchs en 2022 et au-delà", a souligné l'ancien centre des London Irish dans un communiqué. "Les deux parties s'engagent à sécuriser un match de la sélection samoane contre les Barbarians britanniques, impliquant des joueurs et entraîneurs basés en Europe", a expliqué Seilala Mapusua. "En espérant que les choses puissent s'améliorer dans un avenir proche pour notre préparation jusqu'à la Coupe du monde 2023", a-t-il ajouté sur Twitter.

L'équipe de rugby à VII des Samoa s'est également retirée de deux étapes des Sevens World Series, prévues en novembre et décembre prochains à Dubaï.

VOILE

Khaled Farzekkoub nommé commissaire au développement national du kitesurf

L'ex-vélocipiste algérien Khaled Farzekkoub a été nommé commissaire au développement national du kitesurf avec l'objectif de promouvoir cette discipline, dont la pratique est relativement récente en Algérie, a annoncé lundi la Fédération de voile (FAV). Farzekkoub est un fervent pratiquant du kitesurf et c'est lui qui avait chapeauté l'organisation de la première régata de la discipline au barrage de Djorf Etorba, dans la wilaya de Béchar. Le nouveau commissaire au développement national du kitesurf a fait ses débuts en planche à voile en 1985 à Tamentefoust (Alger) et a longtemps fait partie de l'élite nationale. Farzekkoub possède d'ailleurs un riche palmarès en tant qu'athlète particulièrement sur le plan national, car ayant remporté plusieurs titres de champion.

QUALIF. MONDIAL-2022 (ALGÉRIE- NIGER) Les Verts entament leur stage sans Feghouli et Bensebaïni

L'équipe nationale de football, a entamé lundi un stage au Centre technique national de Sidi Moussa, en présence de 24 joueurs, et en l'absence du milieu de terrain Sofiane Feghouli (Galatasaray/ Turquie) et du défenseur Rami Bensebaïni (Borussia Mönchengladbach/ Allemagne), autorisés à rejoindre Alger mercredi, en vue de la double confrontation face au Niger, les 8 et 12 octobre, comptant pour les 3e et 4e journées du 2e tour (Gr. A) des éliminatoires du Mondial-2022 au Qatar, a appris l'APS auprès de la Fédération algérienne (FAF).

Blessés, les deux joueurs en question devraient ainsi déclarer forfait pour le premier match, prévu vendredi au stade Mustapha-Tchaker de Blida (20h00), alors que leur participation au second rendez-vous, prévu mardi 12 octobre au stade du général Seyni-Kountché de Niamey (17h00), reste incertaine.

Le sélectionneur national Djamel Belmadi a dirigé lundi en fin d'après-midi la première séance d'entraînement, en présence pour la première fois du jeune attaquant du FC Lugano (Suisse) Mohamed Amine Amoura (21 ans), et du milieu offensif du Stade de Reims (France) Ilan Kaïs Kebbal (23 ans), appelés en renfort pour suppléer la défection du milieu offensif de Naples (Serie A italienne de football) Adam Ounas, blessé au muscle fémoral droit.

Ounas allonge la liste des absences, puisque Belmadi doit déjà se passer des services du défenseur Mehdi Tahrat (Al-Gharafa/ Qatar) et du milieu offensif Rachid Ghezzal (Besiktas/ Turquie), blessés.

A l'issue des deux premières journées de qualifications, l'Algérie et le Burkina Faso occupent la tête du groupe A avec 4 points devant le Niger (3 pts). Djibouti ferme la marche (0 pt). Le premier à l'issue de la phase de poules se qualifie pour le troisième et dernier tour (barrages).

ÉQUIPE NATIONALE A' (AMICAL) touché au genou, Boualia forfait face au Bénin (club)

L'attaquant de la JS Kabylie (Ligue 1 algérienne de football) Kouceïla Boualia, "sérieusement touché au genou", a déclaré forfait pour le match amical de l'équipe nationale A', composée essentiellement de joueurs locaux, samedi devant le Bénin au nouveau stade d'Oran, a appris l'APS lundi auprès du staff technique des "Canaris".

"Boualia a contracté une sérieuse blessure lors du match amical disputé samedi face à la JS Bordj Menail (2-1). Le ligament croisé antérieur du genou a été touché, il est d'ores et déjà forfait pour le match de la sélection des locaux", a indiqué à l'APS l'entraîneur-adjoint de la JSK Mounir Dob.

Boualia (20 ans) figurait sur une liste de 25 joueurs, dévoilée dimanche par la Fédération algérienne (FAF), pour prendre part au match face au Bénin, adversaire qui est venu remplacer les Comores, dont le rassemblement qui devait se dérouler en octobre a été annulé. Les coéquipiers de Mouad Haddad (MC Alger) ont entamé lundi un stage à Mostaganem.

Il s'agit du troisième stage depuis la nomination de Bouherra à la tête de la sélection des locaux, après deux autres organisés en juin et août derniers, ponctués par des matchs amicaux face au Liberia à Oran (5-1), et devant la Syrie (2-1) et le Burundi (3-0) à Doha (Qatar). L'équipe nationale A' prépare la Coupe arabe de la Fifa 2021 au Qatar (30 novembre-18 décembre), rendez-vous qui verra l'Algérie évoluer dans le groupe D, en compagnie de l'Egypte, du Soudan et du Liban.

L'Algérie entamera le tournoi le mercredi 1er décembre face au Soudan, au stade Ahmed-Ben Ali à Doha (14h00 algériennes), avant d'affronter le Liban, le samedi 4 décembre au stade Al-Janoub (14h00), puis l'Egypte, le mardi 7 décembre, toujours au stade Al-Janoub (20h00). Outre la prochaine Coupe arabe de la Fifa, la sélection algérienne A' prépare également le Championnat d'Afrique des nations (CHAN), prévu en 2023 en Algérie.

APS

LIGUE 1 (AMICAL) L'USMA s'incline face à la JSS (0-2)

L'USM Alger s'est inclinée lundi soir face à la JS Saoura (0-2), en match amical préparatoire disputé au stade Omar-Hamadi (ex-Bologhine), en vue de la nouvelle saison de la Ligue 1 de football 2021-2022, dont le coup d'envoi sera donné le week-end du 22-23 octobre.

Les buts de la partie ont été inscrits par les deux nouvelles recrues de la formation de Béchar Mohamed Amine Ouis (ex-USM Bel-Abbès) et Benamar Mellal (ex-MC Oran).

Le club algérois peine en cette période d'intersaison, puisqu'il a enchaîné un troisième match amical sans victoire, après les deux nuls concédés face au WA Mostaganem (0-0) et à l'ASO Chlef (2-2).

Les gars de Béchar, quant à eux, se sont inclinés d'abord face au CS Constantine (1-2) avant de battre le CR Zaouia (3-1).

Ce match amical est venu boucler le stage de la JSS effectué à Alger, sous la conduite du nouvel entraîneur tunisien Kais Yaakoubi, engagé cet été en remplacement de Mustapha Djali.

Les joueurs du président Mohamed Zerouati ont rallié mardi Bé-



char, pour poursuivre leur préparation en vue de leur entrée en lice en Coupe de la Confédération africaine. La JSS sera opposée au 2e tour préliminaire aux Mauritaniens

de l'ASAC Concorde. La première manche se jouera le samedi 16 octobre, alors que le match retour se jouera entre le 22 et le 24 octobre à domicile.

LIGUE 1 - PRÉPARATION CRB - MCO en amical mercredi à Chlef

Le CR Belouizdad affrontera le MC Oran en amical, mercredi à partir de 16h00 au stade Mohamed-Boumezrag de Chlef, a annoncé mardi la direction du club champion d'Algérie en titre. Pour les Belouizdadis, cette joute

amicale contre un pensionnaire de l'élite s'inscrit dans le cadre de la préparation du deuxième tour préliminaire de la Ligue des champions africaine de football. Les "Rouge et Blanc" qui, au tour précédent avaient passé l'écueil

des Nigériens d'Akwa United, sont en effet appelés à défier les Ivoiriens de l'ASEC Mimosas le 16 octobre à Abidjan, alors que le match retour est prévu entre le 22 et le 24 du même mois en Algérie.

Le match amical contre

le MCO sera marqué par la présence du nouvel entraîneur en chef du Chabab, le Brésilien Marcos Paqueta, arrivé à Alger pas plus tard que dimanche après-midi, et qui aura ainsi l'occasion de voir ses joueurs à l'oeuvre.

MONDIAL-2022 La FIFA veut supprimer la vaccination obligatoire

La FIFA a affiché aux organisateurs de la prochaine Coupe du monde de football (Qatar-2022) son souhait de supprimer les exigences de vaccination obligatoire pour le tournoi mondial.

"La FIFA a déjà entamé des discussions avec les autorités qataries pour annuler les exigences de vaccination obligatoire pour le Mondial 2022", a indiqué mardi Associated Press, assurant qu'elle ferait actuellement pression sur le Qatar pour assouplir les mesures sanitaires.

En juin dernier, le Premier ministre du Qatar, Sheikh Khalid bin Khalifa bin Abdulaziz Al Thani, avait annoncé que la vaccination serait obligatoire pour tous les supporters, mais rien n'avait été avancé concernant les joueurs.

Associated Press tient d'une "source proche" du dossier" ayant requis l'anonymat, que la FIFA essaierait d'obtenir que les spectateurs, mais aussi les officiels et les joueurs, puissent entrer dans

le pays à la condition de prouver leur guérison du COVID-19 ou en présentant un test négatif au virus. Le Qatar aura l'occasion de tester sa politique sanitaire à l'occasion de la prochaine édition de la Coupe arabe des nations, prévue du 30 novembre au 18 décembre 2021 dans



les stades du Mondial 2022. Ce tournoi, où seront engagées 16 équipes nationales dont l'Algérie, est présenté comme un test pour les sites du Mondial.

Il pourrait également permettre aux Qataris de mettre en application leurs mesures anti-COVID.

LIGUE 1 (AMICAL) La JSK s'impose face au CR Zaouia (4-1)

La JS Kabylie (Ligue 1 algérienne de football) s'est imposée lundi face au pensionnaire de la division amateur de football, le CR Zaouia (4-1), en match amical préparatoire disputé à Alger.

Il s'agit du deuxième test amical des "Canaris", après la victoire décrochée

samedi face au nouveau pensionnaire de la Ligue 2 amateur, la JS Bordj Menail (2-1), en match disputé à Alger en trois mi-temps de 30 minutes chacune.

Après un premier stage effectué en altitude au complexe sportif de Tikjda (Bouira), sous la conduite du nouvel entraîneur fran-

çais Henri Stambouli, les "Canaris" ont entamé la semaine dernière un deuxième stage à Alger, qui s'étalera jusqu'au 8 octobre.

Exempte du 1er tour préliminaire de la Coupe de la Confédération, à l'instar de l'autre représentant algérien dans cette com-

pétition la JS Saoura, la JSK se rendra à Rabat pour défier les Forces armées royales (FAR) à l'occasion du match aller du 2e tour prévu entre le 15 et le 17 octobre, avant de disputer la seconde manche à domicile entre le 22 et le 24 octobre.

FOOTBALL AMATEUR - SAISON 2021-2022 30 licences pour les équipes réserves (LNFA)

Les clubs sociétaires du Championnat national amateur pourront engager lors de la saison 2021-2022 un total de 30 joueurs au sein de leurs équipes "réserves" respectives, a annoncé lundi la Ligue nationale

du football amateur (LNFA). Il s'agit d'une hausse de cinq licences par rapport aux saisons écoulées, pendant lesquelles les différents clubs de l'amateur n'avaient droit qu'à 25 licences chez les "réserves". Une

hausse devenue possible suite à la récente modification de l'article 5, alinéa 5.2.3, relatif à la catégorie d'âge, mais qui impose cependant aux clubs un maximum de 10 joueurs nés en 2000, a tenu à signaler la LNFA.

LIGUE 1 - NA HUSSEÏN-DEY Zaoui revient sur sa démission et reprend ses fonctions

L'entraîneur Karim Zaoui, démissionnaire dimanche de son poste en raison de l'immixtion d'un dirigeant dans son travail, est revenu sur sa décision de partir, dirigeant mardi la séance d'entraînement effectué à Alger, a appris l'APS auprès de l'intéressé.

"Je suis revenu sur ma démission, car je ne pouvais laisser le club livré à lui-même en cette période de préparation en vue de la prochaine saison. J'ai parlé avec le président du directoire Sofiane Boudrouaya et le dirigeant Kamel Saoudi, une entrevue au cours de laquelle on a mis les points sur les + et -. Dorénavant, chacun a ses prérogatives et personne ne pourra s'immiscer dans mon travail", a expliqué le coach des "Sang et Or".

Ancien joueur du club, Zaoui (51 ans) a annoncé lundi sa démission, évoquant l'immixtion d'un dirigeant dans son travail : "Un dirigeant voulait enlever un joueur de 31 ans

qui n'a plus joué depuis deux ans et dont je préfère taire le nom. J'ai catégoriquement refusé sa proposition car je ne suis pas le genre à qui on impose quoi que ce soit au travail, je ne suis pas là pour faire du social".

Par ailleurs, le NAHD, qui a enregistré l'arrivée notamment du gardien de but Ahmed Boutaga (MC Alger) et du défenseur Mohamed Amine Tiboutine (RC Kouba), poursuit son stage à Alger, au cours duquel les coéquipiers de l'attaquant Rachid Nadjji disputeront "deux à trois" tests amicaux.

"Le premier match amical se jouera vendredi face à l'ES Ben Aknoun,

alors que le second est programmé face au MC El-Bayadh le 12 octobre. Il y aura la possibilité de disputer un troisième et dernier match de préparation avant le début du championnat", a-t-il ajouté.

Le NAHD a traversé un été assez mouvementé au niveau de la direction, avec la démission actée du président Mahfoud Ould Zmirli. Lors de l'assemblée générale des actionnaires du club, tenue la semaine dernière, il a été décidé d'installer Sofiane Boudrouaya à la tête d'un directoire pendant 90 jours, avant l'ouverture du capital, suivie par l'élection d'un nouveau président de la SSPA.

LIGUE DES CHAMPIONS (2E TOUR PRÉLIMINAIRE) L'ES Sétif peaufine sa préparation à Tunis

L'ES Sétif, l'un des représentants algériens en Ligue des champions d'Afrique de football, poursuit sa préparation à Tunis, en vue de la double confrontation face aux Mauritaniens du FC Nouadhibou, dans le cadre du 2e tour préliminaire de l'épreuve.

Sous la houlette de l'entraîneur tunisien Nabil Kouki, l'Entente a disputé dimanche son premier test amical, soldé par une large victoire face à l'AS Soukra (5-0), avant de défier le CA Bizertin, mercredi (15h30) au stade de Bizerte.

"Je tiens à remercier la direction de l'AS Soukra pour son chaleureux accueil. C'était un match d'application qui nous a permis d'appliquer sur le terrain le travail accompli aux entraînements. Ce

n'était pas un match référence pour nous. Il nous reste encore deux matchs amicaux les 6 et 8 octobre, à l'issue desquels nous allons arrêter le groupe qui fera le voyage à Nouakchott", a réagi le coach tunisien dans une déclaration accordée à la page officielle Facebook de l'Entente. Qualifiée pour le 2e tour préliminaire de la Ligue des champions aux dépens des Gambiens de Fortune FC (aller : 0-3, retour : 3-0, aux t.a.

b : 5-4), l'ESS affrontera les Mauritaniens du FC Nouadhibou par l'accèsion en phase de poules. Le match aller se jouera entre le 15 et le 17 octobre à Nouakchott, alors que la seconde manche est programmée entre le 22 et le 24 du même mois à Sétif.

EQUIPE NATIONALE (U20) Lacete retient 22 joueurs pour un stage du 4 au 12 octobre

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football des moins de 20 ans (U20) Mohamed Lacete, a fait appel à 22 joueurs, dont 11 évoluant à l'étranger, pour un stage prévu du 4 au 12 octobre à Alger, a annoncé la Fédération algérienne (FAF), lundi sur son site officiel. "Au cours de ce stage d'évaluation et de revue d'effectif, le premier après la Coupe arabe des nations 2021 où l'Algérie avait terminé finaliste, le staff technique a programmé deux matchs amicaux les 7 et 11 octobre, ce qui lui permettra de voir de plus près les nouveaux joueurs, dont ceux évoluant à l'étranger et qui rejoindront la sélection pour la première fois", précise l'instance fédérale, sans préciser l'identité des adversaires. La sélection des U20 restait sur une défaite en finale de la Coupe arabe de la catégorie, disputée en juillet dernier en Egypte. Les coéquipiers du gardien de but Hamza Boualem (USM Alger) se sont inclinés face à l'Arabie saoudite (2-1), au stade du 30-Juin de la Défense aérienne du Caire.

Voici par ailleurs la liste des 22 joueurs convoqués :

Gardiens : Hamza Boualem (USM Alger), Radaoui C hamseddine (ES Sétif), Djemoui Malek (Montpellier/ France)

Défenseurs : Dehilis Rayane (O. Marseille/ France), Bendriss Salah-Eddine (Mouscron/ Belgique), Messali Rafik (Toulouse FC/ France), Gaid Ahmed (CR Belouizdad), Charhour Kamel (MC Alger), Megy Yannis (Clermont Foot/ France)

Milieux : Ghanem Adel (MC Alger), Naâmani Abdelkrim (USM Alger), Mahor Samy (KAA Gent/ Belgique), Bounas Idriss (O. Lyon/ France), Belhadj Chekal Afari (CS Constantine), Bouaoune Issam (FC Valenciennes/ France)

Attaquants : Aït Amer Younes (Bayern Munich/ Allemagne), Benyezi Islam (JS Saoura), Hamoudi Mohamed (CR Belouizdad), Bouteba Maise Ramy (CS Constantine), Tebbani Abdelghani (MC Alger), Oussama Ammar (O. Lyon/ France), Slini Zakaria (RFC Seraing/ Belgique).

République Algérienne Démocratique et Populaire

Ministère de la Communication

Appel à candidature pour le Prix du Président de la République
du journaliste Professionnel

Le Ministère de la Communication annonce le lancement du «**Prix du Président de la République, du Journaliste Professionnel**», organisé dans sa septième édition, pour l'année 2021, sous le thème : «**Les Médias entre la liberté et la responsabilité**», et décerné à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la Presse le 22 octobre 2021.

Les principaux objectifs de ce prix institué par le décret présidentiel n°15-133 du 21 mai 2015, en signe de reconnaissance aux valeurs parcourues du journaliste algérien, durant la guerre de libération nationale et d'appui aux efforts des professionnels de la presse nationale, sont:

- Encourager et promouvoir la production journalistique nationale sous toutes ses formes ;
- Stimuler l'excellence, la création et la professionnalisation au sein de la presse nationale en instaurant la culture du mérite ;
- Récompenser les meilleures œuvres individuelles ou collectives, ayant trait à la thématique retenue.

Catégories du prix :

- 1- **L'information écrite :** la nouvelle de presse, l'article de fond, la critique, l'éditorial, le reportage ou l'enquête publiés par un organe de presse écrite national, public ou privé ;
- 2- **L'information télévisuelle :** reportages, enquêtes d'investigation, documentaires, bandes d'actualités filmées ou autre et la séquence (images informatives et audiovisuelles), produite et diffusée par les chaînes de télévision nationales publiques ou privées.
- 3- **L'information radiophonique :** émission d'information, reportages, enquêtes et autres, produite et diffusée par les chaînes de radiodiffusion nationales publiques ou privées.
- 4- **Presse électronique :** meilleure œuvre d'information diffusée sur le net.
- 5- **L'illustration :** photographies, dessins et caricatures de presse publiés par un organe de presse nationale, public ou privé.

Conditions de participation :

- 1- Etre de nationalité Algérienne ;
- 2- Etre âgé de 30 ans, au moins ;
- 3- Justifier de l'exercice continu de la profession dans l'organe de presse depuis, au moins, trois (3) ans ;
- 4- Ne pas être membre du jury ;
- 5- Le candidat peut présenter sa candidature à titre individuel ou collectif.
- 6- **Les lauréats du Prix du Journaliste Professionnel dans ses différentes catégories ne sont pas autorisés à participer au concours pour une durée de trois (3) années.**
- 7- Le candidat n'est autorisé à participer que dans une seule catégorie et par une seule œuvre, à l'exception du prix d'illustration dont le nombre peut atteindre dix (10) exemplaires de photographies, dessins ou caricatures de presse.
- 8- Les œuvres présentées doivent faire l'objet de diffusion ou de publication par un organe de presse national durant la période **Octobre 2020/ Octobre 2021.**

Thème du concours: «**Les Médias entre la liberté et la responsabilité**»

Les dossiers de participation seront adressés au président du jury du Prix du Président de la République du journaliste professionnel, Ministère de la Communication, avenue des 3 frères Bouaddou, Bir Mourad Rais, Alger.

Par voie postale, le cachet de la poste faisant foi,

Par dépôt au bureau d'ordre général (B.O.G) du Ministère de la communication.

La date limite du dépôt des dossiers est fixée au 16 octobre 2021.

Formulaire de candidature :

Voir le lien de téléchargement à travers le site web du Ministère de la communication: <http://www.ministerecommunication.gov.dz/fr>

Yaya Touré se porte candidat au Barça

Après la nouvelle déception face à l'Alfético Madrid (0-2) samedi en Liga, Ronald Koeman a été confirmé dans ses fonctions d'entraîneur du FC Barcelone mais reste assis sur un siège éjectable. C'est dans ce contexte que l'ancien milieu de terrain blaugrana Yaya Touré (2007-2010) a tenu à envoyer un message aux dirigeants. "C'est peut-être une période difficile pour le club, mais je crois en l'avenir du FC Barcelone. Je serai toujours disponible pour le club s'il a besoin de moi à tout moment, car mon cœur est toujours avec le club, les gens et les fans!", a glissé l'actuel entraîneur adjoint de l'Akhmat Grozny, en Russie, sur Twitter.



SERGIO ROBERTO DANS LE VISEUR DE MAN CITY

Manchester City et Pep Guardiola aimeraient encore renforcer leur équipe. Pour ce faire, les Citizens lorgnent du côté du FC Barcelone. Sergio Roberto serait notamment dans le viseur du club anglais.

Manchester City suivrait avec attention la situation de Sergio Roberto. Le défenseur espagnol est sous contrat avec le FC Barcelone jusqu'en juin prochain. A ce jour, aucun accord n'a été trouvé avec le natif de Reus âgé de 30 ans quand même. L'international espagnol qui a été appelé pour disputer la Ligue des Nations avec la Roja dispose d'un profil apprécié depuis longtemps par Pep Guardiola. Sa valeur est estimée à 15 millions d'euros. Un autre joueur de Barcelone serait également dans le viseur des Citizens. Plus jeune celui-là. Il s'agirait selon des informations de Sky Sports de Nico Gonzalez. Agé de 19 ans, ce milieu de terrain est un pur produit de La Masia qui évolue essentiellement avec la réserve du club catalan.

MBAPPÉ A PRIS SA DÉCISION

Bientôt en fin de contrat avec le PSG, Kylian Mbappé pourrait annoncer sa décision finale ce mardi dans les colonnes de L'Equipe.

Sous contrat avec le Paris Saint-Germain jusqu'en juin 2022, Kylian Mbappé pourrait rejoindre le Real Madrid gratuitement en fin de saison. C'est en tout cas ce qu'annoncent depuis déjà plusieurs mois les médias espagnols. De son côté, le joueur n'a pas encore fait de déclaration officielle, mais il pourrait sortir du silence dès demain dans une interview exclusive accordée à L'Equipe. Ce matin, le quotidien a annoncé la publication ce mardi d'un entretien avec Mbappé dans lequel la star du PSG revient sur sa situation en club, ses objectifs et l'échec des Bleus à l'Euro 2020. Reste à savoir si le Français donnera au passage le nom de son club pour la saison prochaine. D'après son compatriote Karim Benzema, qu'il pourrait donc retrouver à Madrid sous peu, Kylian Mbappé a déjà pris sa décision. « Si j'attends Kylian Mbappé la saison prochaine au Real ? Il l'a dit lui-même. Il a envie de voir autre chose. Il jouera un jour pour le Real. Je ne sais pas quand. Mais il viendra. Ce n'est qu'une question de temps », a expliqué le buteur des Merengues dans les colonnes de L'Equipe.



DU BEAU MONDE POUR RÉCUPÉRER ZIDANE

Zinedine Zidane est l'un des hommes les plus convoités de la planète football. Libre depuis son départ du Real Madrid, le Français est au centre des convoitises. Trois grands clubs européens font de lui une piste privilégiée : Manchester United, la Juventus Turin et le PSG. Zinedine Zidane a marqué les esprits lors de ses passages successifs au Real Madrid. Plusieurs clubs tentent de l'attirer dans leur file afin qu'il puisse réitérer de telles performances. Désireux d'avoir un coach à la hauteur de ses ambitions et de son effectif, Manchester United a placé de grands espoirs en Ole Gunnar Solskjær. Malgré tout, le Norvégien semble avoir atteint son plafond de verre, notamment en Ligue des Champions. Suffisant pour que les dirigeants mancuniens pensent à d'autres alternatives. Si le club ne franchit pas les phases de poules de la Ligue des Champions, le Norvégien sautera et Zinedine Zidane sera la priorité. Un changement à la tête du club qui pourrait arriver plus tôt que prévu au vu des récents résultats des Mancuniens.

Van de Beek relancé par Everton en janvier

Après avoir échoué dans les dernières heures du mercato à convaincre Manchester United de lui prêter Donny Van de Beek, Everton devrait revenir à la charge dès le début du mois de janvier 2022.

Selon des informations du journaliste Fabrizio Romano, Everton n'aurait pas abandonné l'idée de recruter Donny Van de Beek. En mal de temps de jeu à Manchester United la saison dernière, l'international néerlandais était d'accord pour rejoindre Everton cet été. Mais les Red Devils ont refusé de laisser filer l'international néerlandais. Mais depuis, sa situation ne s'est pas améliorée. Et plus que jamais, l'ancien joueur de l'Ajax envisage un départ en janvier.

Il pourrait trouver son bonheur du côté d'Everton qui n'a pas abandonné l'idée de le faire venir : « Il est vrai que les clubs italiens et espagnols sont intéressés et cela dépend si Man United peut s'entendre sur les conditions avec eux. Il pourrait également passer en Premier League, Everton étant l'un des clubs intéressés. Donny veut jouer, donc s'il ne joue pas dans deux ou trois mois, il partira, j'en suis sûr. » a déclaré le journaliste de Sky Sports.



Aurier-Emery, les retrouvailles !

Éloigné des terrains depuis sa fin de contrat avec Tottenham, l'international ivoirien s'est engagé avec Villarreal, où l'attend Unai Emery son ancien entraîneur

Après 4 mois d'inactivité, la carrière de Serge Aurier est sur le point de reprendre de l'aplomb, du côté de l'Espagne, plus précisément de Villarreal.

L'ancien champion de France avec le PSG a signé un contrat d'une saison (avec deux autres années en option). Villarreal est l'actuel 11e de Liga avec 2 victoires et 5 nuls, et toujours aucune défaite. Côté entraîneur, Aurier va retrouver un certain Unai Emery, qu'il a côtoyé à Paris en 2016-2017. La présence de l'Espagnol aurait eu son importance face au Barça de Ronald Koeman.



JOURNÉE MONDIALE DES ENSEIGNANTS

Le Président Tebboune salue les efforts des enseignants dans l'éducation des jeunes générations

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a salué lundi les efforts des enseignants et professeurs dans l'éducation et la formation des jeunes générations qui constituent la richesse de la nation.

"A la veille de la célébration de la Journée mondiale des enseignants (5 octobre), je présente mes vœux, les meilleurs, aux enseignants et professeurs, femmes et hommes", a tweeté le Président Tebboune.

Le président de la République a tenu, à l'occasion de la rentrée scolaire, à saluer les efforts consentis par



ces enseignants et professeurs dans le cadre de l'accomplissement de leur noble mission d'éducation et de formation des jeunes générations, nos filles et nos garçons, qui constituent la richesse de la nation et les bâtisseurs de l'Algérie de demain, une Algérie fidèle à notre glorieuse histoire".

MISSION DU FMI EN ALGÉRIE

L'économie algérienne a montré "beaucoup de résilience" en 2020

L'économie algérienne a montré "beaucoup de résilience" en 2020, malgré le choc de la crise sanitaire, grâce notamment aux mesures de riposte prises par les autorités du pays, a déclaré, lundi, Mme Geneviève Verdier, Cheffe de Division au département Moyen-Orient et Asie Centrale du Fonds. S'exprimant lors d'une conférence de presse virtuelle, à l'issue des consultations annuelles menées par cette institution financière internationale au titre de l'article 4 des statuts du Fonds, Mme Verdier a souligné que cette résilience était liée à la réponse et aux mesures prises par les autorités du pays, en dépit du fait que "les décideurs politiques et économiques avaient très peu de marge de manœuvre en 2020". Tout en rappelant que l'économie algérienne s'était déjà confrontée à la crise des prix des hydrocarbures depuis 2014, la représentante du FMI a mis en avant les décisions prises par la Banque d'Algérie pour soutenir les entreprises et assurer les liquidités financières impactées par les effets de la crise sanitaire. "La Banque d'Algérie a bien réagi aux effets de la pandémie à travers des mesures pour améliorer la liquidité financière au niveau des banques. Les ratios sont au niveau international. Les niveaux des réserves des banques sont revenus aux mêmes niveaux d'avant la pandémie", a-t-elle souligné, tout en recommandant aux autorités de diversifier les ressources de financement et de les réorienter vers le secteur privé afin de financer l'investissement et de soutenir la croissance. "Nous avons recommandé au gouvernement de diversifier les sources de financement de l'économie à cause de risques de gros besoins (financiers) de l'Etat, sachant que le marché bancaire ne pourrait pas soutenir à long terme les besoins en la matière", a-t-elle ajouté.

Mme Verdier, qui a conduit

la mission du FMI entre le 13 septembre et le 3 octobre, a assuré également que les mesures prises par les autorités face à la pandémie ont permis aussi de préserver les emplois et de protéger l'économie et la stabilité financière des entreprises.

"Nous voyons que la croissance va rebondir en 2021 et nous saluons cette croissance", a-t-elle dit. Elle a aussi salué les efforts entrepris par les autorités algériennes en matière de numérisation, d'amélioration de la gouvernance des finances publiques et la transparence, permettant, selon elle, au "public algérien d'avoir accès en temps réel aux politiques mises en œuvre par l'Etat".

Par ailleurs, il est nécessaire, selon Mme Verdier, de prévoir "dans la qualification budgétaire des contingences en cas de non disponibilité de ressources nécessaires et pour anticiper sur les risques et faciliter les réponses à des chocs financiers extérieurs". Tout en conseillant la diminution du déficit budgétaire et la flexibilité du taux de change, la représentante du FMI a appelé, en outre, à renforcer "le contrôle des dépenses publiques pour plus d'efficacité", d'envisager des subventions ciblées vers les personnes vulnérables et de poursuivre les réformes structurelles".

La responsable auprès du FMI a recommandé l'élaboration d'une stratégie d'ensemble pour faire face aux déséquilibres macro-économiques et la diversification des sources de financements y compris extérieurs.

Les réformes d'intégration de l'économie informelle encouragées

Répondant à une question sur les efforts d'intégration de l'économie informelle dans la sphère formelle, la représentante du FMI a fait observer à ce propos que "l'Algérie n'est pas nécessairement différente des autres pays" et que ce phéno-

mène "est comparable à celui existant dans les autres pays émergents". Elle a assuré que la mission du FMI soutenait la politique envisagée par le gouvernement algérien pour formaliser ce secteur. "L'intégration du secteur de l'informel nécessite une stratégie globale qui comprend des mesures visant à diminuer les obstacles... les réformes pour faire intégrer l'informel exigent du temps, le gouvernement algérien a lancé son engagement à formaliser ce secteur. Nous encourageons ces réformes", a-t-elle déclaré. La représentante du FMI a soutenu que "les réformes économiques entamées et envisagées pourraient réduire la sphère informelle et augmenter les investissements et soutenir le secteur privé". S'agissant de l'inflation, celle-ci s'est accélérée, d'après elle, sous "l'effet du choc de l'offre, de l'augmentation des cours internationaux des matières premières, ainsi que des conséquences de la sécheresse en Algérie".

LAMAMRA À ADDIS ABEBA Reçu par le président sénégalais...

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra à été reçu à Addis Abeba par le président sénégalais, Macky Sall à qui il a transmis les sincères salutations et la haute considération que lui voue son frère le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a indiqué, mardi, un communiqué du ministère. La rencontre a permis de "passer en revue les relations bilatérales et les moyens de les promouvoir dans divers domaines, et un échange de vues sur les prin-

cipaux dossiers posés au niveau continental et les perspectives de promotion de l'action africaine commune, le président Macky Sall devant assurer l'année prochaine la présidence tournante de l'Union africaine (UA)", ajoute le communiqué. La rencontre intervient en marge de la participation, lundi, de M. Lamamra en sa qualité de représentant du président de la République, Abdelmadjid Tebboune à la cérémonie d'investiture du nouveau gouvernement éthiopien.

... et par la présidente éthiopienne

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a été reçu à Addis-Abeba par la présidente de la République démocratique fédérale d'Ethiopie, Sahle-Work Zewde, a indiqué mardi un communiqué du ministère.

"M. Lamamra a transmis à Mme Zewde les salutations fraternelles du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune ainsi que ses chaleureuses félicitations à l'occasion de l'investiture du nouveau gouvernement éthiopien", souligne la même source.

Pour sa part, la présidente d'Ethiopie s'est félicitée de la participation algérienne "remarquable à la cérémonie d'investiture du nouveau gouvernement éthiopien", réaffirmant "l'attachement de son pays au partenariat stratégique avec l'Algérie, tout en consolidant la coopération bilatérale dans plusieurs do-

maines vitaux". Selon le communiqué, la rencontre a été une occasion pour "passer en revue les nouveaux développements dans la région de la Corne de l'Afrique ainsi que les perspectives permettant de surmonter les défis auxquels font face la paix, la sécurité et la stabilité, outre les importantes questions de l'heure au niveau continental".

M. Lamamra avait représenté, lundi, à Addis-Abeba, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à la cérémonie d'investiture du nouveau Gouvernement éthiopien à l'invitation officielle adressée par les hautes autorités éthiopiennes au Président de la République, en consécration des relations bilatérales étroites et en concrétisation de la volonté commune des dirigeants des deux pays à établir une stratégie inclusive répondant aux aspirations des deux parties. L'Algérie était le seul pays représentant l'Afrique du Nord à cette cérémonie.

ENERGIE

Opep+: accord pour la poursuite de l'augmentation du niveau de production de 400.000 b/j en Novembre

L'Opep et ses alliés ont décidé, lundi, de poursuivre l'application, en novembre prochain, de la décision de la 19^e session de leur réunion ministérielle, portant augmentation de la production de 400.000 barils/jour à partir d'août, a indiqué le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab. Intervenant au terme de la 21^e réunion ministérielle des pays Opep+ tenue par visio-conférence, M. Arkab a expliqué que le quota de l'Algérie pour la production de pétrole s'élève octobre courant à 942.000 barils/jour et passera à 952.000 barils/jour en novembre prochain.

Par ailleurs, la réunion s'est félicitée de "la performance positive des niveaux de conformité globale permettant la stabilité et l'équilibre du marché pétrolier". Le ministre a fait savoir que le taux de conformité global avait atteint 119 % en août. Il a été également décidé que la prochaine réunion ministérielle de l'Opep et des pays non membres de l'Opep se tiendra au début du mois de novembre prochain 2021.

A rappeler que cette réunion qui regroupe les 23 pays (13 pays de l'Opep et 10 pays non -OPEP) signataires de la Déclaration de Coopération, a été consacrée à l'examen de la situation du marché pétrolier international et à ses perspectives d'évolution à court terme, selon la même source.

Cette réunion a été précédée par la 33^e réunion du Comité ministériel conjoint de suivi (JMCC), qui a procédé à l'évaluation, sur la base du rapport établi par le Comité technique conjoint de suivi (JTC), des conditions du marché pétrolier actuel à court terme, ainsi que du degré de respect des engagements de baisse de la production par les pays signataires de la Déclaration de coopération.

Le JMCC est composé des pays membres de l'OPEP, en l'occurrence l'Algérie, l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis, l'Irak, le Koweït, le Nigeria et le Venezuela et de deux pays non membres de l'Organisation, à savoir la Russie et le Kazakhstan. L'Angola a également participé aux travaux du JMCC au titre de Président de la Conférence de l'OPEP.